

مكذبا من الأصل

TRENTE-QUATRIÈME ANNÉE — N° 9955

38 PAGES

THE UNIVERSITY OF JORDAN
LIBRARY

MARDI 1^{er} FÉVRIER 1977

**Le froid provoque
aux États-Unis
la mise au chômage
de près
de 2 millions de salariés**
LIRE PAGE 34

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F
Abonnement : 120 F
C.C.P. 6201-33 Paris
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Nouvelle tension entre le Soudan et l'Éthiopie

Une nouvelle étape vient d'être franchie dans l'affrontement — pour l'instant verbal — qui oppose, depuis le 25 décembre 1976, l'Éthiopie et le Soudan. À Addis-Abeba, le général Teferi Bante, président du Conseil militaire provisoire, est sorti, samedi 29 janvier, de la réserve dont avaient fait preuve jusqu'à présent les autorités éthiopiennes. Il a signifié les menaces « subversives » de Khartoum, accusant le président Nemeiry d'aider tout à la fois les sécessionnistes érythréens et les « forces contre-révolutionnaires », animées notamment par des aristocrates de l'ancien régime réfugiés à Londres.

Ces opposants ont marqué, il est vrai, des points importants au cours des dernières semaines. L'Union démocratique éthiopienne (EDU), opposition clandestine de droite, est parvenue à prendre le contrôle de plusieurs districts et de la ville d'Harar, dans les provinces du Nord, à proximité de la frontière soudanaise. Elle avait obtenu également le ralliement de plusieurs centaines de soldats éthiopiens, parmi lesquels le lieutenant-colonel Fisseha Gebre Nwret. Il ne fait aucun doute que ces succès n'auraient pu être acquis sans l'aide soudanaise.

Le régime éthiopien, menacé de l'intérieur, mais également sur ses frontières du Sud, où se multiplient les opérations de commandos encouragés par la Somalie, paraît de plus en plus fragilisé. Les militaires en sont manifestement conscients et tendent à faire jouer la « ruse » patriotique, ont lancé dimanche un appel solennel à l'unité nationale. Deux cent mille personnes ont défilé peu après dans les rues d'Addis-Abeba, démontrant, d'une part, que le Derg (comité militaire) bénéficiait encore de l'appui d'une partie de la population ; d'autre part, que la malédiction des menaces étrangères pouvait effectivement servir le régime en rassemblant provisoirement un peuple déchiré depuis deux ans par les convulsions révolutionnaires.

À Khartoum, le président Nemeiry, dont le régime n'est guère mieux assuré, a haussé le ton lui aussi. Remplaçant avec une « neutralité » officielle — qui ne représentait, il est vrai, plus grand-chose — il a déclaré ne plus vouloir exercer ses bons offices entre Addis-Abeba et les maquis érythréens. Dénonçant l'« oppression » dont est victime l'ancienne colonie italienne — rattachée à l'Éthiopie en 1949 — il s'est déclaré décidé à aider au maximum les fronts luttant pour l'indépendance de l'Érythrée et qui bénéficient du soutien des pays arabes. Le président soudanais a accusé les militaires éthiopiens de « trahison » et a sollicité une intervention urgente de l'O.N.U., fort embarrassée au demeurant par le problème érythréen qui, après le Biafra et le Katanga, resuscite le spectre de la « balkanisation » du continent noir.

Ces tentations de « fuites en avant » qui saisissent en même temps deux régimes vacillants, ces bruits de bottes dans la corne orientale de l'Afrique, sont d'autant plus inquiétants que d'autres facteurs contribuent à « déstabiliser » la région. Les pays arabes veulent s'assurer au plus vite — grâce à l'indépendance de l'Érythrée — le contrôle global de la mer Rouge, et les propos tenus la semaine dernière à Ryad, dans l'entourage du roi Khaled, montrent que l'Arabie Saoudite mettra tout son poids dans la balance. La prochaine indépendance de Djibouti et le retrait au moins partiel des forces françaises attisent déjà bien des convoitises. Les grandes puissances, enfin, ne restent pas inactives et, par « révolutions » interrompues, se livrent aujourd'hui à une course de vitesse dont l'enjeu n'est pas mince : le contrôle de la « route du pétrole » et de l'océan Indien, devenu aujourd'hui l'une des principales zones stratégiques du monde.

La libération de M. et Mme Claustre

Le colonel Kadhafi était intervenu à la demande de l'Élysée

Annoncée dans la soirée du 30 janvier par un coup de téléphone du colonel Kadhafi, chef de l'État libyen, la libération de M. et Mme Claustre a été confirmée par un communiqué de l'Élysée rappelant les actions menées et assurant : « Un dispositif a été mis en état d'alerte pour organiser leur retour en France. »

La présidence de la République a précisé, dans un communiqué publié lundi en fin de matinée, qu'un appareil de l'unité aérienne de liaisons ministérielles a quitté, ce même jour à 11 heures, Paris pour Tripoli. Il transportait la mère et le père de Mme Claustre, ainsi que le général Capillon, de l'état-major particulier de la République, et M. Michel Bassi, conseiller technique au secrétariat général de la présidence. L'ambassadeur de Libye à Paris, porteur d'un message du président Kadhafi, est attendu dans la journée dans la capitale, et il sera reçu à l'Élysée à une heure qui n'a pas été précisée.

M. Goukouni Oueddidi, le dirigeant rebelle qui détenait les époux Claustre dans le Tibesti, les a conduits lui-même en Libye, où ils devaient être reçus, ce lundi matin, par le colonel Kadhafi avant de tenir une conférence de presse et de regagner Paris. Toutefois, la date de leur retour n'était pas encore connue lundi en fin de matinée.

Le gouvernement de Tripoli a publié dimanche une déclaration assurant qu'il a consacré ses efforts « pendant plusieurs mois » à cette libération et à la suite de l'intervention du président de la République et « conformément aux principes humanitaires de la Révolution libyenne ».

Les leçons d'une épreuve

La vie d'un négociateur, le commandant Galopin, assassiné dans des conditions odieuses, l'angoisse d'une femme et de ses proches au fil d'une interminable séquestration de trois-trois jours, des milliards d'anciens francs dépensés en missions infructueuses et en rançons sans contrepartie, même en ce jour de soulagement, le bilan de l'affaire Claustre ne peut que paraître incroyablement lourd.

Jamais encore un État n'avait été aussi longtemps soumis au chantage d'un groupe de rebelles opérant sur le sol d'un État étranger. Prise entre le désir de sauver une Française, arrivée par l'émission de télévision qui la montra en larmes au pays, et le souhait de préserver ses intérêts au Tibesti et l'ensemble de sa politique africaine, la France sort enfin d'un imbroglio apparemment inextricable.

Amplement critiquée, la coûteuse mésaventure de la négociation avec M. Hissène Habré n'aura en fin de compte servi à rien. Face à un partenaire d'une rare mauvaise foi, soutenu seulement d'obtenir des armes françaises pour lutter contre un allié de la France, les services parisiens, notamment la coopération, ont multiplié les erreurs d'appréciation et les maladroites. Le manque de coordination, le recours à des méthodes rocambolesques et aux expédients, ont abouti à des équipes humiliantes et inefficaces. L'image restera dans les mémoires d'un prêt-à-porter dans la rocade avec une mallette bourrée de billets, en quête d'insignes compréhensibles sur le sol d'un « pays ami ».

La « filière libyenne »

Après leur échec, on ne plaie plus d'espérer à Paris que l'élimination du géolier de Mme Claustre, M. Hissène Habré, et dans la « filière libyenne » permettant les contacts avec son successeur. Les méthodes des « services spéciaux » n'ayant

AU JOUR LE JOUR

Ethnologie à domicile

Dés que Françoise Claustre sera rentrée en France, il faudra la conduire au Centre Georges-Pompidou pour qu'elle puisse avoir une vue d'ensemble des progrès de l'art et de la culture, sinon en France, du moins à Paris. Au passage, peut-être aura-t-elle des échos de la pré-campagne électorale qui lui procureront une idée des progrès de la politique.

Je ne dis pas que cela lui donnera envie de retourner au Tibesti. Bien au contraire, en tant qu'ethnologue, elle se dira sans doute que ce n'est pas la peine d'aller si loin pour rencontrer des peuplades dont les mœurs étranges méritent l'étude et suscitent la perplexité.

ROBERT ESCARPIT.

L'inauguration du Centre Georges-Pompidou

Le président de la République définit la place de l'artiste dans la cité

Le Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou est inauguré ce lundi soir 31 janvier, à 21 heures, par le président de la République, M. Valéry Giscard d'Estaing, en présence de Mme Georges Pompidou, de M. Raymond Barre, premier ministre, et de Mme Françoise Giroud, secrétaire d'État à la culture.

Trois mille personnes, venues du monde entier, ont été invitées à cette inauguration, qui aura lieu dans le forum du Centre. Parmi les personnalités étrangères, le roi et la reine des Belges, le grand-duc et la grande-duchesse de Luxembourg ; la princesse Grace de Monaco ; M. Léopold Sédar Senghor, président de la République du Sénégal, et son épouse ; M. Houphouët-Boigny, président de la République de Côte d'Ivoire ; le général Mobutu, président du Zaïre, et son épouse.

Après les discours de M. Bouda, président du Centre, et de Mme Françoise Giroud, le chef de l'État prononcera une allocution sur le thème de la place de l'artiste dans la cité puis rendra hommage à Georges Pompidou, l'initiateur du Centre qui porte son nom. M. Giscard d'Estaing visitera ensuite le bâtiment et ses expositions :

le centre de création industrielle, la bibliothèque de lecture publique, le Musée d'art moderne, puis l'exposition Marcel Duchamp.

Le président de la République passera par la salle de la cinémathèque, à laquelle a été donné le nom d'Henri Langlois, avant de visiter, en haut, le restaurant et les terrasses sur le toit du bâtiment, d'où s'offre une splendide vue de Paris.

A l'issue de la visite, le chef de l'État signera le livre d'or puis raccompagnera Mme Pompidou chez elle, quai de Béthune.

Premier du genre à être construit dans le monde, coûteux à construire et à faire fonctionner, le Centre est l'occasion d'un débat d'idées en France, à travers la presse et au sein des partis (principalement le P.S. et le P.C.) sur la place de la culture contemporaine dans la société, son prix, son public, sa centralisation ou sa décentralisation. Sur l'architecture contemporaine du fer, aussi, implantée dans un quartier de Paris dont l'existence du Centre a déjà commencé à changer le destin. La presse étrangère, en particulier le New York Times, a largement fait écho à cet événement.

A l'échelle du siècle

par ANDRÉ FERMIGIER

Le 5 janvier 1976, le maréchal Mac-Mahon inaugura, en présence du roi d'Espagne et du lord-maire de Paris, le nouvel Opéra de Paris. Ce 31 janvier 1977, le président de la République inaugure, en présence de plusieurs gouverneurs et chefs d'État, le Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou.

Si l'on rapproche ces deux événements, en négligeant d'autres du même ordre qui furent, hélas, signifiés (Paris, 1964, des expositions, de 1900 à 1967), c'est qu'il apparaît à un siècle de distance comme les jalons essentiels de l'histoire architecturale, culturelle et sociale du Paris moderne et contemporain, peut-être de la France elle-même.

Pivot d'une immense opération d'urbanisme et correspondant à un besoin précis, l'édifice de Garnier était né de la « fête impériale », de l'épiphanie d'une société qui ne concevait l'expérience artistique qu'en termes de cérémonie, de plaisir et de symboles de puissance. Conçu lui aussi en termes de prestige, austère et résolument tech-

nique, socialement ambigu, le Centre Pompidou accumule des fonctions moins clairement définies, mais plus ambitieuses et riches de possibilités diverses se confortant l'une l'autre. Violentement situé dans son principe et dans son origine, il apparaît aujourd'hui comme le champ clos du débat sur la culture. Sera-t-il une institution de plus ou un véritable lieu de création, un foyer de réflexion, une école, une bibliothèque, une sorte de Panthéon culturel ?

Une sorte de Panthéon culturel

Deux mots d'histoire, où le hasard intervient plus que la nécessité. Sur les 2 hectares libérés par la destruction de l'îlot insalubre Beaubourg, on pensait depuis longtemps à construire une grande bibliothèque destinée à désengorger la Nationale et à pallier l'insuffisance notable des équipements parisiens en matière de lecture publique. Le projet était dès 1967 programmé dans ses détails, chiffré et l'on avait même commencé à en envisager les solutions architecturales. C'est alors qu'intervint le

ment les inégalités culturelles ? Tout ce que l'on peut dire, c'est qu'il a été réalisé avec une générosité qui paraît à certains choquante dans le contexte économique actuel, mais qui peut être demain payante. Qu'il est l'édifice le plus important et moderne, au meilleur sens du terme, qui ait été construit à Paris depuis le siècle dernier, et qu'il marquera son époque comme avait marqué la sienne le chef-d'œuvre de Charles Garnier. Sur ce point, le pari fait le 25 décembre 1969, lorsque fut décidée la construction d'un tel édifice, a été gagné.

Il décide donc que sera construit à Beaubourg, au centre de la ville, le nouveau musée d'art moderne, d'abord prévu à Nanterre, où il est bien évident qu'il n'aurait pu être. Comme il n'était pas question de renoncer à la bibliothèque, il décide encore de faire à la fois la bibliothèque et le musée, auxquels s'ajoutent bientôt un institut de recherches musicales et la très chère du vénérable Musée des arts décoratifs. Le Centre de création industrielle. D'où un programme extrêmement chargé, celui d'une sorte de Panthéon culturel, de « Mécène de l'intelligence », pour parler comme Hugo, le projet rappelant nullement celui que la Seconde République avait envisagé pour le Louvre, qui devait abriter à la fois les collections publiques, la nouvelle bibliothèque nationale et les locaux des expositions industrielles.

Il décide donc que sera construit à Beaubourg, au centre de la ville, le nouveau musée d'art moderne, d'abord prévu à Nanterre, où il est bien évident qu'il n'aurait pu être. Comme il n'était pas question de renoncer à la bibliothèque, il décide encore de faire à la fois la bibliothèque et le musée, auxquels s'ajoutent bientôt un institut de recherches musicales et la très chère du vénérable Musée des arts décoratifs. Le Centre de création industrielle. D'où un programme extrêmement chargé, celui d'une sorte de Panthéon culturel, de « Mécène de l'intelligence », pour parler comme Hugo, le projet rappelant nullement celui que la Seconde République avait envisagé pour le Louvre, qui devait abriter à la fois les collections publiques, la nouvelle bibliothèque nationale et les locaux des expositions industrielles.

(Lire la suite page 34.)

Le Paraguay oublié

Une Assemblée constituante doit être élue le 6 février, au Paraguay, pour amender, une nouvelle fois, la charte fondamentale qui limite à deux mandats la carrière présidentielle de l'un quelconque des citoyens. L'objet de cette réforme est de permettre au général Stroessner, chef de l'État au-delà de 1976, terme de son mandat. Elle en ferait, virtuellement, un président à vie. La Constitution du Paraguay avait déjà été amendée, en 1967, pour permettre au général Stroessner d'entreprendre un troisième puis un quatrième quinquennats complets.

Les partis d'opposition ont annoncé leur

intention de ne pas participer au scrutin du 6 février.

D'autre part, le gouvernement a libéré, le 29 janvier, quatre dirigeants communistes, dont l'un, M. Alfredo Alcorta, membre du comité exécutif depuis vingt-trois ans, était le plus ancien détenu politique d'Amérique latine. Les trois autres personnes libérées sont M. Antonio Maidana, président du parti, M. Julio Rojas, membre du comité central, et Mme Gilberta Verdun, détenue depuis neuf ans et âgée de soixante-cinq ans.

Nous commençons aujourd'hui la publication d'une série de trois articles de notre envoyé spécial au Paraguay.

I. — Au pays chouan

De notre envoyé spécial CHARLES VANHECKE

Assommoir. — « Vous croyez à la question à laquelle on ne s'attend pas. L'homme — un ancien de la guerre du Chaco (1), père de quatre enfants — aurait pu parler du coût de la vie ou du général-président qui, depuis vingt-deux ans, dirige le pays d'une « poigne de fer », comme disent les journalistes prudents, ou encore du barrage d'Itaipu, sur le Paraná, qui sera l'un des plus grands du monde. Non, en cinq minutes de conversation improvisée, il demande au visiteur s'il croit « à la Providence ». Un original ! Mais la veille déjà des instituteurs avaient fait dévier la conversation vers les interrogations métaphysiques : un athée, n'est-ce pas la même chose qu'un communiste ? Les tremblements de terre du monde ne sont-ils pas des châtiments divins ? Si le Paraguay est épargné, n'est-ce pas à cause de son humilité, parce qu'il n'a pas déserté sa foi ?

Le Paraguay a souvent l'air de venir d'un autre siècle. Oublié (2), ignoré, enfermé dans son insularité, il traverse les décennies sans sursaut visible, appa-

remment immobile, presque hors du temps. Une rumeur qui ne bouge pas, des ministères à vie ou presque, un chef d'État, le général Stroessner, qui s'éternise au pouvoir, un certain déclin pour le développement industriel. Et maintenant, sur place, cette révélation d'une foi immuable, d'une population obstinée à dire que l'homme ne peut rien, que « Dieu est le seul qui décide ». Dans son idéologie officielle, dans les croyances de ses campagnes, le Paraguay est demeuré une sorte de pays chouan.

En un quart de siècle, le pays s'est vidé d'une grande part de son intelligentsia : un million de Paraguayens, estime-t-on, vivent à l'étranger — pour un peu plus de deux millions et demi d'habitants.

(Lire la suite page 3.)

(1) C'est la partie occidentale du pays. Le nord de cette région aride a fait l'objet d'un sanglant conflit entre le Paraguay et la Bolivie entre 1922 et 1935.

(2) Le titre de ce reportage a été inspiré par un ouvrage de M. Barro Sagüel, écrivain paraguayen, maître de conférence à l'université de Paris-VIII (Vincennes) : *Le Paraguay*, aux Éditions Bords, 128 p., 27,50 F.

SEUIL

UN ENFANT DANS L'ASILE

PAR JEAN SANDRETTO

Un enfant, placé par erreur dans une institution psychiatrique la fait éclater parce qu'il y fait surgir une parole vraie, 224 pages 55 F

"Si l'on veut comprendre quelque chose à la situation concrète des hôpitaux psychiatriques aujourd'hui, il faut lire ces pages pleines de mort et de vie." R.P. Droit/Le Monde

ASIE

Thaïlande

SELON DES INFORMATIONS PARVENUES A BANGKOK

Des soldats cambodgiens ont massacré une trentaine de civils dans des villages frontaliers

Bangkok. — Après deux mois d'accrochages frontaliers entre soldats thaïlandais et cambodgiens, qui ont fait de part et d'autre plusieurs dizaines de victimes civiles et militaires, un violent incident a eu lieu dans la nuit de vendredi 28 à samedi 29 janvier, près d'Aranya-Prathet, le seul point de passage légal entre les deux pays (« Le Monde » daté 30-31 janvier). Selon les informations parvenues à Bangkok, une trentaine de paysans (hommes, femmes et enfants) et un membre de la police thaïlandaise

des frontières ont été tués par des soldats khmers qui étaient, dit-on, au nombre de plusieurs centaines. Après avoir franchi la frontière de nuit, ceux-ci ont attaqué trois petits villages, dont un défendu par un poste militaire. Ils ont tué les habitants qui y étaient restés — la plupart ayant fui la zone il y a plusieurs semaines, en raison des incidents et de la présence de mines — et incendié des pailles.

De notre correspondant

La tension avait monté progressivement ces dernières semaines dans la région d'Aranya-Prathet, à environ 300 kilomètres à l'est de Bangkok, comme dans celle de Trat, à plus de 400 kilomètres au sud-est de la capitale thaïlandaise. Cambodgiens et Thaïlandais s'accusaient mutuellement de donner quelques coups de pouce, en leur faveur, à une frontière mal définie. Des initiatives locales mal contrôlées, un nationalisme exacerbé de deux nations qui n'ont cessé de se battre au cours de l'histoire, mais aussi la présence de « maquisards » anti-khmers rouges cantonnés à la frontière, et qui se livrent plus à la contrebande de bois ou de pierres précieuses qu'à la guérilla, sont sans doute à l'origine de ce sanglant incident.

A plusieurs reprises, Bangkok a tenté d'entamer des négociations avec ses voisins, soit par l'intermédiaire de son ambassade à Pékin, soit par le truchement de sa mission aux Nations unies. Les seuls contacts officiels entre les deux pays étaient établis par les bureaux de liaison situés, pour les Thaïlandais, à Aranya-Prathet, et, pour les Khmers, dans la ville voisine de Polpet. Ils sont désormais interrompus, les Thaïlandais ayant décidé de fermer la frontière.

Si Bangkok proteste, en privé ou officiellement, contre ces incidents de frontière, les Cambodgiens, pour leur part, gardent le plus souvent le silence. Au cours des dernières semaines, ils ont néanmoins réaffirmé qu'ils n'avaient aucunement l'intention de violer les frontières du pays voisin et ont accusé les « maquisards » anti-khmers rouges d'être responsables des incidents de frontière.

Pendant ce temps, à l'autre bout du pays, l'opération militaire conjointe thaïlandaise-malaisienne lancée le 14 janvier dernier contre une base du parti communiste de Malaisie (P.C.M.) située du côté thaïlandais de la

frontière tire à sa fin. Elle avait été engagée à grands renforts de publicité pour montrer que les forces des deux pays avaient décidé de s'unir contre l'ennemi commun : les soldats malaisiens, dont quelques unités étaient stationnées en Thaïlande jusqu'à ce que le gouvernement démocrate de M. Seni Pramot les prie de partir, en juin dernier, ont à nouveau franchi la frontière.

Kuala-Lumpur avait engagé deux mille hommes environ, ainsi que de l'artillerie, dans cette opération (Big Star). L'objectif était de chasser vers le nord les quelques centaines de guérilleros d'une fraction dissidente du P.C.M. retranchés dans le district montagneux et recouvert de jungle de Sadan.

Un millier d'hommes issus d'unités disparates, appuyés par des canons et quelques avions, devaient, du côté thaïlandais, leur barrer la route. L'opération avait été annoncée dès décembre. La presse en commençait l'objectif deux jours à l'avance. Les communistes étaient sans doute eux aussi au courant. Après avoir fait état d'une centaine de tués et d'environ deux cents « communistes » capturés, les responsables militaires ont dû reconnaître que les communistes n'avaient pas subi de pertes et que trois soldats, deux Malaisiens et un Thaïlandais, avaient sauté sur des mines. Aucun engagement n'a eu lieu. Plusieurs camps ont été occupés, mais ils étaient vides.

Tout semble s'être passé selon un schéma devenu classique en Indochine. Avions et canons ont pilonné la région, tandis que quelques patrouilles se lançaient, surtout du côté malaisien, dans une jungle impenétrable où les communistes sont implantés depuis des dizaines d'années.

L'opération a suscité un nouvel afflux de réfugiés, dont certains se sont plaints des exactions des forces de l'ordre. Les communistes

thaïlandais, en revanche, pour des raisons de propagande, évitent autant qu'ils le peuvent de faire des victimes civiles. Ainsi, racontent des témoins, quand ils se sont emparés, pour quelques heures, en décembre, d'un chef-lieu de district du Sud, ils ont saisi les armes, allant même jusqu'à frapper à la porte des policiers vivant en ville pour leur demander leurs pistolets, puis ont réuni la population pour lui expliquer ce qu'était le communisme, avant de s'en aller.

Des incidents mineurs se poursuivent d'autre part, le long du fleuve Mékong, qui sert de frontière entre la Thaïlande et le Laos, et que franchissent quotidiennement des réfugiés. Des réseaux de passeurs et de contrebandiers opèrent presque en grand jour. Enfin, il n'est un secret pour personne qu'une partie de l'aide au P.C.T. transite par le Laos et le Cambodge, tandis que les maquis contre-révolutionnaires laotiens du sud comme du nord du pays trouvent des résidences en Thaïlande, où résident toujours l'ancien premier ministre Isouan, M. Phoumi Novavan.

La quatrième pays avec lequel la Thaïlande a une frontière commune est la Birmanie. Le ministre thaïlandais des affaires étrangères, M. Pachayayangkum, s'est rendu, il y a quelques jours, en visite officielle à Rangoun, pour tenter de resserrer les relations parfois tendues avec le régime du général Ne Win. Ce dernier, qui ne parvient pas à maintenir l'ordre, et auquel échappe le contrôle d'une partie de son pays, reproche à Bangkok de laisser le trafic de la drogue et la contrebande, et de ne pas réprimer les activités des séparatistes Shans ou Karens, qui ont souvent installé leurs bases secrètes dans le royaume. Le Birmanien, enfin, doit, comme la Thaïlande, faire face à une insurrection communiste proche de l'expansion.

PATRICE DE BEER.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

Le président Carter regrette de n'avoir pas été consulté suffisamment avant la prise de position du département d'Etat pour M. Sakharov

L'agence Tass a critiqué, samedi 29 janvier, la prise de position du département d'Etat en faveur de M. Sakharov. Elle affirme que « la campagne antisoviétique sur l'observation des accords d'Helsinki en U.R.S.S. est préparée aux Etats-Unis à partir de centres spécialisés dans l'organisation d'actes de sabotage ». Dimanche, le président Carter a regretté de n'avoir pas été suffisamment consulté avant la déclaration du

porte-parole du département d'Etat bien que, dit-il, ce texte « reflète ma position ». Il estime que les prises de position pour le respect des droits de l'homme auront davantage de poids lorsqu'il aura pu développer ses relations personnelles avec M. Brejnev. La déclaration, dit-il, aurait pu alléger davantage le sort des opposants si le président l'avait lui-même prononcée.

De notre correspondant

Washington. — Dix jours après son installation à la Maison Blanche, le président Carter provoque déjà des réserves, parfois même des critiques, en tout cas un certain scepticisme dans les milieux politiques. Certes, le désir du président d'imprimer sa marque personnelle, d'imposer un nouveau style à l'action du gouvernement, et surtout son souci d'honorer les promesses électorales, sont compris et favorables. Néanmoins, beaucoup, au Congrès, se demandent si le président n'a pas agi trop vite et défini des objectifs ambitieux sans s'être donné le temps suffisant de la réflexion et d'une étude approfondie des dossiers concernant notamment les problèmes fondamentaux de politique étrangère.

Au cours de ces premiers dix jours, en effet, MM. Carter et Mondale ont multiplié les déclarations d'intention concernant la fois le renforcement de l'OTAN, la réduction du budget militaire américain, la négociation sur les armements stratégiques nucléaires, la nécessité de freiner les livraisons d'armes et de matériels militaires aux pays qui en sont dépourvus, sans oublier la dénonciation des accords récents et potentiellement aux droits de l'homme à Prague et à Moscou par le porte-parole du secrétaire d'Etat.

Ces avertissements aux régimes communistes contredisent d'ailleurs l'opinion du professeur Shulman, expert des questions soviétiques, promu la semaine dernière conseiller du secrétaire d'Etat, et qui, dans la revue *Foreign Affairs*, mettait en doute l'efficacité des critiques publiques adressées à Moscou concernant le respect des droits de l'homme. Tout comme M. Kissinger, M. Shulman croit davantage aux vertus de l'action diplomatique en coulisses.

M. Vance va probablement s'expliquer, lundi 31 janvier, dans sa première conférence de presse, sur l'initiative qui a provoqué une réaction négative de Moscou. A la Maison Blanche, on ne le juge pas incompatible avec la négociation d'un accord sur les armements stratégiques nucléaires.

de la Chambre, M. O'Neill a formulé les mêmes regrets. Il s'agit là de mouvements d'homme sans conséquences immédiates, mais suffisamment révélateurs de l'état d'esprit d'un Congrès à majorité démocrate estimant ne rien devoir électoralement à M. Carter.

Le président Carter a conscience de ces difficultés. Tout en réaffirmant sa volonté de coopération avec le Congrès, il entend s'adresser directement à ses compatriotes. D'une série de gestes en ce sens, au moyen de « causeries au coin du feu » et maintenir un contact aussi simple et chaleureux que possible avec la « base » populaire. D'autres mesures sont envisagées (une plus grande ouverture de la Maison Blanche aux individus ainsi qu'aux organisations, « apparition spontanée » à la Giscard « dans certains foyers, etc.), pour créer ce lien privilégié avec les masses dont il entend tirer sa force.

HENRI PIERRE.

Chili

UN HAUT FONCTIONNAIRE EN VISITE AUX ETATS-UNIS EST PRIÉ DE REGAGNER SON PAYS

Le directeur général du ministère chilien des affaires étrangères, M. Jaime Lavín Farina, en visite aux Etats-Unis, a dû quitter ce pays vendredi 28 janvier à la demande du gouvernement américain, à l'indication d'un porte-parole du département d'Etat.

Arrivé le 4 janvier aux Etats-Unis à l'invitation du département d'Etat, M. Lavín Farina devait rester jusqu'à 5 février, mais il a été accusé par plusieurs organisations de défense des droits de l'homme d'avoir participé à la torture de prisonniers après le coup d'Etat militaire de 1973. M. Lavín Farina avait demandé de partir, a indiqué le porte-parole, en ajoutant que les gouvernements américain et chilien s'étaient préalablement consultés et étaient tombés d'accord sur le fait que, dans l'intérêt des deux pays, M. Lavín Farina s'abstienne de séjour.

D'autre part, la station de radio Président-Balmaceda, appartenant à

la démocratie chrétienne chilienne, a été fermée samedi 29 janvier par les autorités militaires de la province de Santiago. Le général Julio Canez, commandant de la région militaire, a ordonné, sans donner de justification, les démocrates chrétiens d'interdire dans leurs émissions l'interdiction de toute activité politique imposée en septembre 1973 après le coup d'Etat.

La fermeture de la station durera jusqu'à la levée de l'état d'urgence proclamé à la même date par les militaires pour une durée de trois ans et demi.

La station Président-Balmaceda a été fermée plusieurs fois par les militaires, comme elle l'avait été sous le mandat du président Allende. Après le coup d'Etat, la station a été reprise par les militaires, mais elle a été fermée à nouveau en septembre 1973. Elle a été réouverte en octobre 1973, mais elle a été fermée à nouveau en novembre 1973. Elle a été réouverte en décembre 1973, mais elle a été fermée à nouveau en janvier 1974. Elle a été réouverte en février 1974, mais elle a été fermée à nouveau en mars 1974. Elle a été réouverte en avril 1974, mais elle a été fermée à nouveau en mai 1974. Elle a été réouverte en juin 1974, mais elle a été fermée à nouveau en juillet 1974. Elle a été réouverte en août 1974, mais elle a été fermée à nouveau en septembre 1974. Elle a été réouverte en octobre 1974, mais elle a été fermée à nouveau en novembre 1974. Elle a été réouverte en décembre 1974, mais elle a été fermée à nouveau en janvier 1975. Elle a été réouverte en février 1975, mais elle a été fermée à nouveau en mars 1975. Elle a été réouverte en avril 1975, mais elle a été fermée à nouveau en mai 1975. Elle a été réouverte en juin 1975, mais elle a été fermée à nouveau en juillet 1975. Elle a été réouverte en août 1975, mais elle a été fermée à nouveau en septembre 1975. Elle a été réouverte en octobre 1975, mais elle a été fermée à nouveau en novembre 1975. Elle a été réouverte en décembre 1975, mais elle a été fermée à nouveau en janvier 1976. Elle a été réouverte en février 1976, mais elle a été fermée à nouveau en mars 1976. Elle a été réouverte en avril 1976, mais elle a été fermée à nouveau en mai 1976. Elle a été réouverte en juin 1976, mais elle a été fermée à nouveau en juillet 1976. Elle a été réouverte en août 1976, mais elle a été fermée à nouveau en septembre 1976. Elle a été réouverte en octobre 1976, mais elle a été fermée à nouveau en novembre 1976. Elle a été réouverte en décembre 1976, mais elle a été fermée à nouveau en janvier 1977. Elle a été réouverte en février 1977, mais elle a été fermée à nouveau en mars 1977. Elle a été réouverte en avril 1977, mais elle a été fermée à nouveau en mai 1977. Elle a été réouverte en juin 1977, mais elle a été fermée à nouveau en juillet 1977. Elle a été réouverte en août 1977, mais elle a été fermée à nouveau en septembre 1977. Elle a été réouverte en octobre 1977, mais elle a été fermée à nouveau en novembre 1977. Elle a été réouverte en décembre 1977, mais elle a été fermée à nouveau en janvier 1978. Elle a été réouverte en février 1978, mais elle a été fermée à nouveau en mars 1978. Elle a été réouverte en avril 1978, mais elle a été fermée à nouveau en mai 1978. Elle a été réouverte en juin 1978, mais elle a été fermée à nouveau en juillet 1978. Elle a été réouverte en août 1978, mais elle a été fermée à nouveau en septembre 1978. Elle a été réouverte en octobre 1978, mais elle a été fermée à nouveau en novembre 1978. Elle a été réouverte en décembre 1978, mais elle a été fermée à nouveau en janvier 1979. Elle a été réouverte en février 1979, mais elle a été fermée à nouveau en mars 1979. Elle a été réouverte en avril 1979, mais elle a été fermée à nouveau en mai 1979. Elle a été réouverte en juin 1979, mais elle a été fermée à nouveau en juillet 1979. Elle a été réouverte en août 1979, mais elle a été fermée à nouveau en septembre 1979. Elle a été réouverte en octobre 1979, mais elle a été fermée à nouveau en novembre 1979. Elle a été réouverte en décembre 1979, mais elle a été fermée à nouveau en janvier 1980. Elle a été réouverte en février 1980, mais elle a été fermée à nouveau en mars 1980. Elle a été réouverte en avril 1980, mais elle a été fermée à nouveau en mai 1980. Elle a été réouverte en juin 1980, mais elle a été fermée à nouveau en juillet 1980. Elle a été réouverte en août 1980, mais elle a été fermée à nouveau en septembre 1980. Elle a été réouverte en octobre 1980, mais elle a été fermée à nouveau en novembre 1980. Elle a été réouverte en décembre 1980, mais elle a été fermée à nouveau en janvier 1981. Elle a été réouverte en février 1981, mais elle a été fermée à nouveau en mars 1981. Elle a été réouverte en avril 1981, mais elle a été fermée à nouveau en mai 1981. Elle a été réouverte en juin 1981, mais elle a été fermée à nouveau en juillet 1981. Elle a été réouverte en août 1981, mais elle a été fermée à nouveau en septembre 1981. Elle a été réouverte en octobre 1981, mais elle a été fermée à nouveau en novembre 1981. Elle a été réouverte en décembre 1981, mais elle a été fermée à nouveau en janvier 1982. Elle a été réouverte en février 1982, mais elle a été fermée à nouveau en mars 1982. Elle a été réouverte en avril 1982, mais elle a été fermée à nouveau en mai 1982. Elle a été réouverte en juin 1982, mais elle a été fermée à nouveau en juillet 1982. Elle a été réouverte en août 1982, mais elle a été fermée à nouveau en septembre 1982. Elle a été réouverte en octobre 1982, mais elle a été fermée à nouveau en novembre 1982. Elle a été réouverte en décembre 1982, mais elle a été fermée à nouveau en janvier 1983. Elle a été réouverte en février 1983, mais elle a été fermée à nouveau en mars 1983. Elle a été réouverte en avril 1983, mais elle a été fermée à nouveau en mai 1983. Elle a été réouverte en juin 1983, mais elle a été fermée à nouveau en juillet 1983. Elle a été réouverte en août 1983, mais elle a été fermée à nouveau en septembre 1983. Elle a été réouverte en octobre 1983, mais elle a été fermée à nouveau en novembre 1983. Elle a été réouverte en décembre 1983, mais elle a été fermée à nouveau en janvier 1984. Elle a été réouverte en février 1984, mais elle a été fermée à nouveau en mars 1984. Elle a été réouverte en avril 1984, mais elle a été fermée à nouveau en mai 1984. Elle a été réouverte en juin 1984, mais elle a été fermée à nouveau en juillet 1984. Elle a été réouverte en août 1984, mais elle a été fermée à nouveau en septembre 1984. Elle a été réouverte en octobre 1984, mais elle a été fermée à nouveau en novembre 1984. Elle a été réouverte en décembre 1984, mais elle a été fermée à nouveau en janvier 1985. Elle a été réouverte en février 1985, mais elle a été fermée à nouveau en mars 1985. Elle a été réouverte en avril 1985, mais elle a été fermée à nouveau en mai 1985. Elle a été réouverte en juin 1985, mais elle a été fermée à nouveau en juillet 1985. Elle a été réouverte en août 1985, mais elle a été fermée à nouveau en septembre 1985. Elle a été réouverte en octobre 1985, mais elle a été fermée à nouveau en novembre 1985. Elle a été réouverte en décembre 1985, mais elle a été fermée à nouveau en janvier 1986. Elle a été réouverte en février 1986, mais elle a été fermée à nouveau en mars 1986. Elle a été réouverte en avril 1986, mais elle a été fermée à nouveau en mai 1986. Elle a été réouverte en juin 1986, mais elle a été fermée à nouveau en juillet 1986. Elle a été réouverte en août 1986, mais elle a été fermée à nouveau en septembre 1986. Elle a été réouverte en octobre 1986, mais elle a été fermée à nouveau en novembre 1986. Elle a été réouverte en décembre 1986, mais elle a été fermée à nouveau en janvier 1987. Elle a été réouverte en février 1987, mais elle a été fermée à nouveau en mars 1987. Elle a été réouverte en avril 1987, mais elle a été fermée à nouveau en mai 1987. Elle a été réouverte en juin 1987, mais elle a été fermée à nouveau en juillet 1987. Elle a été réouverte en août 1987, mais elle a été fermée à nouveau en septembre 1987. Elle a été réouverte en octobre 1987, mais elle a été fermée à nouveau en novembre 1987. Elle a été réouverte en décembre 1987, mais elle a été fermée à nouveau en janvier 1988. Elle a été réouverte en février 1988, mais elle a été fermée à nouveau en mars 1988. Elle a été réouverte en avril 1988, mais elle a été fermée à nouveau en mai 1988. Elle a été réouverte en juin 1988, mais elle a été fermée à nouveau en juillet 1988. Elle a été réouverte en août 1988, mais elle a été fermée à nouveau en septembre 1988. Elle a été réouverte en octobre 1988, mais elle a été fermée à nouveau en novembre 1988. Elle a été réouverte en décembre 1988, mais elle a été fermée à nouveau en janvier 1989. Elle a été réouverte en février 1989, mais elle a été fermée à nouveau en mars 1989. Elle a été réouverte en avril 1989, mais elle a été fermée à nouveau en mai 1989. Elle a été réouverte en juin 1989, mais elle a été fermée à nouveau en juillet 1989. Elle a été réouverte en août 1989, mais elle a été fermée à nouveau en septembre 1989. Elle a été réouverte en octobre 1989, mais elle a été fermée à nouveau en novembre 1989. Elle a été réouverte en décembre 1989, mais elle a été fermée à nouveau en janvier 1990. Elle a été réouverte en février 1990, mais elle a été fermée à nouveau en mars 1990. Elle a été réouverte en avril 1990, mais elle a été fermée à nouveau en mai 1990. Elle a été réouverte en juin 1990, mais elle a été fermée à nouveau en juillet 1990. Elle a été réouverte en août 1990, mais elle a été fermée à nouveau en septembre 1990. Elle a été réouverte en octobre 1990, mais elle a été fermée à nouveau en novembre 1990. Elle a été réouverte en décembre 1990, mais elle a été fermée à nouveau en janvier 1991. Elle a été réouverte en février 1991, mais elle a été fermée à nouveau en mars 1991. Elle a été réouverte en avril 1991, mais elle a été fermée à nouveau en mai 1991. Elle a été réouverte en juin 1991, mais elle a été fermée à nouveau en juillet 1991. Elle a été réouverte en août 1991, mais elle a été fermée à nouveau en septembre 1991. Elle a été réouverte en octobre 1991, mais elle a été fermée à nouveau en novembre 1991. Elle a été réouverte en décembre 1991, mais elle a été fermée à nouveau en janvier 1992. Elle a été réouverte en février 1992, mais elle a été fermée à nouveau en mars 1992. Elle a été réouverte en avril 1992, mais elle a été fermée à nouveau en mai 1992. Elle a été réouverte en juin 1992, mais elle a été fermée à nouveau en juillet 1992. Elle a été réouverte en août 1992, mais elle a été fermée à nouveau en septembre 1992. Elle a été réouverte en octobre 1992, mais elle a été fermée à nouveau en novembre 1992. Elle a été réouverte en décembre 1992, mais elle a été fermée à nouveau en janvier 1993. Elle a été réouverte en février 1993, mais elle a été fermée à nouveau en mars 1993. Elle a été réouverte en avril 1993, mais elle a été fermée à nouveau en mai 1993. Elle a été réouverte en juin 1993, mais elle a été fermée à nouveau en juillet 1993. Elle a été réouverte en août 1993, mais elle a été fermée à nouveau en septembre 1993. Elle a été réouverte en octobre 1993, mais elle a été fermée à nouveau en novembre 1993. Elle a été réouverte en décembre 1993, mais elle a été fermée à nouveau en janvier 1994. Elle a été réouverte en février 1994, mais elle a été fermée à nouveau en mars 1994. Elle a été réouverte en avril 1994, mais elle a été fermée à nouveau en mai 1994. Elle a été réouverte en juin 1994, mais elle a été fermée à nouveau en juillet 1994. Elle a été réouverte en août 1994, mais elle a été fermée à nouveau en septembre 1994. Elle a été réouverte en octobre 1994, mais elle a été fermée à nouveau en novembre 1994. Elle a été réouverte en décembre 1994, mais elle a été fermée à nouveau en janvier 1995. Elle a été réouverte en février 1995, mais elle a été fermée à nouveau en mars 1995. Elle a été réouverte en avril 1995, mais elle a été fermée à nouveau en mai 1995. Elle a été réouverte en juin 1995, mais elle a été fermée à nouveau en juillet 1995. Elle a été réouverte en août 1995, mais elle a été fermée à nouveau en septembre 1995. Elle a été réouverte en octobre 1995, mais elle a été fermée à nouveau en novembre 1995. Elle a été réouverte en décembre 1995, mais elle a été fermée à nouveau en janvier 1996. Elle a été réouverte en février 1996, mais elle a été fermée à nouveau en mars 1996. Elle a été réouverte en avril 1996, mais elle a été fermée à nouveau en mai 1996. Elle a été réouverte en juin 1996, mais elle a été fermée à nouveau en juillet 1996. Elle a été réouverte en août 1996, mais elle a été fermée à nouveau en septembre 1996. Elle a été réouverte en octobre 1996, mais elle a été fermée à nouveau en novembre 1996. Elle a été réouverte en décembre 1996, mais elle a été fermée à nouveau en janvier 1997. Elle a été réouverte en février 1997, mais elle a été fermée à nouveau en mars 1997. Elle a été réouverte en avril 1997, mais elle a été fermée à nouveau en mai 1997. Elle a été réouverte en juin 1997, mais elle a été fermée à nouveau en juillet 1997. Elle a été réouverte en août 1997, mais elle a été fermée à nouveau en septembre 1997. Elle a été réouverte en octobre 1997, mais elle a été fermée à nouveau en novembre 1997. Elle a été réouverte en décembre 1997, mais elle a été fermée à nouveau en janvier 1998. Elle a été réouverte en février 1998, mais elle a été fermée à nouveau en mars 1998. Elle a été réouverte en avril 1998, mais elle a été fermée à nouveau en mai 1998. Elle a été réouverte en juin 1998, mais elle a été fermée à nouveau en juillet 1998. Elle a été réouverte en août 1998, mais elle a été fermée à nouveau en septembre 1998. Elle a été réouverte en octobre 1998, mais elle a été fermée à nouveau en novembre 1998. Elle a été réouverte en décembre 1998, mais elle a été fermée à nouveau en janvier 1999. Elle a été réouverte en février 1999, mais elle a été fermée à nouveau en mars 1999. Elle a été réouverte en avril 1999, mais elle a été fermée à nouveau en mai 1999. Elle a été réouverte en juin 1999, mais elle a été fermée à nouveau en juillet 1999. Elle a été réouverte en août 1999, mais elle a été fermée à nouveau en septembre 1999. Elle a été réouverte en octobre 1999, mais elle a été fermée à nouveau en novembre 1999. Elle a été réouverte en décembre 1999, mais elle a été fermée à nouveau en janvier 2000. Elle a été réouverte en février 2000, mais elle a été fermée à nouveau en mars 2000. Elle a été réouverte en avril 2000, mais elle a été fermée à nouveau en mai 2000. Elle a été réouverte en juin 2000, mais elle a été fermée à nouveau en juillet 2000. Elle a été réouverte en août 2000, mais elle a été fermée à nouveau en septembre 2000. Elle a été réouverte en octobre 2000, mais elle a été fermée à nouveau en novembre 2000. Elle a été réouverte en décembre 2000, mais elle a été fermée à nouveau en janvier 2001. Elle a été réouverte en février 2001, mais elle a été fermée à nouveau en mars 2001. Elle a été réouverte en avril 2001, mais elle a été fermée à nouveau en mai 2001. Elle a été réouverte en juin 2001, mais elle a été fermée à nouveau en juillet 2001. Elle a été réouverte en août 2001, mais elle a été fermée à nouveau en septembre 2001. Elle a été réouverte en octobre 2001, mais elle a été fermée à nouveau en novembre 2001. Elle a été réouverte en décembre 2001, mais elle a été fermée à nouveau en janvier 2002. Elle a été réouverte en février 2002, mais elle a été fermée à nouveau en mars 2002. Elle a été réouverte en avril 2002, mais elle a été fermée à nouveau en mai 2002. Elle a été réouverte en juin 2002, mais elle a été fermée à nouveau en juillet 2002. Elle a été réouverte en août 2002, mais elle a été fermée à nouveau en septembre 2002. Elle a été réouverte en octobre 2002, mais elle a été fermée à nouveau en novembre 2002. Elle a été réouverte en décembre 2002, mais elle a été fermée à nouveau en janvier 2003. Elle a été réouverte en février 2003, mais elle a été fermée à nouveau en mars 2003. Elle a été réouverte en avril 2003, mais elle a été fermée à nouveau en mai 2003. Elle a été réouverte en juin 2003, mais elle a été fermée à nouveau en juillet 2003. Elle a été réouverte en août 2003, mais elle a été fermée à nouveau en septembre 2003. Elle a été réouverte en octobre 2003, mais elle a été fermée à nouveau en novembre 2003. Elle a été réouverte en décembre 2003, mais elle a été fermée à nouveau en janvier 2004. Elle a été réouverte en février 2004, mais elle a été fermée à nouveau en mars 2004. Elle a été réouverte en avril 2004, mais elle a été fermée à nouveau en mai 2004. Elle a été réouverte en juin 2004, mais elle a été fermée à nouveau en juillet 2004. Elle a été réouverte en août 2004, mais elle a été fermée à nouveau en septembre 2004. Elle a été réouverte en octobre 2004, mais elle a été fermée à nouveau en novembre 2004. Elle a été réouverte en décembre 2004, mais elle a été fermée à nouveau en janvier 2005. Elle a été réouverte en février 2005, mais elle a été fermée à nouveau en mars 2005. Elle a été réouverte en avril 2005, mais elle a été fermée à nouveau en mai 2005. Elle a été réouverte en juin 2005, mais elle a été fermée à nouveau en juillet 2005. Elle a été réouverte en août 2005, mais elle a été fermée à nouveau en septembre 2005. Elle a été réouverte en octobre 2005, mais elle a été fermée à nouveau en novembre 2005. Elle a été réouverte en décembre 2005, mais elle a été fermée à nouveau en janvier 2006. Elle a été réouverte en février 2006, mais elle a été fermée à nouveau en mars 2006. Elle a été réouverte en avril 2006, mais elle a été fermée à nouveau en mai 2006. Elle a été réouverte en juin 2006, mais elle a été fermée à nouveau en juillet 2006. Elle a été réouverte en août 2006, mais elle a été fermée à nouveau en septembre 2006. Elle a été réouverte en octobre 2006, mais elle a été fermée à nouveau en novembre 2006. Elle a été réouverte en décembre 2006, mais elle a été fermée à nouveau en janvier 2007. Elle a été réouverte en février 2007, mais elle a été fermée à nouveau en mars 2007. Elle a été réouverte en avril 2007, mais elle a été fermée à nouveau en mai 2007. Elle a été réouverte en juin 2007, mais elle a été fermée à nouveau en juillet 2007. Elle a été réouverte en août 2007, mais elle a été fermée à nouveau en septembre 2007. Elle a été réouverte en octobre 2007, mais elle a été fermée à nouveau en novembre 2007. Elle a été réouverte en décembre 2007, mais elle a été fermée à nouveau en janvier 2008. Elle a été réouverte en février 2008, mais elle a été fermée à nouveau en mars 2008. Elle a été réouverte en avril 2008, mais elle a été fermée à nouveau en mai 2008. Elle a été réouverte en juin 2008, mais elle a été fermée à nouveau en juillet 2008. Elle a été réouverte en août 2008, mais elle a été fermée à nouveau en septembre 2008. Elle a été réouverte en octobre 2008, mais elle a été fermée à nouveau en novembre 2008. Elle a été réouverte en décembre 2008, mais elle a été fermée à nouveau en janvier 2009. Elle a été réouverte en février 2009, mais elle a été fermée à nouveau en mars 2009. Elle a été réouverte en avril 2009, mais elle a été fermée à nouveau en mai 2009. Elle a été réouverte en juin 2009, mais elle a été fermée à nouveau en juillet 2009. Elle a été réouverte en août 2009, mais elle a été fermée à nouveau en septembre 2009. Elle a été réouverte en octobre 2009, mais elle a été fermée à nouveau en novembre 2009. Elle a été réouverte en décembre 2009, mais elle a été fermée à nouveau en janvier 2010. Elle a été réouverte en février 2010, mais elle a été fermée à nouveau en mars 2010. Elle a été réouverte en avril 2010, mais elle a été fermée à nouveau en mai 2010. Elle a été réouverte en juin 2010, mais elle a été fermée à nouveau en juillet 2010. Elle a été réouverte en août 2010, mais elle a été fermée à nouveau en septembre 2010. Elle a été réouverte en octobre 2010, mais elle a été fermée à nouveau en novembre 2010. Elle a été réouverte en décembre 2010, mais elle a été fermée à nouveau en janvier 2011. Elle a été réouverte en février 2011, mais elle a été fermée à nouveau en mars 2011. Elle a été réouverte en avril 2011, mais elle a été fermée à nouveau en mai 2011. Elle a été réouverte en juin 2011, mais elle a été fermée à nouveau en juillet 2011. Elle a été réouverte en août 2011, mais elle a été fermée à nouveau en septembre 2011. Elle a été réouverte en octobre 2011, mais elle a été fermée à nouveau en novembre 2011. Elle a été réouverte en décembre 2011, mais elle a été fermée à nouveau en janvier 2012. Elle a été réouverte en février 2012, mais elle a été fermée à nouveau en mars 2012. Elle a été réouverte en avril 2012, mais elle a été fermée à nouveau en mai 2012. Elle a été réouverte en juin 2012, mais elle a été fermée à nouveau en juillet 2012. Elle a été réouverte en août 2012, mais elle a été fermée à nouveau en septembre 2012. Elle a été réouverte en octobre 2012, mais elle a été fermée à nouveau en novembre 2012. Elle a été réouverte en décembre 2012, mais elle a été fermée à nouveau en janvier 2013. Elle a été réouverte en février 2013, mais elle a été fermée à nouveau en mars 2013. Elle a été réouverte en avril 2013, mais elle a été fermée à nouveau en mai 2013. Elle a été réouverte en juin 2013, mais elle a été fermée à nouveau en juillet 2013. Elle a été réouverte en août 2013, mais elle a été fermée à nouveau en septembre 2013. Elle a été réouverte en octobre 2013, mais elle a été fermée à nouveau en novembre 2013. Elle a été réouverte en décembre 2013, mais elle a été fermée à nouveau en janvier 2014. Elle a été réouverte en février 2014, mais elle a été fermée à nouveau en mars 2014. Elle a été réouverte en avril 2014, mais elle a été fermée à nouveau en mai 2014. Elle a été réouverte en juin 2014, mais elle a été fermée à nouveau en juillet 2014. Elle a été réouverte en août 2014, mais elle a été fermée à nouveau en septembre 2014. Elle a été réouverte en octobre 2014, mais elle a été fermée à nouveau en novembre 2014. Elle a été réouverte en décembre 2014, mais elle a été fermée à nouveau en janvier 2015. Elle a été réouverte en février 2015, mais elle a été fermée à nouveau en mars 2015. Elle a été réouverte en avril 2015, mais elle a été fermée à nouveau en mai 2015. Elle a été réouverte en juin 2015, mais elle a été fermée à nouveau en juillet 2015. Elle a été réouverte en août 2015, mais elle a été fermée à nouveau en septembre 2015. Elle a été réouverte en octobre 2015, mais elle a été fermée à nouveau en novembre 2015. Elle a été réouverte en décembre 2015, mais elle a été fermée à nouveau en janvier 2016. Elle a été réouverte en février 2016, mais elle a été fermée à nouveau en mars 2016. Elle a été réouverte en avril 2016, mais elle a été fermée à nouveau en mai 2016. Elle a été réouverte en juin 2016, mais elle a été fermée à nouveau en juillet 2016. Elle a été réouverte en août 2016, mais elle a été fermée à nouveau en septembre 2016. Elle a été réouverte en octobre 2016, mais elle a été fermée à nouveau en novembre 2016. Elle a été réouverte en décembre 2016, mais elle a été fermée à nouveau en janvier 2017. Elle a été réouverte en février 2017, mais elle a été fermée à nouveau en mars 2017. Elle a été réouverte en avril 2017, mais elle a été fermée à nouveau en mai 2017. Elle a été réouverte en juin 2017, mais elle a été fermée à nouveau en juillet 2017. Elle a été réouverte en août 2017, mais elle a été fermée à nouveau en septembre 2017. Elle a été réouverte en octobre 2017, mais elle a été fermée à nouveau en novembre 2017. Elle a été réouverte en décembre 2017, mais elle a été fermée à nouveau en janvier 2018. Elle a été réouverte en février 2018, mais elle a été fermée à nouveau en mars 2018. Elle a été réouverte en avril 2018, mais elle a été fermée à nouveau en mai 2018. Elle a été réouverte en juin 2018, mais elle a été fermée à nouveau en juillet 2018. Elle a été réouverte en août 2018, mais elle a été fermée à nouveau en septembre 2018. Elle a été réouverte en octobre 2018, mais elle a été fermée à nouveau en novembre 2018. Elle a été réouverte en décembre 2018, mais elle a été fermée à nouveau en janvier 2019. Elle a été réouverte en février 2019, mais elle a été fermée à nouveau en mars 2019. Elle

AMÉRIQUES

PROCHE-ORIENT

Le Paraguay oublié

(Suite de la première page.)

Parmi eux beaucoup d'émigrés politiques. En outre, les gens, à la campagne surtout, ont peur. Les prêtres refusent de servir d'intermédiaires : « Les paysans répondront en gardant la parole », disent-ils. (3) Ici, tout étranger est suspect. « Un paysan qui parle, vous dit-on, craint toujours d'être trahi ». D'abord, donc, un rideau de silence.

Peu de bétail : il n'y a que deux routes goudronnées, l'une rejoint le Brésil, l'autre l'Argentine. Peu de voitures : voici quelques années, on ne décomptait que vingt-cinq mille véhicules, le moteur, les trois quarts dans la capitale. Peu d'usines : 63 % des Paraguayens habitent les campagnes. Le pourcentage de la population active occupée dans l'industrie (14 %) a même diminué ces vingt dernières années. Le Paraguay évolue à rebours. Les deux tiers du territoire sont pratiquement vides. Sur les dernières, les mêmes parcelles racées jusqu'à l'usure : seulement 2 % de la surface totale sont cultivées. Alléluia, ce sont des plaines livrées au seul élevage du bœuf.

Un peuple de laborieux, d'éleveurs et de forestiers. Un pays de brouettes et de charrettes. Des femmes restent des journées entières accroupies, aux arêtes des autochtones, pour vendre la chèvre, le mélange de manioc et de fromage. D'autres font de la dentelle. Elles l'évalent de sorte que la lumière du soleil les traverse, comme elle le ferait d'un vitrail.

Casacop est la cinquième ou sixième localité du pays. Sa principale activité, hormis l'agriculture, consiste à faire, à partir d'oranges, ou de pommes de terre, des « desserts » vendus sur les trottoirs.

Une industrie qui en est au stade de la fabrication, non de l'usine. L'art, le travail, le fait de ne rien perdre : la ferraille retapée, refaçonée au marteau et à la flamme. Les fagots de bois devant toutes les portes. Les bûches préférées au diesel. La terre nourricière également utilisée pour confectionner les torches des cases, la glaise des jarres. Dans les champs, le maïs, le manioc, l'arachide, le guano, le coton, le soja ont engendré quelques « mini-booms ».

Une pauvreté répartie

Le tamis, le mortier, le trépid pour faire la cuisine, la viande qui sèche dehors : le tout en argile. L'attitude la plus persistante d'un mode de vie encore rudimentaire, avec ses chais à bœufs, où s'entassent les familles, l'ombre au-dessus du bœuf qui dort. Le dimanche est le jour des chevaux de bois, des loteries jouées avec des grains de céréales, de l'accordéon, de la polka.

De loin en loin un cinéaste, avec ses bombes de lumière, les rues, ses rubans d'or, tout autour de croix. Partout l'église, en position stratégique, triomphale : installée sur ses pelouses, avec, autour d'elle, l'alignement des maisons, leurs galeries faisant ombre dehors, leur frais patio à l'intérieur. L'église est au centre de tout, comme au temps des « réductions » : ces fermes où les Jésuites ont à la fois séjourné et protégé, pendant cent cinquante ans, quelque 150 000 Indiens, les soumettant à un mode de vie et de travail « socialiste » et leur apprenant, avec l'espagnol et la bible, l'art de la harpe.

« L'histoire du Paraguay est liée à celle de la foi. Beaucoup de Paraguayens sont encore chrétiens, au sens du Christ, à tous les siècles. » Un siècle et demi après avoir été chassés du pays, les Jésuites sont revenus, il y a cinquante ans. En force, ils ont fait couler, dans le pays, le sang. Ils sont aussi à la base de ce que la provincialité de la campagne appelle, peut-être un peu abusivement, les « ligues agraires », qui étaient destinées à « conscientiser » les campagnes, mais que le régime a brisées, car s'il y a une ligue, comme dit un prêtre, c'est que « le peuple s'organise ».

Le Paraguay paysan, artisan, qui vit de ses jardins, fabrique tout, ou presque, de ses mains, fait souvent penser à la France — une France un peu lointaine, celle des botanistes et des « mares au diable ». Même les monuments aux morts incitent à la comparaison. Ici aussi, des Victoires vert-de-gris entassées sur le front de soldats inconnus et des généraux d'airain caracolent au milieu des places. Les avenues célèbrent ceux qui ont perdu des guerres plutôt que ceux qui ont construit l'État — comme ce maréchal Lopez qui, en 1870, a laissé le pays essuyer un avoir combattu pendant vingt ans la triple alliance du Brésil, de l'Argentine et de l'Uruguay.

Tout ce que l'on sait, ou croit savoir, sur le Paraguay fait imaginer un peuple diminué, rachitique, qui ne tient pas sur ses jambes. Surprise : personne ne semble mourir de faim. Les enfants vont nus-pieds, mais ne sont pas malingres. Pas de sous-humanité réduite à ses os et à ses fièvres, comme dans certains États pourtant plus puissants. Pas de lumpen prolétariat entassé

dans la boue, pas de favelas ou de « villas miséris » à l'ombre des gratte-ciel. « Nous sommes pauvres, disent les Paraguayens, mais notre pauvreté est relativement répartie ».

Pour avoir « oublié » de s'industrialiser et de s'urbaniser, le Paraguay a évité les banlieues « clochardisées ». Bienfait d'une économie retardataire ? Plutôt bénéfice d'un mode de vie enraciné dans la petite propriété agricole. Certes, la répartition des terres est injuste. « Mais le Paraguay a une chance, dit l'économiste Augustin Flecha : « Il n'a pas connu l'économie de plantation ; il a donc ignoré le serfage ».

Chaque vit sur sa parcelle, souvent minuscule : quatre fois sur dix, celle-ci est inférieure à 5 hectares. Dans les départements de Cordillera, Paraguari, Guairá — le cœur du pays — le sol a été au cours des siècles, morcelé à l'infini. Quelques poules, quelques bœufs, quelques arbres : de quoi composer un régime alimentaire précaire mais supérieur à celui, par exemple, de dizaines de millions de Brésiliens. Les hommes politiques, en outre, ont été hostiles : des « occupants provisoires », ils

Souvenir de son époque « prussienne », Asuncion abrite, aujourd'hui, un panthéon militaire et, trônant sur une place, un tank « arraché à l'ennemi ». Cette ville montre toujours « le premier chemin de fer d'Amérique latine » : quelques wagons au rempart, sous les verrières d'une gare muette, pleine de clochets et de colonnades. Cette capitale a beau faire circuler dans ses rues quelques Mercedes, recevoir, dans son port fluvial, quelques navires de gros tonnage, elle ne fait pas beaucoup plus impression que l'arrière-pays. Ses charmes sont surannés. Les derniers tramways du siècle, les voies, les dernières soutanes aussi. Et les écoles à pupitres, les Églises pour films de Buford, sans oublier ces bureaux de poste qui, avec leurs tables de pierre, leurs encastres et leurs pots de colle font de la rédaction et de l'envoi d'une lettre le plus solennel des beaux-arts.

Dans le centre d'Asuncion, le nombre de maisons de change et de magasins d'import-export montre que si le pays ne produit guère du moins il entreprend. N'est-il pas, sans fausse honte, la première place de contrebande du continent ? Officiellement, rien

de l'implicite jusqu'au coin, dit-on, dans le trafic d'héroïne. L'un de ses complices serait le chef de la police secrète, M. Coronel Pastor. L'amiral Hugo González, assure-t-on, a trépidé dans le trafic d'armes. Le chef de la sécurité présidentielle serait compromis avec la prostitution et dirigerait les boîtes de nuit de la capitale.

Un livre écrit par deux Américains sur la « Latin Connection » a expliqué en détail la place du Paraguay et de certains de ses dirigeants dans le commerce international des stupéfiants. Le chanvre indien cultivé dans la région de Pedro-Juan-Caballero, à la frontière brésilienne, la coline importée de Bolivie, et l'héroïne venue du Proche-Orient, tout cela est ensuite convoyé vers les États-Unis.

Les affaires de l'entourage, des amis ou des parents du président sont un peu moins connues. « Ces derniers temps, nous n'en avons pas eu », assure un membre de la famille à qui nous avons demandé de nous faire passer par le secteur d'Industrie. Le général, M. Dominguez, dit, les plus discrètes. M. Carlos Stroessner, le fils aîné, les fratriques. M. Alfredo Stroessner, le cadet, la fabrication du fil de fer, en même temps que



ont fait des propriétaires. Aujourd'hui, 65 % des agriculteurs ont un titre de propriété, contre 30 % il y a vingt ans. Jacques n'est pas riche, mais il jout, au moins, d'une certaine stabilité.

La Prusse d'Amérique latine

Avec ses micro-propriétés et ses petits paysans, avec l'émigration pour souper, le Paraguay, donc, vivote. La croissance, ces dix dernières années, n'a été que de 35 % par an et par habitant. On imagine mal que ce pays ait pu être appelé, au dix-neuvième siècle, la « Prusse d'Amérique latine » : une nation de soldats-laboureurs toujours prêts à se défendre.

Depuis, le Paraguay s'est rétréci. Sa configuration géographique, c'est un fait, ne l'a guère aidé. Ses habitants n'ont pas assez de mots pour qualifier une situation de ce genre. C'est la plus proche « Méditerranée », « Mésopotamie », « réclusion », « enclavement », « enfermement » : toute une psychologie est née de cette situation. Les peurs d'aujourd'hui en découlent. Et toute une conception de l'économie : celle d'une « économie de terre » a connu, au début du dix-neuvième siècle, la plus singulière des autarcies. Son premier dictateur, Francia, avait renoué les frontières. Il avait orienté le pays vers un mode de production et de consommation autonome, presque entièrement contrôlé par l'État. Des intellectuels en rêvent encore. Certes, Francia n'a pas été un dictateur pour rire. Il faisait tuer ou torturer ses opposants. Avoir défendu la nation contre l'impérialisme naissant du Brésil et de l'Argentine lui valut, pourtant, des plaudres assomés de ceux qui, ici comme ailleurs, ont la phobie des multinationales.

La seconde obsession du Paraguay, c'est sa petitesse. Nain entre les géants, du moins par la démographie, il souffre, de surcroît, d'être coincé entre les deux « géants » du continent. Il a toujours été la colonie des colonies, d'abord au temps du vice-royaume du Pérou, puis lors de la création de celui de La Plata. Aujourd'hui, même, sa dépendance, pour l'alimentation, est au second degré : il est une « marche » du Brésil, lui-même présenté comme un relais de l'empire américain.

n'apparaît de ce que le Paraguay vend et achète « hors taxe ». Mais il est admis que la moitié des marchandises qui entrent dans la capitale le font en contrebande. Cette activité, « clandestine », porte, chaque année, sur un milliard, trois et demi de dollars, trois à quatre fois plus que le commerce extérieur « légal ».

Aujourd'hui, le Paraguay se plaint, comme naguère d'être un État tampon entre des voisins trop puissants. Certes, il possède toujours de l'Argentine — pour son blé et son accès à la mer — et du Brésil pour une partie de ses investissements (les Brésiliens ont, d'ailleurs, eu l'habileté de lui offrir une route et un port franc, pour lui ouvrir une deuxième « fenêtre » sur l'océan). Mais Asuncion a découvert qu'il pouvait être avantage de jouer les deux premiers marchés d'Amérique du Sud. « D'un inconvénient il a fait un privilège de situation, dit un diplomate. Il ajoute : « Le Paraguay est une sorte de Suisse. Au lieu de capitaines, il abrite des marchands ».

Certains préfèrent comparer le pays à Hongkong ou à Panama. Ils estiment que le « privilège de situation » a, à long terme, de coïter cher. Les tissus, les objets de confection, les œufs, les volailles, les chaussures importées « hors taxe » ruinent en effet la production locale. C'est là une situation malsaine. Mais la contrebande échappe aux analyses classiques tout comme aux raisonnements à long terme. Avec son corollaire la corruption, elle est en effet, selon un observateur étranger, une « méthode de gouvernement ».

« Il y a sept ans, ajoute-t-il, le régime était encore une dictature avec un degré de corruption tolérable. Aujourd'hui, toutes les bornes sont franchies ».

La contrebande prix de la paix

Beaucoup de Paraguayens répètent ce mot prêt au général Stroessner : « La contrebande est le prix de la paix ». Le président a obtenu la paix dans les casernes en donnant à chaque général ou amiral sa part du « gâteau ». « A l'un des estanciers d'élevage, dit un opposant, à un autre le trafic de drogue. Le consortium au pouvoir ne fait pas de mécontents ».

Certains noms sont, désormais, sur toutes les lèvres : le numéro deux du régime, le général Andrés Rodríguez, commandant la cavalerie,

la direction d'un club de football qui, comme par hasard, a gagné la coupe nationale. Un autre parent, M. Matilda, a été gratifié d'un poste de douane qui, au Paraguay, procure des fautes sans donner de reçu en échange.

Deux à trois mille familles, estime-t-on, tirent chacune, en moyenne, un demi-million de dollars par an de la contrebande. Le paiement d'une « commission » est indispensable à tous les échelons de la vie administrative pour la réussite de quelque projet que ce soit. Un représentant de l'Église assure que les subventions accordées par le gouvernement ne sont débloquées qu'une fois dûment gratifiées le fonctionnaire responsable.

« Pareille situation est celle-là même que certains auteurs caractérisent sous le nom de société « sclérotisée », écrivait récemment les écrivains paraguayens dans un « Diagnostic de la réalité nationale ». Pour amortir le choc, l'expression « sclérotisée » a été écrite en latin.

CHAZLES VANHECKE.

Prochain article : « BIG BROTHER » ET SES ROUGES

Argentine

LE QUOTIDIEN LA OPINION A ÉTÉ SAISI LES 29 ET 30 JANVIER À BUENOS-AIRES. Cette mesure a été prise en raison de la publication d'un article signé par un prêtre, le Père Vicente Pellegrini. Ce texte tendait, selon le décret de saisie, à « déprécier l'image des forces armées en les accusant de violer les droits d'homme ». Ce quotidien est connu par ses prises de position favorables en général au gouvernement militaire. — (A.F.P.)

CINQ GUERRILLEROS ONT ÉTÉ TUÉS le dimanche 30 janvier au cours d'une insurrection avec la police d'une commissariat de Ciudadela, dans la banlieue de Buenos-Aires. Dans la même localité, le 28 janvier, une bombe avait explosé dans le commissariat, tuant trois policiers et faisant onze blessés. Selon des sources militaires, c'est une étiandière, actuellement en fuite, qui avait posé la bombe. — (A.F.P., Reuters.)

Egypte L'objectif des émeutes (des 18 et 19 janvier) était de renverser le régime affirme le président Sadate

De notre correspondant

Le Caire. — Le président Sadate recule de jour en jour la date du discours qu'il a l'intention de prononcer au sujet des émeutes des 18 et 19 janvier derniers. Selon ses proches, le chef de l'État attendrait pour parler d'être au sujet des émeutes des « nouvelles concrètes » concernant soit l'origine des émeutes, soit les mesures de redressement économique promises.

Recevant dernièrement les dirigeants syndicaux puis le conseil de l'université, le président a déclaré aux premiers : « L'objectif des émeutes était de renverser le régime. (...) Les complots seront encore nombreux. (...) Je l'ai dit, nous ne laisserons pas les activités politiques clandestines dans les facultés. (...) Les émeutes ont été réprimées dans les semaines, dit-il aux représentants de l'université ».

Dimanche, M. Khaled Mohieddine, chef du Rassemblement progressiste et unioniste (parti légal regroupant une partie des marxistes et des nationalistes) a pour sa part répondu aux accusations du premier ministre qui avait affirmé la veille que son parti avait pris part aux émeutes. « Les masses », a-t-il dit, ont peut-être exprimé un sentiment identique à celui de notre parti, mais ce dernier ne les a pas incitées à le faire. (...) Il y a eu les mêmes slogans dans tout le pays, c'est que le problème, qui est politique, est le même partout ».

Après avoir reconnu que « quelques membres de [sa] formation ont participé aux manifestations », le fondateur du rassemblement progressiste a été tenu à la justice pour déterminer si ces militants « appartenaient aussi à un mouvement illégal », ce qu'il lui-même ne croit pas.

M. Mohieddine a précisé que 108 arrestations avaient été opérées au sein de son parti, qu'il a-t-il dit, regroupent 150 000 membres. Compte tenu des 229 personnes qui ont été relâchées samedi soir, plus de 1 000 Égyptiens restent encore incarcérés après les émeutes des 18 et 19 janvier. Selon les informations recueillies tant auprès des autorités que dans les milieux d'opposition, par ordre d'importance, en trois grandes catégories : les « casseurs », et, plus près de la manifestation, les manifestants proprement dits et 180 personnes, notamment des intellectuels, interpellés chez elles pendant ou après les troubles.

Aux noms de ces derniers, que nous avons déjà publiés (le Monde daté 23-24 et 30-31 janvier), il convient d'ajouter ceux des journalistes Abdel Latif El-Sayid, Mohamed El-Sayid, Hassan et Abdel Monem Ghassas, des auteurs-compositeurs Fouad Negm et Samir Abdel Beq et des avocats Hassan Mostapha, Hadeed, Farouk Sabat et Farouk Radouane, celui-ci ayant été blessé durant les manifestations de

Beni-Souaf (Moyenne-Egypte). Contrairement à des rumeurs persistantes, l'écrivain Louis Awad et l'avocat Abdallah Zohdi n'ont pas été inquiétés.

En ce qui concerne les cadres du Rassemblement progressiste mis en prison, il faut citer, outre les personnalités antérieurement nommées dans ces colonnes, MM. Hussein Abdel Razak, membre du comité exécutif de ce parti ; Salah Zaki, responsable de la jeunesse et Abdel Abou Abdel Moneim, syndicaliste. Dans la province de Qeneh (Haute-Egypte), le principal dirigeant syndical, M. Mohamed Mostapha Bakri, a été arrêté. Parmi les étudiants emprisonnés figure la fille du critique de théâtre Mahmoud Amine Alem, lequel travaille actuellement en France.

Les familles qui ont pu visiter leurs parents en prison ont déclaré que ceux-ci étaient bien traités et qu'ils avaient pu leur apporter ce dont ils avaient besoin.

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

LE CORRESPONDANT DU « GUARDIAN » EST EXPULSÉ

Le correspondant du journal britannique « Guardian » en Égypte, David Hirst, a été expulsé, vendredi 23 janvier, par les autorités égyptiennes, qui ont affirmé que son permis de séjour était arrivé à expiration. À son arrivée à Mexico, le journaliste britannique a déclaré que quatre policiers en civil s'étaient présentés à son hôtel dans la nuit de jeudi à vendredi et l'avaient invité à les suivre. Lorsqu'il a demandé à téléphoner à son ambassade, l'un des policiers, dit-il, l'a menacé de son pistolet. David Hirst a déclaré que l'expulsion de son permis de séjour n'était qu'un prétexte et qu'il avait été irrité par la ton critique de ses articles.

De source officielle au Caire, on prétend que les autorités égyptiennes ont refusé de renouveler le permis de séjour de David Hirst à la suite d'articles « manquant d'objectivité » et déformant la réalité des faits. Selon un responsable égyptien, cité par le correspondant du « Times » au Caire, l'expulsion de David Hirst a été motivée par un article sur la corruption régnant au sein du régime égyptien. Dans cet article, daté du 11 janvier, le journaliste britannique écrivait que le bras de vis-à-vis des dirigeants égyptiens et les scandales avaient ébranlé le régime de M. Sadate. Il citait notamment des critiques dirigées contre la nouvelle « famille royale » et affirmait que M. Sadate était particulièrement vivement critiqué.

Liban WASHINGTON AURAIT DONNÉ À BEYROUTH L'ASSURANCE QU'ISRAËL N'INTERVIENDRA PAS DANS LE SUD DU PAYS

Selon les journaux libanais, les États-Unis ont donné au gouvernement de Beyrouth l'assurance qu'Israël ne se livrera à aucune agression contre le Sud-Liban à la suite du déploiement de la force arabe de dissuasion dans cette région.

Cette assurance aurait été fournie dimanche 30 janvier par le chargé d'affaires américain à Beyrouth, M. Lane, au ministre libanais des affaires étrangères, M. Fouad Boutros.

« A Jérusalem, le gouvernement a consacré, dimanche, sa réunion hebdomadaire à ce problème. L'issue de la séance, un porte-parole officiel a fait savoir qu'Israël s'opposerait au déploiement illégal et non agréé de forces syriennes dans le Sud-Liban, et qu'il refuserait d'accepter la nouvelle situation ainsi créée. Le porte-parole a précisé que le gouvernement avait pris des « mesures diplomatiques » nécessaires pour rétablir le statu quo ante.

« Nous cherchons, par l'intermédiaire des États-Unis à désamorcer la situation et à lui trouver une solution diplomatique », a déclaré à ce propos M. Pére, ministre israélien de la défense. — (A.F.P., Reuters.)

Israël LE VOYAGE DE M. D'ORNANO EST AJOURNÉ

(De notre correspondant.) Jérusalem. — Comme il était prévisible, le gouvernement israélien a demandé à M. Michel D'Ornano, ministre de l'Industrie et du Commerce, de reporter son voyage officiel qu'il comptait effectuer à Jérusalem le 1^{er} février.

C'est le chargé d'affaires de l'ambassade israélienne à Paris, M. Mordechai Dori, qui a communiqué au ministre français le « souhait » de M. D'Ornano de reporter son voyage officiel qu'il comptait effectuer à Jérusalem le 1^{er} février.

Mais, même si le voyage de M. de Guiringaud devait être possible, on pourrait lui imposer à Jérusalem des limites très strictes. Les israéliens qu'aurait le ministre français à Jérusalem se borneraient, nous dit-on de bonne source, à l'examen des seules questions intéressant les rapports franco-israéliens. A aucun moment les conversations avec M. de Guiringaud ne dépasseraient les limites des relations bilatérales, afin de manifester clairement le refus d'Israël d'admettre la France comme un partenaire dans le conflit du Proche-Orient. — A. S.

(3) Avec l'espagnol, le guaraní est la seconde langue officielle du pays.

AFRIQUE

LE BOTSWANA DANS L'ŒIL DU CYCLONE AUSTRAL

II — Un développement harmonieux

De notre envoyée spéciale CHRISTIANE CHOMBEAU

Not de stabilité en Afrique australe, le Botswana offre le spectacle d'une démocratie qui, depuis dix ans, admet, sous la présidence de Sir Seretse Khama, l'existence d'une opposition et la coexistence harmonieuse des Noirs et des Blancs. Toutefois, l'ancien protectorat britannique reste économiquement très dépendant de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie, et ne peut donc pousser jusqu'à la rupture sa condamnation de l'apartheid et des régimes blancs d'Afrique australe (« Le Monde » date 30-31 janvier).

Gaborone. — Quelques centaines d'habitants, des huttes au toit de chaume, et déjà le monde grouillant des bulldozers. C'était Gaborone lors de l'indépendance du Botswana, en septembre 1966 : un village devenant capitale.

À deux reprises, le Bechuanaland fut déclaré protectorat britannique. En 1884, quand les troupes de Sa Majesté protégeaient le pays contre l'invasion des Boers, et en 1926, sur la requête de Khama III, chef des Bamangwato et ancêtre de l'actuel président. Il craignait, à juste titre, la mégalomanie de Cecil Rhodes, qui rêvait de créer du Cap à Suez un immense empire. Mais à aucun moment la Grande-Bretagne ne jugea utile d'installer son administration à l'intérieur des frontières, préférant établir ses quartiers à Mafeking, en territoire sud-africain.

Ce n'est qu'en 1933 que le gouvernement de Sa Majesté songea à construire une véritable capitale au Bechuanaland. La possibilité d'édifier un barrage dans cette contrée où l'eau manque parfois dramatiquement conduisit au choix de Gaborone. Il fallut attendre l'année 1963, soit trois ans après l'indépendance, pour que tous les dossiers soient transférés de Mafeking. La ville illustre bien le chemin parcouru par le Botswana depuis 1966, et son type de développement : harmonieux et sans discontinuité. Comptant aujourd'hui cent mille habitants, la cité a été construite en demi-cercle autour d'un centre commercial, « Mall », où les piétons sont à l'abri des dépenses de pluie, mais des bâtiments modestes des malades coexistent, quelque obres.

Le second gisement de diamants du monde

Botswana était l'un des plus des vingt-cinq pays les moins développés : un cheptel de 10 millions de têtes de bétail, un revenu national trop pour couvrir les dépenses. Peu de nations ont songé à voler de leurs propres ailes avec aussi peu d'atouts. Lorsque nous avons acquis l'indépendance, tout le monde dit que nous ne serions pas très d'équilibre notre budget. L'aide britannique avant une dizaine d'années, raconte Quett Masire, vice-président ministre des finances et du budget. Nous y sommes cependant venus avant la dixième année. Pour l'exercice 1975-76, le budget était même en surplus d'environ 187 millions de francs, avec des rentrées de 485 millions. La situation était suffisamment saine pour qu'en soit dernier le gouvernement décidât de se retirer de la zone monétaire sud-africaine rand et trappa sa propre monnaie, le pula, « Pula », en sehwana, est une invocation au ciel et signifie « qu'il pleuve ». C'est également le slogan dans

ce pays aux deux tiers désertique. Ce remarquable redressement tient aux dix ans de recherches menées par les filiales de l'Anglo-American Corporation, société sud-africaine, présidée par M. Harry Oppenheimer — et à la découverte de gisements de diamants, de nickel et de cuivre. Il ne fallut pas moins de douze ans de prospection avant que la De Beers Botswana découvre, en 1967, à 240 kilomètres à l'ouest de Francistown, le second gisement de diamants du monde, après celui de Williamson en Tanzanie. Selon les experts, il peut être exploité au rythme de 24 millions de carats par an pendant quarante ans. Les premières pierres furent extraites en 1971. L'an passé, leur vente a procuré à la De Beers et au gouvernement un revenu de 210 millions de francs.

Deux autres gisements, DEK 1 et DEK 2, moins importants, mais de plus grande qualité, situés à Letlhakane, à 40 kilomètres d'Orapa, vont commencer à être exploités au rythme de 320 000 carats par an, puis 400 000 carats par an d'ici 1979. La situation est beaucoup moins brillante dans l'extraction du cuivre et du nickel de Selebi-Pikwe. Le Botswana Concessions LTD (B.C.L.), compagnie botswanaise dont les principaux actionnaires sont le gouvernement du Botswana (34 % des parts), l'American Metals Company (30 %) et l'Anglo American Corporation (30 %), se heurte en effet à des difficultés imprévues. Dans les plans originaux, la société devait utiliser du charbon rhodésien. Entre temps, l'Anglo American Corporation découvrit un gisement à Marupole, non loin de Serowe. Les plans furent alors changés, et l'on décida d'utiliser les ressources nationales. Mais celles-ci se révélèrent inadéquates aux besoins thermiques. En outre, l'exploitation du minerai à ciel ouvert provoqua des réactions chimiques et des variations de concentration. Enfin, les fluctuations des cours diminuaient fortement les revenus escomptés.

Les réserves de Selebi-Pikwe sont estimées à 44 millions de tonnes, avec une teneur de 1,14 % de nickel et 1,54 % de cuivre. Alors que l'extraction devait atteindre dès 1974 le rythme de 42 000 tonnes par an, la société s'estime satisfaite depuis le mois d'août avec 3 500 tonnes par mois. Le bilan de l'opération est lourd : 1 300 millions de francs ont été dépensés, soit le double du budget prévu. Il faut ajouter 370 millions de francs publics pour la construction de la centrale thermique, d'un barrage, d'une cité pour les ouvriers, d'une route et d'une voie de chemin de fer.

Ces richesses minières — le sous-sol du Botswana renferme aussi du minerai de fer — n'apportent pas que des bienfaits, et le gouvernement voit d'un mauvais œil les paysans affluer vers les villes et un sous-prolétariat apparaître. Il s'est, pour la première fois en 1975, heurté à un important mouvement de grève. Le conflit éclata lorsque la direction des mines de Selebi-Pikwe a décidé d'augmenter les salaires des mineurs « les plus méritants » plutôt que de généraliser les augmentations. Apparemment, le gouvernement avait donné son accord. Les quelque deux mille mineurs débrayèrent. Le gouvernement intervint énergiquement, et le président lui-même tint un discours très ferme : « Ma patience a des limites. Le pays espère que le peu de Botswana qui ont la chance d'avoir un travail continueront à sa richesse en travaillant dur. Il est vital pour le développement du pays de continuer à attirer les travailleurs. Ce n'est pas possible que si les compagnies qui investissent peuvent espérer un

substantiel profit pour leurs investissements. » Pour freiner le dépeuplement des campagnes, le gouvernement essaie de limiter les salaires des ouvriers. Actuellement, si un paysan (80 % de la population active) gagne environ 60 F par mois, un mineur peut espérer en obtenir plus de 300.

Moderniser l'élevage

Évalué à un million de têtes avant l'indépendance, le troupeau compte actuellement environ 2,5 millions de bovins, mais 8 % seulement passent par l'abattoir ultra-moderne de la Botswana Meat Commission, situé à Lobatse, dans le sud du pays. La persistance des traditions, les conditions climatiques difficiles et l'insuffisance de l'infrastructure routière freinent tout développement dans ce secteur. Pour les paysans, la vache représente, aujourd'hui encore, un signe de richesse, et beaucoup hésitent à s'en séparer. Les animaux, souvent mal soignés, errent en liberté à travers le pays, à la merci de sécheresses comme celle de 1963-1965. Les troupeaux arrivent, affaiblis et même déçus, à Lobatse après avoir traversé les zones arides du centre où les points d'eau sont distants les uns des autres de plusieurs dizaines de kilomètres.

Grâce à de nombreux prêts provenant des pays scandinaves, d'Allemagne fédérale, des États-Unis, du Canada, de la C.E.E. ou

de la Banque mondiale, le Botswana construit petit à petit un nouveau réseau routier et développe les chemins de fer. Des techniciens étrangers font des recherches ou enseignent de nouvelles méthodes d'élevage. Surtout, une petite exploitation agricole à quelques kilomètres de Gaborone, témoigne des possibilités du pays. M. Gus Nilson s'est installé au Botswana il y a quelques années. Sur sa propriété de 6 hectares, il a tenté plusieurs expériences. Il parvient à faire pousser aujourd'hui des artichauts, des radis, des tomates, et il exporte des roses vers l'Europe, des graines de laitues aux États-Unis.

Il y a encore quelque temps, le gouvernement prévoyait d'ouvrir d'ici deux à trois ans un nouvel abattoir dans le nord du pays. Mais, depuis l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, il en parle beaucoup moins. Cette adhésion a en effet privé l'élevage de son meilleur client. Heureusement, le pays est membre de la convention de Lomé, et les Neuf ont décidé de ne lui faire payer que 10 % des taxes normalement imposées aux tiers. Toutefois, cet accord est renouvelable tous les six mois, et le Botswana vit dans la crainte de voir abolir des mesures de faveur.

Pour le moment, le gouvernement consacre ses efforts à l'éducation des paysans, afin qu'ils ne laissent plus vagabonder les animaux et les fassent réguliè-

ment vacciner. Il vient, d'autre part, de mettre sur pied un plan de restructuration des sols. Celui-ci prévoit la création de trois zones : la première regroupe les terres cultivées appartenant aux villageois et exploitées selon les méthodes traditionnelles ; la seconde, appelée « zone commerciale », est réservée aux familles qui veulent bien se regrouper pour cultiver ensemble une grande propriété, le gouvernement leur cédant les terres ; la troisième reste vacante pour une utilisation future. Sans heurter de front les traditions, le plan a l'avantage de donner des facilités à ceux qui désirent créer des fermes coopératives. Car le Botswana souffre d'une très grande disparité dans la taille des exploitations, et donc dans les revenus agricoles.

L'effort d'éducation

Le gouvernement a récemment renégocié les contrats qui le lient à la De Beers pour les mines d'Orapa. Après d'âpres discussions, il est parvenu à porter sa participation à 50 %. En vertu du nouvel accord, le gouvernement obtient environ 65 à 70 % des profits d'exploitation. En échange, il a autorisé la compagnie à accroître sa production de 2,4 millions à 4,5 millions de carats.

Comme tous les pays en voie de développement, le Botswana manque de cadres et de techniciens, tout en souffrant d'un fort taux de chômage. Le gouvernement a créé en 1970 la Botswana Development Corporation (B.D.C.) pour stimuler l'établissement de commerces et d'industries dans le pays. Les résultats, bien que satisfaisants, sont loin d'être suffisants. Ce n'est pas quatre mille emplois, mais plus du double, qu'il faudrait créer chaque année.

En attendant, le pays essaie de combler son retard en matière d'enseignement. Des écoles et des lycées sont ouverts un peu partout.

Plus de cent mille jeunes vont à l'école primaire aujourd'hui, contre à peine la moitié il y a dix ans. Le gouvernement accorde la création de « brigades », sortes d'écoles techniques où les enfants apprennent à cultiver les champs et à faire des petits travaux d'artisanat. La vente de leurs produits sert à payer leurs études.

Jusqu'à l'an passé, le Botswana, le Lesotho et le Swaziland, les trois anciens protectorats britanniques d'Afrique australe, avaient une université commune. À la suite d'un désaccord, le Lesotho s'en est retiré. Gaborone décide alors d'adresser un appel au pays et demanda aux habitants d'envoyer « tout ce qu'ils pouvaient » pour agrandir l'université. « En quelques mois », dit le vice-président, nous avons reçu des milliers de poules, de chèvres, de vaches et des dons en argent. Nous espérons rassembler environ 6 millions de francs. »

La jeunesse est pourtant insatisfaite et organise des grèves (la dernière en date avait pour but de protester contre l'autoritarisme du recteur de l'université). Mais elle est surtout préoccupée par la situation dans les pays voisins.

Car, finalement, on en revient toujours au même problème, celui que pose au Botswana la crise de l'Afrique australe. « Il nous sera difficile, sinon impossible, d'écarter définitivement le président Khama, de préserver notre liberté tant que nous serons entourés de pays gouvernés par la minorité. »

PIN

Quand un homme N°1 nous dit qu'il arrive.
Nous sommes prêts à le recevoir.
Vérifiez-le en adhérant au Hertz N°1 Club.



LA VOITURE EST RETENUE.



LES PAPIERS SONT PRÊTS.



VOUS PARTEZ.

Nous savons ce qu'il faut faire quand un homme N°1 nous téléphone pour nous dire qu'il va atterrir sur l'un des grands aéroports d'Europe ou d'Amérique du Nord et qu'il a besoin d'une voiture, arrivé à destination. Et nous le faisons.

Nous remplissons son contrat de location par avance. Comme cela, il n'a pas à le faire à son arrivée. Il n'a plus qu'à le signer, prendre ses clés et partir au volant de la voiture entièrement nettoyée et contrôlée que nous mettons à sa disposition.

Adhère vous aussi au Hertz N°1 Club*. A votre arrivée, vous n'aurez plus qu'à signer et prendre le volant de la voiture que vous aurez demandée : une Ford Escort ou Granada, ou une autre grande marque. Appelez le numéro qui se trouve en bas de cette page, ou celui de votre agence de voyage, et dites-nous quand et où vous voulez votre voiture. Elle sera au rendez-vous.

Pas de frais d'inscription. Plus jamais de formulaires. Pourquoi perdre du temps à louer une voiture ? Demandez votre inscription au Hertz N°1 Club, à n'importe quel bureau ou comptoir Hertz. Ou la prochaine fois que vous louerez une voiture chez nous, demandez à être inscrit automatiquement. *en Allemagne, Hertz VIP Club.



Hertz N°1 Club.
788.5151

TELEPHONEZ. SIGNEZ. ET PRENEZ LE VOLANT.

**CLOTURE DES JEUX
DEMAIN
APRES-MIDI**

Notices à votre disposition
chez les dépositaires

LOTO

LENTILLES DE CONTACT :
parce que les yeux myopes
sont souvent les plus beaux.

Ne cachez plus vos yeux à cause de votre myopie. Ce beau regard qu'on vous envie dès que vous enlevez vos lunettes, montrez-le aussi sans vous priver de bien voir. Grâce aux lentilles de contact YSOPTIC.

Vous trouverez chez YSOPTIC une vaste gamme de lentilles de contact, classiques, couplées ou multifocales, spéciales pour yeux sensibles. Elles assurent une vision totale et une correction parfaite. Vous serez surpris de leur efficacité. Essayez-les gratuitement chez :



YSOPTIC
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS
Tél. 522.15.52

Documentation et liste des correspondants
francs et étrangers sur demande.

COUSIN

الطريق إلى

EUROPE

Espagne

TANDIS QUE M. SUAREZ PLAIDE POUR UN « DIALOGUE PACIFIQUE »

Des manifestations de mauvaise humeur sont enregistrées dans l'armée et la police

Madrid. — Plusieurs dizaines de personnes ont été arrêtées samedi et dimanche dans les rues de l'extrême gauche, cependant que des incidents ont éclaté à Madrid à l'occasion des obèques des trois membres des forces de l'ordre tués le vendredi 28 janvier ont mis en évidence le malaise régnant dans certains secteurs de la police et des forces armées.

De notre envoyé spécial

avocats, membres du parti. Détail révélateur : le comité central du P.C.E. a fait publier dimanche dans la presse des placards de condamnations pour les policiers et la garde civile assassinés.

Les actes terroristes de la semaine dernière n'ont apparemment pas été improvisés. Le mouvement d'étudiants pendant une manifestation en faveur de l'amnistie tendait à provoquer des désordres généralisés dans la rue. L'engagement du général Villacampa, président du conseil suprême de justice militaire, est un détail qui laisse à penser que les modalités de la marche à la démolition, les rappels, publics ou discrets, à la discipline ont été très soigneusement étudiés.

Les milieux informés, que M. Martín Villa, ministre de l'Intérieur, éprouve de grandes difficultés à contrôler tous les rouages de son administration.

On ajoute qu'un service d'information parallèle serait monté pour surveiller certaines personnes. Les manifestants de la police pour ne pas dire plus — est fréquemment dénoncée par les porte-paroles de plusieurs formations politiques de gauche et du centre.

Mais comment s'explique que des structures s'opposent par quarante années de tranquillité ne puissent être modifiées du jour au lendemain ?

L'ordre donné par les autorités d'arrêter tous les extrémistes a été appliqué de manière un peu mécanique, particulièrement en province. Les plus touchés, selon les sources, sont les militaires du parti du travail (P.T.E.), de l'Organisation révolutionnaire des travailleurs (O.R.T.) et de l'Organisation de la gauche communiste (O.G.C.).

Le parti du travail et le mouvement communiste ont publié, le dimanche 30 janvier, un communiqué pour protester contre cette « discrimination » des autorités.

L'extrême droite et la droite franquiste continuent pourtant, semble-t-il, de faire l'amalgame entre le parti communiste et les formations révolutionnaires d'extrême gauche. Des incidents ont éclaté, le 29 janvier à Madrid, au moment où les cercueils des trois membres des forces de l'ordre assassinés par les terroristes, sortaient de la chapelle ardente de l'hôpital militaire Gómez-Ullate. Un père, le père Sobrino, a été entouré par les forces de l'ordre. Il a été conduit à l'hôpital, où il a été soigné.

Dans ces circonstances difficiles, M. Adolfo Suárez, président de la République, samedi 29 janvier, a appelé à ses collaborateurs. Le chef du gouvernement, les traits tirés, n'a pas caché qu'il ne pouvait avoir « de solution miracle » dans la lutte contre le terrorisme. Mais il a réaffirmé les objectifs du gouvernement, et insisté sur sa volonté d'ouverture afin de bâtir une véritable démocratie, selon le vœu exprimé par les Espagnols lors du référendum du 15 décembre dernier. « Pas question de céder à la subversion. Pas question d'adopter des attitudes de faiblesse face aux séparatistes. Pas question de nous déstabiliser des grands problèmes qui peuvent affecter l'unité nationale, l'indépendance ou la sécurité de la patrie. Mais, en revanche, à tout pour le dialogue pacifique. Tout pour ouvrir le jeu politique. Tout pour reconnaître les particularités des personnes, des régions, des problèmes, des intérêts. Les options politiques peuvent exprimer leurs légitimes aspirations. Absolument toutes... »

Une autre note d'espoir dans un tableau d'ensemble très préoccupant : à Salamanque, samedi, lors des obèques du policier Sanchez Hernandez, tué vendredi, le père du policier assassiné, M. Hernandez, a été entouré par les forces de l'ordre. Il a été conduit à l'hôpital, où il a été soigné.

MARCEL NIEDERGAANG.

Irlande

L'IRA PROVISOIRE REVENDIRA LES DERNIERS ATTENTATS

Dans un coup de téléphone à l'hebdomadaire Sunday Mirror, à Manchester, un inconnu a révélé, samedi soir 28 janvier, au nom de l'IRA provisoire, la responsabilité des onze attentats à la bombe qui ont eu lieu dans la nuit de vendredi à samedi dans le centre de Londres.

Le communiqué, qui a été diffusé par le centre de Londres, annonce que l'IRA provisoire a renoncé à la violence. Les responsables de l'IRA provisoire ont déclaré qu'ils ne veulent pas de la violence. Ils ont déclaré qu'ils veulent la paix.

LA CONTESTATION DANS LES PAYS DE L'EST

Tchécoslovaquie

MM. Hajek et Patočka sont convoqués chez le procureur

Les efforts des autorités tchécoslovaques pour réduire au silence les animateurs du mouvement de défense des droits de l'homme de Prague 77 semblent devoir prendre un tour plus discret, alors que, à l'étranger, se multiplient les prises de position contre la répression.

Dans un communiqué la télévision a affirmé, samedi 29 janvier, que « la Tchécoslovaquie n'avait l'intention de déporter personne ». Ce communiqué fait suite à l'arrestation, le 28 janvier, de M. Karel Hájek, ministre tchécoslovaque du commerce extérieur.

Kampf pour les droits de l'homme

À l'étranger, les prises de position se multiplient. Après que M. Forlani, ministre italien des affaires étrangères, a refusé de rencontrer son collègue tchécoslovaque, lors d'une escale à Prague, la Norvège a son tour manifesté sa réprobation. Le gouvernement d'Oslo a annulé, à compte tenu des circonstances actuelles, la visite que devait faire à partir de ce lundi M. Hájek, ministre tchécoslovaque du commerce extérieur.

Les relations entre Prague et ses voisins, l'Allemagne de l'Ouest et l'Autriche, pourraient également pâtir de l'affaire du manifeste. Le président Husak devait faire une visite officielle à Bonn dans le courant de l'année. Dans les milieux diplomatiques occidentaux, on indique qu'aucune date n'a encore été fixée ; on estime qu'elle ne pourra avoir lieu avant longtemps que la politique des autorités tchécoslovaques ne soit jugée satisfaisante.

Pour sa part, M. Strougal, le premier ministre tchécoslovaque, devait se rendre à Vienne au printemps. Les critiques rétrospectives à propos de la répression des signataires de Prague 77 risquent de rendre ce déplacement difficile.

Enfin, à Stockholm, où ils étaient venus saluer M. Palme pour son cinquantième anniversaire, MM. Karel Hájek, Strougal et les dirigeants sociaux-démocrates tchèques, tins et norvégiens, ont étudié les problèmes des droits de l'homme en Tchécoslovaquie. (A.F.P., Reuters.)

Pologne

Le gouvernement retire aux catholiques libéraux les moyens de financer leur presse

De notre correspondant en Europe centrale

Vienne. — Faisant des menaces aux actes, le ministère polonais pour les affaires du culte a retiré le 24 janvier, apprenons-nous à Vienne, la gestion de l'entreprise Libella au Club des intellectuels catholiques de Varsovie. L'entreprise a été confiée à une organisation rivale, le Club des intellectuels polonais (P.K.I.), fondée l'automne dernier et très vite devenue le régime. Elle devait être intégrée dans une nouvelle société, la S.Z.M., récemment créée par le P.K.I.

Une procédure en vue de la liquidation de Libella a déjà été engagée auprès du tribunal de commerce, mais l'expatriation du Club des intellectuels catholiques peut être considérée comme action de la presse catholique en relation avec l'Église, une mesure semblable n'aurait pas été prise depuis vingt-cinq ans. L'émotion est grande parmi les intellectuels catholiques de la capitale, non seulement en raison des conséquences financières de ces décisions, mais pour ce qu'elles révèlent des intentions du pouvoir.

La situation est surtout critique pour la revue « Tygodnik Powszechny », revue polonaise paraisant en Pologne, qui vivait des revenus tirés de l'exploitation de l'entreprise Libella. La revue, dont la qualité est reconnue à l'étranger, se trouve en quelque sorte entre les mains d'adversaires. Cette situation peut être rapprochée de celle qui avait régné en 1963, lorsque la direction de l'hebdomadaire catholique de Cracovie, Tygodnik Powszechny, avait été confiée au groupe Pax. Le titre était alors resté le même, mais l'orientation du journal avait changé. Cette expérience avait duré trois ans.

MANUEL LUCBERT.

Italie

L'enquête sur le scandale Lockheed La commission parlementaire absout M. Rumor mais demande l'inculpation de deux anciens ministres

De notre correspondant

Rome. — La commission parlementaire qui enquête depuis un an sur l'affaire des pots-de-vin versés par la société Lockheed en Italie a rendu son verdict, le samedi 29 janvier. Parmi les personnes citées, selon elle, se sont rendues coupables de corruption figurent deux anciens ministres de la défense : M. Mario Tanassi (social-démocrate) et Luigi Gui (démocrate-chrétien). Il s'est déguisé, en revanche, une faible majorité pour absoudre M. Rumor, ancien président du conseil, en qui beaucoup voyaient le mystérieux « Antelope Cobble » cité dans les documents secrets de la firme américaine.

Les vingt parlementaires de la commission se sont partagés pour moitié à propos de M. Rumor, lequel n'a dû son acquiescement qu'à la voix supplémentaire accordée au président (démocrate-chrétien) en cas de parité.

Le vote de quatre Hercules C-130 à l'Italie, en 1970, s'était accompagné non seulement de « cadeaux » et de responsabilités de l'État et de l'armée, mais d'un vol, puisque le prix de ces appareils avait augmenté en cours de négociations. Aucun des trois anciens ministres ne paraît avoir été impliqué dans l'affaire.

Les frères Antonio et Ovidio Letta, les autres principaux protagonistes de ce scandale seraient le général Duilio Fazio, ancien chef d'état-major de l'aéronautique, et M. Camillo Crociani (en fuite), ex-président d'une société para-militaire, la Finmeccanica.

Union soviétique

M. BORISSOV RISQUE DE DEMOURER INDÉFINIMENT DANS UNE PRISON PSYCHIATRIQUE

M. Vladimir Borissov, ouvrier électicien militant pour les droits de l'homme en U.R.S.S., interné depuis le jour de Noël à Leningrad, risque de demeurer indéfiniment dans une prison psychiatrique, nous signale M. Victor Painsberg, qui vit à Londres, après avoir expérimenté ce genre d'incarcération.

Peu après son arrestation, M. Borissov avait refusé d'émigrer, comme le lui proposaient les autorités, sous prétexte qu'il ne l'aurait pas relâché et dénoncé officiellement sans d'abord avoir obtenu le consentement de la K.G.B. a-t-il commenté. Ainsi, dans la plus grande discrétion, une procédure judiciaire, on lui reprocherait d'avoir diffusé des textes du Samizdat ; il serait alors accusé de diffuser des calomnies sur l'État soviétique. Comme il se trouve dans une institution psychiatrique, la condamnation qui est généralement infligée est l'interdiction sans limitation, en raison du « danger social » que représente aux yeux des autorités le condamné. M. Borissov a déjà eu à subir deux internements de neuf ans au total. Il est âgé actuellement de trente-trois ans.

Quant aux médecins qui le soignent, ils semblent fort embarrassés lorsqu'on les interroge. « Il n'est ni malade ni en bonne santé, disent-ils. Il a besoin d'un traitement par électrochocs », disent-ils. Quelqu'un pour lui administrer des vitamines ? A.M.B.

A travers le monde

Algérie

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES se dérouleront le 25 février, a-t-on annoncé dimanche 30 janvier à Alger. La commission nationale de candidatures, présidée par le chef de l'État, M. Boumedienne, a décidé de présenter trois candidats au lieu de deux prévus à l'origine (Monde du 26 janvier) — pour chaque siège à pourvoir, « afin d'élargir le choix offert aux citoyens ». — (A.F.P.)

Canada

M. PIERRE ELLIOTT TRUDEAU, premier ministre canadien, a déclaré, samedi 29 janvier à Québec, au terme d'une visite de trois jours dans la vieille capitale qu'il abandonnerait la politique fédérale si les Québécois dissident « ou si à l'indépendance de leur province, et j'en suis sûr, perdrait mon parti ». A-t-il dit M. Trudeau, en se référant au fait qu'il a été élu en 1968 pour représenter le Canada anglais et le Canada français. M. Trudeau, qui a quitté Québec, s'est rendu, dans une interview au journal de Toronto, The Star, à précéder l'organisation d'un référendum sur l'indépendance pour répondre au vœu de M. Trudeau. — (A.F.P., A.P.)

Israël

L'ORGANISATION AMNISTY INTERNATIONAL a adressé, jeudi 27 janvier, un télégramme à l'attaché général israélien à l'ambassade de Paris, « pour exprimer son inquiétude » à la suite d'informations faisant état de la grève de la faim de prisonniers arabes en Israël. Selon un communiqué, Amnesty International a fait observer qu'un prisonnier est déjà mort à la suite de la grève de la faim, commencée le 10 décembre dernier, par des détenus arabes à Ashdod, pour protester contre leurs conditions de détention. L'organisation demande à M. Barak « de faire tout ce qui est possible pour empêcher d'autres décès ». — (A.F.P.)

Italie

LE COLONEL DES CARABINIERS Michele Santoro, deux anciens officiers de la sûreté, Samuele Molise et Angelo Pignatelli, ont été arrêtés pour complicité dans une série d'attentats à la bombe commis à Trinité en 1971. Deux segments des services secrets, accusés d'avoir placé les bombes, avaient été arrêtés l'an dernier. — (A.F.P.)

Ouganda

L'AVION DU PRÉSIDENT IDI AMIN, parti dimanche 30 janvier, a été retourné lundi matin, vers de Kidepo, dans le nord du pays. Tous les passagers, dix-huit citoyens britanniques invités aux fêtes du sixième anniversaire de l'indépendance du pays, ont été retrouvés sains et saufs.

Portugal

DEUX CONGRÈS IMPORTANTS

- A l'Intersyndicale : recherche de l'unité
- Au P.S. : l'aile gauche obtient une demi-victoire

De notre correspondant

Lisbonne. — Deux événements ont dominé la vie sociale et politique portugaise de la dernière fin de semaine : le congrès des syndicats et le congrès extraordinaire du parti socialiste.

Pour un millier de syndicalistes réunis à Lisbonne depuis le jeudi 27 janvier, l'objectif d'approfondir les nouveaux statuts de la centrale unique, la Confédération générale des travailleurs portugais — dite Intersyndicale, — d'élaborer un programme d'action et de préparer un projet de loi syndicale.

De leur côté, les congressistes du P.S. devaient, dimanche à Porto, adopter les nouveaux statuts du parti qui, faute de temps, n'ont pu être discutés pendant le congrès ordinaire, l'autorité de l'année.

À Lisbonne, il s'agissait de savoir dans quelle mesure la tendance communiste, fortement majoritaire à la direction de l'Intersyndicale, partagerait le pouvoir avec d'autres courants. Une vingtaine de syndicats appartenant pour l'essentiel, au secteur des services, avaient, en effet, boycotté le congrès. Ils se plaignaient de manipulation des syndicats « contestataires » accusaient le P.C. d'avoir préparé « sur mesure » un congrès qui ne servirait qu'à leur compte, qu'à ratifier sa position hégémonique.

Or, malgré la prépondérance du parti communiste, des tendances identifiées à la gauche révolutionnaire « seront représentées dans le secrétariat de la Confédération générale des travailleurs portugais. Il est également probable que le poste de secrétaire général, à créer, sera occupé par M. Kallias Barroto, ancien député socialiste à l'Assemblée constituante, une des personnalités les plus connues de l'aile gauche du P.S.

Le congrès socialiste

Des appels à l'unité ont ponctué les principales interventions. Le programme d'action adopté à partir d'un projet du Syndicat du textile, proche du Mouvement de la gauche socialiste, énumère les « fronts de lutte syndicale » : salaires et prix, réformes collectives, chômage et licenciement, combat ouvrier, gestion des entreprises nationales, des coopératives et des entreprises en autogestion, poursuite de la réforme agraire et défense de la Constitution. Le principe de l'« unité » ne figure pas dans le projet de loi syndicale, car, comme l'a souligné un des membres de la commission organisationnelle du congrès, il est en contradiction avec la Constitution. Ce principe est remplacé, dans le texte voté par la majorité des députés, par une expression préconisant « l'unité, la liberté, la

démocratie et l'indépendance » des syndicats.

À Porto, l'aile gauche du P.S. a obtenu une demi-victoire. Certes, elle s'est vu refuser par la présidence du congrès deux motions de leur tendance, mais la réintégration des militants exclus par mesure disciplinaire, l'autre la discussion de l'orientation politique du parti. Mais plusieurs amendements au projet de statuts présentés par la direction pour favoriser cette tendance.

Ainsi, les députés aux congrès seront élus directement par les militants des sections de base. Le projet initial prévoyait l'élection des congressistes au niveau des fédérations. D'autre part, le P.S. reconnaît le droit de tendance, et surtout la possibilité d'expression publique d'éventuelles divergences. Malgré l'opposition de Selgado Zinho, ministre de la Culture, le congrès a adopté un article qui a interdit aux militants de soutenir hors des structures du parti des motions contraires aux décisions prises par ses organes supérieurs.

Les débats à ce compte ne se sont terminés qu'à l'occasion des interventions de M. Lopes Cardozo, l'ancien ministre de l'Agriculture a été la vedette de la réunion. Il a présenté une dizaine de motions. Il a proposé des alternatives aux décisions de la présidence. Il a protesté contre le « manque de discussion et de débats au sein du parti ».

Au 21 des heures, les députés ont abandonné la salle. On était à la moitié de la discussion des amendements. Mais, comme le quorum ne serait plus atteint, l'assemblée a été suspendue. Ainsi, le secrétaire du P.S., a-t-il proposé que l'adoption de la partie relative aux amendements soit confiée à la commission nationale. « Il faut connaître les raisons qui justifient un tel désir », a déclaré M. Lopes Cardozo. « La discussion des statuts ne constitue jamais une affaire passionnante », lui a répondu M. Soares dans son discours de clôture.

JOSE REBELO.

A VICTOIRE

M. Giscard d'Estaing a leurs

vous invite à vivre un évènement

Découvrez la Grande Encyclopédie Larousse

Le premier dictionnaire de France, le plus complet, le plus précis, le plus moderne. Plus de 100 000 articles, plus de 100 000 illustrations. Une véritable bibliothèque en un seul volume.

Le Larousse vous propose de découvrir la Grande Encyclopédie Larousse, le plus complet, le plus précis, le plus moderne des dictionnaires de France. Plus de 100 000 articles, plus de 100 000 illustrations. Une véritable bibliothèque en un seul volume.

vous invite à vivre un évènement

Découvrez la Grande Encyclopédie Larousse

Le premier dictionnaire de France, le plus complet, le plus précis, le plus moderne. Plus de 100 000 articles, plus de 100 000 illustrations. Une véritable bibliothèque en un seul volume.

Le Larousse vous propose de découvrir la Grande Encyclopédie Larousse, le plus complet, le plus précis, le plus moderne des dictionnaires de France. Plus de 100 000 articles, plus de 100 000 illustrations. Une véritable bibliothèque en un seul volume.

مكتبة الأصل

DIPLOMATIE

LA VISITE EN FRANCE DU VICE-PRÉSIDENT AMÉRICAIN

M. Giscard d'Estaing a demandé aux États-Unis de restreindre leurs importations d'énergie

Arrivé à Tokyo dimanche après une escale en Islande, où il a rencontré le chef du gouvernement, M. Hallgrímsson, le vice-président des États-Unis, M. Mondale, a, ce lundi 31 janvier, un entretien avec le premier ministre japonais, M. Fukuda. Ces échanges de vues, sans ordre du jour précis, doivent préparer la rencontre prévue pour fin mars entre M. Fukuda et le président Carter, écrit

notre correspondant à Tokyo, Philippe Pons. Deux questions dominent néanmoins les conversations : les affaires économiques mondiales et l'éventuel retrait d'une partie des troupes américaines en Corée du Sud. Les Japonais se préparent à un « ton nouveau » dans leurs relations avec la Maison Blanche, l'entretien téléphonique que M. Carter a eu peu après son investiture avec M. Fukuda

leur ayant donné à cet égard une première indication. M. Carter, toujours selon notre correspondant, entend demander à Tokyo de « prendre des mesures » pour que les échanges de vues, sans domaine économique que dans celui de la sécurité en Asie.

M. Mondale a décliné une invitation du gouvernement de Corée du Sud à se rendre à Séoul.

M. Mondale, et il faudra bien que nous prenions notre part de la réduction, a-t-il dit. Nous devons aussi faire des démarches pressantes auprès de l'O.R.S.S. afin qu'elle ne se substitue pas à nous, a encore dit M. Mondale. Sur ce point aussi, M. Giscard d'Estaing aurait donné son accord.

Le terrorisme international. — Nous avons souligné cette question d'un point de vue constructif, a dit M. Mondale, ajoutant qu'elle préoccupait profondément les États-Unis. Il a refusé de répondre à une question sur Abou Daoud, indiquant seulement que le gouvernement français partageait les inquiétudes américaines.

Concorde. — M. Giscard d'Estaing a insisté pour que Concorde puisse atterrir à New York. Il a souligné les graves conséquences qu'aurait un refus américain pour l'industrie aéronautique française et européenne. M. Mondale a dit qu'il transmettrait ces propos à M. Carter, mais que l'affaire relevait pour le moment des tribunaux.

Enfin, M. Mondale a insisté sur le bon accueil qu'il a reçu en Europe et sur le désir du président Carter de développer la coopération politique internationale « au plus haut niveau ».

La non-prolifération nucléaire. — M. Mondale s'est félicité de la décision française de ne plus exporter d'usines de retraitement du combustible nucléaire. Le contrat de vente d'une telle usine déjà conclu par la France avec le Pakistan a fait l'objet de discussions antérieures (entre Français et Américains), a dit le vice-président. M. Lecat a indiqué que son avis était émis à l'égard de la décision.

La non-prolifération nucléaire. — M. Mondale a suggéré de discuter de la réduction des ventes d'armes entre pays exportateurs. Il a, a-t-il dit, reçu une réponse encourageante. La course aux armements est ruineuse, surtout pour les pays les plus pauvres — a-t-il précisé en substance — et M. Giscard d'Estaing « en a été complètement d'accord ».

Les États-Unis ont malheureusement les plus grands marchands d'armes du monde, a ajouté

Vers une réglementation internationale du commerce des armes ?

Au nom d'un pays qui assure, à lui seul, chaque année, la moitié du commerce mondial des armements, M. Mondale a proposé au chef de l'État français, pendant son séjour à Paris, de limiter les ventes de matériels militaires à l'exportation, au besoin en établissant des règles qu'observeraient tous les pays producteurs, y compris l'Union soviétique, après concertation.

Ce n'est pas la première fois que la conclusion de tels accords internationaux a été envisagée, sans doute de bonne foi, par les pays fournisseurs, dont les dirigeants se déclarent eux-mêmes effrayés par l'expansion de ce « commerce de la mort », comme l'ont baptisé ses adversaires. Dans le passé, déjà, certains avaient tenté d'imposer des limitations régionales de leurs envois d'armes, mais ces décisions unilatérales, voire concertées entre deux ou trois pays fournisseurs, d'embarquement régional ou particulier à tel ou tel type d'armements ont été assez peu efficaces.

À la fin d'août 1976, à San Francisco, M. Mondale, qui n'était alors que sénateur démocrate du Minnesota, avait sévèrement critiqué la politique de ventes d'armes de l'administration républicaine. « Les ventes d'armes à l'étranger, avait-il précisé, ne sont pas le moyen souhaitable pour équilibrer notre commerce extérieur et résoudre, localement, les problèmes de chômage ».

Contrairement à une idée largement répandue qui prétend qu'il s'agit d'un commerce d'appoint, le commerce des matériels militaires à l'étranger, M. Mondale avait expliqué, prenant l'exemple des récents conflits indo-pakistais ou grecs-turcs, qu'il ne s'agit pas d'être un fournisseur d'armements pour contrôler indirectement une situation.

La prolifération des fournisseurs

Mais l'argumentation de M. Mondale ne peut pas longtemps s'insérer de l'exemple de ce qui a déjà été obtenu par les pulvérisations de l'Union soviétique, le centre des risques de la prolifération nucléaire. Le nombre des pays fournisseurs en puissance, dans le domaine des armements classiques, est de 150 à 160, supérieur à celui des États qui ont réussi à dominer la technologie nucléaire. Et cette prolifération des vendeurs potentiels est, à elle seule, un sérieux handicap dans une négociation destinée à définir les systèmes de contrôle, ou d'inspection nécessaires. Dès que les sources d'approvisionnement sont multiples, il existe de nombreux moyens de tourner les prohibitions légales ou les traités conclus en bonne et due forme.

Chaque gouvernement, en général, cherche à conditionner sa propre industrie d'armement, pour expliquer, ensuite, à ses électeurs que les dépenses militaires nationales deviennent moins lourdes si l'on peut amortir le prix des matériels grâce à l'exportation. Dans le cas particulier des États-Unis, l'argumentation est plus subtile. Les études ou recherches militaires, y compris souvent des, sont de plus en plus indispensables et coûteuses et, dans ces conditions, le contributeur américain tire profit d'une politique de ventes d'armes tous armements qui permet de réduire les coûts. En fait, le marché intérieur américain, représenté par les trois armes et leurs services, est suffisant pour absorber une large partie de la production, à lui seul. Et si les États-Unis doivent conserver leur avance à la conférence de Belgrade.

technologique, ajoute-t-on encore par les partisans du « complexe militaire-industriel », c'est pour mieux assurer la direction d'une politique de l'avenir en la matière, à savoir la nécessaire standardisation des armes chez tous les alliés.

À l'est, le raisonnement est quelque peu différent. Les préoccupations stratégiques l'emportent sur les intérêts strictement industriels.

Les services occidentaux de renseignements sont souvent intrigués par la présence massive de conseillers soviétiques dans les pays qui se ravitaillent en armes auprès de Moscou. Cet afflux de techniciens dépasse souvent les seuls besoins de l'entraînement requis pour assister le pays client. À ce jour, par exemple, des dizaines de milliers de conseillers soviétiques servent les cinq mille cinq cents avions modernes, de conception soviétique, vendus hors d'U.R.S.S.

Parfois, ces matériels sont simplement parqués dans certains territoires et constituent, apparemment, des stocks destinés à entrer rapidement en service avec l'arrivée, sur place, des personnels opérationnels. Ainsi, l'Union soviétique s'efforce de prendre en main la totalité de la responsabilité de la défense de son client. Elle constitue à cette fin un réservoir de matériels et de spécialistes qualifiés, les accablant de moyens de destruction, le cas échéant, pour soutenir une action depuis ce même territoire.

Enfin, les motivations et les pratiques des différents pays fournisseurs sont si variées et, souvent, si bien dissimulées, qu'elles ne facilitent pas les accablant de moyens de destruction, le cas échéant, pour soutenir une action depuis ce même territoire.

Reste la pression des opinions publiques, du moins dans les États où elle peut se manifester en toute liberté. Il est symptomatique que le Congrès américain ait renforcé son contrôle, dans un sens restrictif, du commerce des armes par les États-Unis, en pleine affaire du Watergate ; il est désormais difficile à un président des États-Unis de vendre d'importants armements à l'exportation quel client.

En France, la persistance de la crise économique mondiale, et la capacité, probablement conjoncturelle, de certains pays à se sur-équiper, ont plaidé en faveur du maintien d'un fort courant d'exportation. Les propositions de M. Mondale sont l'occasion de rappeler que M. Giscard d'Estaing avait promis, durant sa campagne de 1974, de moraliser le commerce des armes.

JACQUES ISNARD.

(Publié)

en 8 jours plus un bruit chez vous

Depuis 15 ans, SAIRES, spécialiste de l'acoustique phonique et thermique, apporte les meilleures solutions aux problèmes de bruit et de froid. Études gratuites. Installation rapide Paris et 100 km alentour. Crédit Cetelem.

SAIRES - 206-50-13

48 ter, rue de France - 75019 PARIS.

Jacqueline Grapin
Jean-Bernard Pinatel

la guerre civile mondiale

" Si toutes les vérités égrenées dans ce livre étaient reprises dans les discours des hommes d'État européens, quel soulagement et quelle véritable sécurité finirait par s'établir pour nous Européens."

MICHEL JOBERT / LE MONDE

CALMANN-LEVY

A Strasbourg

LES ENTRETIENS GRÉCO-TURCS ONT OUVERT DES « PERSPECTIVES ENCOURAGEANTES »

Strasbourg (A.F.P., Reader). — Après un entretien d'une heure en tête-à-tête, entre M. Giscard d'Estaing et M. Ciriakos Demizis, ministre grec des Affaires étrangères, les ministres des Affaires étrangères de Grèce et de Turquie, MM. Demizis et Caglayangil, ont fait samedi 29 janvier une déclaration conjointe dans laquelle ils expriment leur satisfaction de la rencontre M. Giscard d'Estaing et M. Demizis, et ont formulé « l'espoir que la reprise des négociations intercommunautaires aboutisse à une solution juste et équitable ».

An sujet du plateau continental, ils ont donné de nouvelles instructions aux experts pour préparer la reprise des négociations qui s'ouvrent à Londres, ce 31 janvier. En ce qui concerne l'espace aérien égéen, ils ont souligné « leur volonté d'adopter aussi rapidement que possible une solution satisfaisante ».

Commentant la déclaration, M. Caglayangil a précisé : « Notre entretien a été très positif et prometteur et s'est déroulé dans une bonne atmosphère, ouvrant des perspectives encourageantes pour l'avenir ».

Invitation

à recevoir gratuitement, sans aucun engagement, nos ouvrages documentaires et guides de voyage, en 12^{es} volumes, offerts par la Grande Encyclopédie Larousse.

Nom : _____

Prénoms : _____

Profession : _____

Adresse : _____

Ville : _____

Code postal : _____

Date : _____

Signature : _____

Envoyer à la Librairie Larousse, 17, rue de Valenciennes - 75019 Paris Cedex 09

Larousse

vous invite à vivre un événement unique...

Découvrez la Grande Encyclopédie Larousse

au moment même où paraît son 20^e et dernier volume.

La parution du vingtième volume de la Grande Encyclopédie Larousse marque une date de l'édition française et mondiale, pour vous, un événement : la Grande Encyclopédie va pouvoir faire son entrée, au complet, dans votre bibliothèque. Larousse vous facilite son achat en proposant des modalités de paiement échelonnées adaptées à chaque budget.

Un patrimoine culturel inépuisable au service de votre culture et de l'avenir de vos enfants.

La Grande Encyclopédie sera l'ouvrage le plus enrichissant et le plus utile que vous ayez jamais possédé. Ses explications détaillées vous permettront de comprendre les phénomènes complexes du monde moderne et elle jouera un rôle décisif dans la formation de vos enfants.

Faites connaissance gratuitement avec ce chef-d'œuvre de l'édition.

12 432 pages grand format, 8 000 articles, près de 15 000 illustrations en couleurs... Pour en savoir plus et connaître le super prix auquel vous sera offert en cadeau, renvoyez vite le bulletin ci-joint à la Librairie Larousse.

A travers le monde

Algérie

Le vice-président des États-Unis, M. Mondale, a, ce lundi 31 janvier, un entretien avec le premier ministre japonais, M. Fukuda. Ces échanges de vues, sans ordre du jour précis, doivent préparer la rencontre prévue pour fin mars entre M. Fukuda et le président Carter, écrit

Canada

Le vice-président des États-Unis, M. Mondale, a, ce lundi 31 janvier, un entretien avec le premier ministre japonais, M. Fukuda. Ces échanges de vues, sans ordre du jour précis, doivent préparer la rencontre prévue pour fin mars entre M. Fukuda et le président Carter, écrit

Israël

Le vice-président des États-Unis, M. Mondale, a, ce lundi 31 janvier, un entretien avec le premier ministre japonais, M. Fukuda. Ces échanges de vues, sans ordre du jour précis, doivent préparer la rencontre prévue pour fin mars entre M. Fukuda et le président Carter, écrit

Italie

Le vice-président des États-Unis, M. Mondale, a, ce lundi 31 janvier, un entretien avec le premier ministre japonais, M. Fukuda. Ces échanges de vues, sans ordre du jour précis, doivent préparer la rencontre prévue pour fin mars entre M. Fukuda et le président Carter, écrit

Ouganda

Le vice-président des États-Unis, M. Mondale, a, ce lundi 31 janvier, un entretien avec le premier ministre japonais, M. Fukuda. Ces échanges de vues, sans ordre du jour précis, doivent préparer la rencontre prévue pour fin mars entre M. Fukuda et le président Carter, écrit

SARTRE ET LES FEMMES

— J'ai toujours beaucoup aimé les femmes. Elles ont toujours été au centre de mes pensées. C'est sans aucun doute ce à quoi j'ai le plus pensé dans ma vie, aussi bien petit, que grand, que vieux. ... Mes rapports avec Simone de Beauvoir ont été les rapports essentiels — et le sont toujours — et les dames qui avaient des rapports avec moi, c'était sur un plan secondaire.

— Les "contingentes" ont accepté cet état de fait?

— Elles n'étaient pas très contentes. Je ne me masquais pas. Je disais à la femme que je commençais à voir : il y a une femme qui s'appelle Simone de Beauvoir, qui est ceci dans ma vie. Il fallait le faire avaler.

— Est-il arrivé que des femmes vous considèrent vous aussi comme un amour contingent?

— Ça ne m'est pas arrivé à l'époque dont nous parlons.

— Est-ce que vous auriez aimé être contingent?

— Probablement pas. Ah non!

Dans Le Nouvel Observateur cette semaine, la première partie d'un très long entretien de Sartre avec Catherine Chaine.

LE NOUVEL
observateur
En vente dès aujourd'hui.

POLITIQUE

MM. Barre et Chirac

Déramatisation, désescalade, décripation en somme, ont marqué la journée du dimanche 30 janvier après la progression de la tension que chaque jour de la semaine écoulée avait connue.

Ce soir, cette volonté, semblent désormais partagés par les amis R.P.R. de M. Chirac et par le premier ministre, M. Raymond Barre. Ce dernier, qui participait dimanche soir au « Club de la presse » d'Europe 1, avait demandé qu'exceptionnellement l'émission ne fût pas enregistrée le vendredi comme d'habitude, mais qu'elle eût lieu en direct. M. Barre voulait, en effet, savoir ce que dirait M. Chirac, à Marseille, vendredi soir (« le Monde » daté 30-31 janvier) et ce que déciderait dimanche le comité central du R.P.R. De ces deux événements dépendait, en effet, la définition de son comportement futur.

M. Jacques Chirac a recueilli du comité central de son mouvement une approbation totale et sans équivoque ni restriction. Mais surtout, il a reçu l'appui ouvert, public et proclamé des membres du gouvernement qui appartiennent au R.P.R. M. Jérôme Monod,

secrétaire général, a même pu affirmer que ceux des ministres qui pour des raisons diverses étaient absents — M. Bourges était en Bretagne, M. Bord en Alsace et M. Galley malade — n'avaient aucune raison de prendre une position différente des autres qui étaient présents et que tous apporteraient un soutien complet aux listes d'union dirigées par M. Chirac à Paris. M. Boulin et M. Guichard ont explicité clairement leur accord.

M. Olivier Guichard, s'exprimant au nom des huit membres du gouvernement appartenant au R.P.R., a déclaré sans ambages : « Il y aura des élections primaires à Paris comme en 1965 et en 1971. L'heure n'est plus aux regrets. Il faut que l'on apporte de part et d'autre de la modération dans la compétition. Il faut, d'autre part, que le gouvernement ne soit pas engagé dans la bataille. M. d'Ornano reste le candidat de son parti. Les ministres membres du R.P.R. soutiendront les listes animées par M. Jacques Chirac. »

Le président du R.P.R. dans une longue intervention, avait dénoncé ceux qui l'avaient critiqué en les comparant à « des

Le premier ministre : il n'y a ni crise des institutions ni crise de régime

M. Raymond Barre, hôte du Club de la presse d'Europe 1, dimanche 30 janvier, a notamment déclaré :

« Les péripéties électorales parisiennes ne doivent pas retenir exclusivement l'attention et ne doivent pas masquer certains faits essentiels. »

« Le premier fait est qu'à l'occasion des élections municipales la majorité est parvenue à une solution d'union, dans six cent vingt villes et communes de plus de neuf mille habitants sur huit cent dix. Ce fait prouve que la majorité n'a pu parvenir à cette solution d'union. Je crois donc que la situation à Paris ne doit pas faire oublier la situation dans l'ensemble de la France. Je signale que l'opposition, quant à elle, dans ces huit cent dix villes de plus de neuf mille habitants, n'a pu constituer que quatre cent quatre-vingt-neuf villes. »

« Le deuxième fait, c'est que la majorité parlementaire a été unie depuis le mois de septembre dernier dans son soutien au gouvernement et je n'ai pas entendu dire que le parti le plus important de la majorité ait décidé de cesser d'apporter son soutien au gouvernement ; c'est même le contraire, j'ai vu il y a quelques jours la présidence du groupe R.P.R. qui m'a dit combien le R.P.R. était décidé à soutenir mon action. »

« Troisième fait, M. Chirac lui-même ne cesse de souligner que son action s'inscrit dans le cadre de la majorité et qu'il est fidèle au président de la République et qu'il soutient l'action du premier ministre. »

« Dans ces conditions, je vois mal comment la situation à Paris, délicate, que je ne dénie pas, peut avoir comme conséquence d'entraîner un processus de crise des institutions et donc un processus de crise du régime. »

« Un tel processus ne pourrait avoir que des conséquences néfastes sur le bon fonctionnement des institutions de la V^e République. La première est l'autorité du président de la République, celle de la présidence de la République, celle de la présidence des institutions, la seconde est la loi. Or, je n'ai pas entendu dire que l'autorité du président de la République était mise en question, et je viens de vous préciser les raisons pour lesquelles je crois que la loi n'est pas remise en question. »

« J'ai exprimé mon inquiétude à M. Jacques Chirac et les lettres publiées le prouvent. Je l'ai fait parce que c'est l'interprétation que l'on peut donner de certaines initiatives et de certaines décisions qui ont été prises à l'occasion de la loi. Je ne veux pas enlever un processus que l'on ne réussit pas à contrôler ou à dominer, et qui pourrait aboutir à des conséquences néfastes. Je souhaite que l'on garde une sang-froid pour éviter de telles conséquences. »

« Revenant sur les étapes de la démission de M. d'Ornano, M. Barre a ajouté : »

« Le président de la République, soucieux que l'union se manifeste à Paris, m'a demandé de rechercher une solution. M. Chirac m'a fait savoir que sa décision était irrévocable. »

« Je constate donc que nous n'avons pas pu parvenir à la solution d'union que nous souhaitons. »

« Dans ces conditions, nous avons un candidat, M. Chirac ; M. d'Ornano se maintient et vous comprendrez qu'il ne m'est pas possible de le démissionner, de lui demander de se retirer pour la raison simple que ce ne serait pas convenable et pour la raison supplémentaire que cet homme n'a pas hésité à me dire qu'il était prêt à s'effacer si une solution d'union pouvait être trouvée. »

« Vous me parlez des ministres R.P.R. Ils sont venus m'entretenir de leur situation au sein de leur mouvement et au sein du gouvernement. Je leur ai exposé que les ministres, tous les ministres n'étaient pas les délégués de leur parti dans le gouvernement et que je veillerais, conformément aux instructions du président de la République, à ce que le gouvernement soit une unité. Pour le reste, ce sont des hommes, des hommes politiques qui appartiennent à un mouvement et il est bien de leur droit de soutenir le candidat de leur choix à condition que leur choix ne mette pas en question la cohésion et l'unité du gouvernement. »

« En effet, ce qui est important pour le gouvernement, c'est de conduire les affaires de la France et je ne laisserai pas, pour ma part, les affaires parisiennes compromettre de quelque façon que ce soit la politique de redressement que je fais dans ce pays. J'espère donc que, faisant preuve du sang-froid que j'ai voulu tout à l'heure, tous sauront adopter, au cours de la prière qui s'ouvrira, l'attitude de correction et de modération qui s'impose. »

« Je me suis efforcé, en tant que premier ministre et en raison des relations qui m'unissent aux autres, de faire passer, dans cette affaire, la mesure, mais je ne voudrais pas que cette modération et cette mesure puissent être interprétées comme de la faiblesse. »

« Je ne crois pas que la candidature de M. Jacques Chirac, dans la majorité, non pas parce que les intentions pourraient être mauvaises — je ne fais jamais de procès d'intention — mais parce que, si elle est acceptée, elle laissera à M. Chirac, l'interprétation que l'on en donne est celle d'un défi au président de la République ; ce n'est pas moi qui ai eu cette interprétation, il suffit de vous lire, messieurs, c'est vous qui le dites. »

« Dans tous les journaux ont paru des articles tout à fait significatifs. Je me souviens avoir lu dans le monde, sous la plume inimitable de M. Barre, un article qui affirmait que le président de

la République était défait, que le premier ministre avait essayé d'offrir, que le ministre d'Etat, garde des sceaux, était ridiculisé. »

Revenant sur l'élection de Paris, M. Barre déclare : « Je vous ai dit que les ministres R.P.R. étaient libres, en tant qu'individus, d'exprimer leur opinion, mais le sentiment de leur choix. Ce qui compte pour moi, c'est ce qu'ils font comme ministres de mon gouvernement, et si cet engagement était contraire à l'action qu'ils mènent dans le gouvernement, je serais amené à reconsidérer la question. Mais comme tel n'est pas le cas, pour quoi voulez-vous que je les prie de démissionner ? »

« N'oubliez pas que nous sommes sous la V^e République et que le gouvernement est indépendant de la pression des partis et que, par conséquent, les ministres qui y sont sont indépendants de la pression des partis. »

Enfin, interrogé sur lui-même, M. Barre répond : « Je le dis de moi ; je dois dire d'ailleurs que c'est assez gentil. Les journalistes, notamment les journalistes politiques, sont soucieux de me

voir prendre une attitude qu'ils nomment politique. Je dois vous dire aussi que j'ai été très touché, en allant dans le Centre, par une pancarte sur laquelle il y avait simplement ceci : « Babarre, il y en a marre ! » Alors, je me suis dit : du moment qu'on m'appelle Babarre, c'est que vraiment il y a quelque chose qui passe, n'est-ce pas ? Dans le cas contraire, on ne m'aurait pas donné ce surnom. »

M. PONIATOWSKI
EST « TRISTE ET PRÉOCCUPÉ »

M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat, président du conseil exécutif des républicains indépendants, a affirmé samedi 29 janvier devant les clubs R.P.R. à Paris : « Les problèmes politiques qui se posent sont généraux et graves. Je tiens à dire ma tristesse et ma préoccupation. En refusant de s'entendre avec le premier ministre sur une candidature d'union, en refusant de considérer comme « graves et impérieuses » les raisons touchant à l'unité du pays, au respect des institutions, à l'unité de la majorité et à la défense de la moralité, M. Chirac a pris une responsabilité. J'espère que, dans les formations politiques auxquelles nous appartenons, nous n'aurons pas un jour à regretter son acte de division. »

M. Poniatowski a aussi dénoncé « ceux qui opposent légitimité et légalité », ceux qui opposent la majorité électorale et la majorité parlementaire ; ceux qui posent les voix au lieu de les compter ; ceux qui, au lieu de leur convenance, que la majorité parlementaire a cessé d'être la majorité, et tous ceux qui font courir au pays le risque d'une aventure autoritaire ou totalitaire. »

Le ministre d'Etat a ajouté : « Les habitudes communistes nous reprocheront de relancer les « slogans » de l'anticommunisme. Mais il existe pas d'anticommunisme primaire ou secondaire. Il existe seulement un anticommunisme nécessaire. »

M. D'ORNANO : la division n'est pas de mon fait.

M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la recherche, a déclaré samedi 9 janvier à Nice :

« J'ai toujours souhaité l'union de la majorité. Si division il y a, elle n'est pas de mon fait. Il est incontestable que la candidature de M. Jacques Chirac divise la majorité. »

Comme on lui demandait s'il estimait que les chances de la majorité se trouvaient compromises à Paris, M. d'Ornano a répondu : « Paris avait donné 57 % de voix à M. Giscard d'Estaing au deuxième tour des présidentielles. Paris compte vingt-quatre députés de la majorité sur trente et un, et les deux tiers des conseillers municipaux appartiennent à la majorité. Mais, en discutant la candidature de M. Chirac, rend plus difficile notre combat, notamment pour la répartition des voix au deuxième tour. »

M. Jacques Dominati, secrétaire général de la Fédération nationale des républicains indépendants, a déclaré samedi 29 janvier à Lille, où il inaugure le nouveau siège départemental de son parti : « En se portant candidat à la mairie de Paris, M. Jacques Chirac a lancé un défi au premier ministre mais aussi au président de la République. Il ne s'agit plus d'une bataille municipale mais d'une brisure de la majorité, pour la plus grande joie de l'opposition. L'intérêt national passe par le soutien au président de la République. »

Sections municipales

Horcent de

Horcent de... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image et de l'angle de la prise de vue.)

Motion de

Motion de... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image et de l'angle de la prise de vue.)

Motion de

Motion de... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image et de l'angle de la prise de vue.)

Motion de

Motion de... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image et de l'angle de la prise de vue.)

Motion de

Motion de... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image et de l'angle de la prise de vue.)

Motion de

Motion de... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image et de l'angle de la prise de vue.)

Motion de

Motion de... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image et de l'angle de la prise de vue.)

هكذا من الأصل

papillons sous un abat-jour », avait retracé l'histoire des relations entre les

passions sous un «bat-jour», avait retracé l'histoire des relations entre le mouvement gaulliste et le chef de l'Etat depuis l'élection présidentielle de 1974. Rappelant comme il l'a déjà fait plusieurs fois — qu'il n'avait pas «apporté l'U.D.R. sur un plateau pour qu'on lui tord le cou», il a dénoncé l'intention des giscardiens de mener contre les gaullistes à Paris une opération de «détaxation», précisant toutefois que le mouvement gaulliste de la République n'était pas le gouvernement et que M. Chirac a demandé que le gouvernement et son chef observent une stricte neutralité dans la «primaire» parliemanna. Parmi les nombreux orateurs qui sont intervenus, dont M. Labbé, président du groupe parlementaire, beaucoup ont critiqué le comportement du chef de l'Etat et de ses principaux ministres — dont M. Poniatowski, — tout en épargnant M. Barre. M. Robert Boulin, ministre chargé des relations avec le Parlement, a précédé sa position favorable à M. Chirac, dans un texte qu'il a distribué, par une déclaration au comité central. M. Guichard s'était fait l'avocat de l'apaisement auprès de M. Barre, et ce dernier avait obtenu

du président de la République qu'il empêche M. Poniatowski de faire pendant le week-end des déclarations qui pourraient irriter le R.P.R. Les ministres ne peuvent pas se contenter de dire aux journalistes qu'ils ont été victimes d'un attentat. Les ministres qui ont participé à la conférence ont une offre d'amnistie sous condition de réciprocité. Mais cela implique également que soient officiellement oubliées de la part de M. M. Giscard d'Estaing, Barre, Poniatowski, Lecanuet et autres, les raisons qui leur avaient fait condamner depuis le 15 janvier la candidature de Valéry Giscard d'Estaing. C'est un recul d'apparat pas trop comme un reniement ou une humiliation infligée au chef de l'Etat.

C'est donc à préserver les formes que M. Barre s'est employé, après avoir noté qu'«aucun acte de désobéissance ou agression n'avait été commis» par les journalistes du R.P.R. Tout au long de ses réponses dans l'émission d'Europe 1, le premier ministre s'est comporté comme un chauffeur précautionneux qui voudrait effectuer une marche arrière sans que ses passagers s'en aperçoivent.

S'efforçant — avec une bonne foi légale — de ne pas paraître embarrassé, malinçant la

gravité des divergences, M. Barre a voulu réduire les élections parlementaires à une « période ». Il s'est surtout attaché au fait que le R.P.R. proclamait sa fidélité à la majorité au sein du « République » et qu'il était le plan de lutte contre l'inflation et que ses ministres continuaient d'exercer loyalement leurs responsabilités gouvernementales, comme si tout cela constituait autant d'éléments nouveaux, alors que M. Chirac et ses amis ont toujours proclamé leur fidélité à ces principes. Sur le fait qu'il craignait surtout l'« interprétation » qui était donnée de l'initiative de M. Chirac, plutôt que cette initiative elle-même. Mais dans l'analyse sémantique et grammaticale des termes des lettres qu'il a adressées à M. Barre, on ne peut pas dire que le ministre presse une part de responsabilité, le premier ministre n'a été ni très clair ni très convaincant.

Reconnaissant qu'il ne serait pas « convenable » de « désavouer M. d'Ornano », M. Barre a été contraint d'admettre qu'il n'avait pas pu prendre une solution « définitive » laissant les ministres R.P.R. libres de soutenir

les candidats de leur choix, il a seulement souhaité que ceux-là et les autres observent une attitude de correction et de modération...
Néanmoins, y a-t-il eu beaucoup de ces incidents ? demandant d'être laissé le chef de l'Etat hors de la mêlée - M. Barre a eu quelque sorte voulu mettre entre parenthèses l'échange de lettres qu'il a eu avec M. Chirac et même la demande impérative de retrait que M. Giscard d'Estaing avait adressée au président du R.P.R. Sorti vainqueur de cette épreuve de la tribune, M. Barre a été aussitôt contesté, le R.P.R. sort d'un comité central dilaté, rajouté et féminisé, va lancer dans le pays une vaste campagne d'information et de recrutement ainsi qu'une souscription nationale, avant le renouvellement de ses instances nationales, le 15 mai. Le R.P.R. va aussi, par exemple, mal. S.M. d'Ornano a commencé ce lundi matin sa campagne parisienne. M. Chirac la lancera mardi 1^{er} février, en raison de l'inauguration du centre Georges-Pompidou.
Plus que l'installation dans l'armistice, c'est l'organisation de la paix armée qui commande.
ANDRÉ PASSERON.

LA MOTION DU COMITÉ CENTRAL DU R.P.R. : pour que triomphe la cause de la liberté.

M. Jacques Chirac, dans une interview au *Journal du dimanche* du 30 janvier, a déclaré :

« Il n'est pas sérieux de dire que je veux en cause l'équilibre économique national. Il n'est pas sérieux de prétendre que nous mettons en cause les institutions. Il n'est pas sérieux de nous reprocher des prétex-tes. Comme je n'en ai pas, j'en entends d'autres, ah bien, je nous dis clairement que maintenant je ne suis pas président de la République, que je m'occupe de la querelle personnelle et que je ne suis pas prêt à me soumettre aux exigences, non pas du président de la République, que j'aime et que j'estime, mais aux exigences d'un petit clan qui essaie d'éliminer ceux qui nous font confiance et que je représente. Je ne suis pas président, mais j'ai traité par moi-même, sans mandat, je n'ai participé à aucune agression. J'ai reçu beaucoup de coups, mais je n'en ai donné aucun. Ne comptez pas sur moi pour la poursuite de la démission, la provocation qui m'est tendue par ceux qui s'imaginaient pouvoir faire une petite opération de théâtre sur l'escalier de Villa de France. »

La motion adoptée à l'unanimité par le comité central du R.P.R. est ainsi rédigée : « Le comité central élargi en application des statuts adoptés le 3 décembre 1971, conformément à l'esprit d'ouverture qui anime le Rassemblement, a examiné la situation politique. Constatant que la situation internationale et nationale créée par Jacques Chirac le 5 décembre à Paris a suscité une immense courante d'adhésions provenant de citoyens appartenant à toutes les classes sociales et à toutes les familles politiques ; il considère que le mouvement populaire est la volonté d'union des Français et décide de proposer au Rassemblement, qu'il attise leur détermination de s'exposer avec résolution au péril que représenterait la mainmise étrangère sur le pays. Le comité central approuve la candidature de Jacques Chirac aux élections municipales à Paris, qu'il juge la meilleure contribution au regain de l'union et de la défense

[illegible]

• **DEFFERRE** : un bilan
sastreux.

Gaston Defferre, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a souhaité, samedi 29 janvier à Paris, que tous ceux qui prétendent occulter la matrice de Marseille fassent de façon aussi démocratique qu'il l'a fait, le maire socialiste répondra, ainsi qu'il l'a fait, à ses adversaires. Il a eu, en interview, un quotidien régional en France, « le Midi », contre l'homme qui a mal basé sur la ville de Marseille (28 janvier). Il a dit : « Les électeurs m'ont redonné confiance en un nombre de fois. Ils m'ont fait, sans doute, bien d'aller à Marseille jusqu'à maintenant, à la satisfaction des habitants, puisqu'ils m'ont tou-

rendra responsable à ses propres amis ?

Au cours de son entretien avec les journalistes, M. Mitterrand a également déclaré : « Je pense que Jacques Chirac doit estimer que la gauche a été la grande gagnante de 1978 que la gauche a déstabilisé l'empire, puisqu'il présume que les socialistes seraient à la tête du gouvernement. Mais comment pourrait-il imaginer le renversement de la gauche l'empire ? Comment le président de la République pourrait-il faire un tremblement qui s'appellerait l'été des élections ? C'est en tout cas l'hypothèse dans laquelle se place M. Chirac. »

En ce qui concerne l'analyse des divisions de la majorité à l'Assemblée nationale, M. Chirac a estimé qu'il n'y avait pas de différence profonde avec le parti communiste : « Le parti communiste connaît le parti socialiste, il connaît les intérêts de l'État qui Jacques Chirac défendait les intérêts de la société consensuelle. » Mais il a ajouté : « Il ne faut pas négliger les intérêts de la classe moyenne, les intérêts d'intérêt, des intérêts à clan, de personnes à personnes, et d'ambition à ambition. »

Ce sont des faits qui seront dan-

Le Journal du dimanche a daté du 30 janvier 1977, publie un sondage de popularité des personnalités politiques, réalisé par l'IFOP entre le 18 et le 24 janvier, et qui place en tête de liste M. de Gaulle, 47 % d'opinions positives et 15 % d'opinions négatives), suivie de Mme Françoise Gilman (51 % et 23 %) et de M. François Mitterrand (50 % et 25 %).

En deuxième position, le China recueille 45 % d'opinions positives et 42 % d'opinions négatives au lieu de 57 % et 32 % à la fin de novembre et il prend ainsi le premier rang, devant les Etats-Unis, troisième, avec le même pourcentage d'opinions positives et négatives (34 %). Dans une interview accordée à l'«*Evening Standard*», le 28 janvier, M. de Gaulle dans le même journal le président de l'U.R. dément ces chiffres et déclare : «*Un sondage, et je suis très sûr d'être d'accord, vous savez, qu'ils n'ont été favorables ou défavorables, j'ai toujours tenu les plus expresses réserves sur les sondages.*»

Le sondage auquel vous faites référence est un sondage national qui n'a rien à voir avec la situation politique de l'opinion parisiennne. Je dirai qu'il est normal, naturel, que les provinciaux soient impressionnés par ce qui se passe à Paris, mais il est étonnant que Parisienne ne se manifestent par un petit clan qui

considérer que Paris était, en quelque sorte, son domaine réservé.

« Je ne vais pas me battre sur quelques points. Je trouve ça naturel et normal. Lorsque l'on prend une position ferme, lorsque l'on est sûr de son bon sens, on ne se laisse pas influencer par l'opinion publique n'a pas encore compris ou ressent exactement quelles sont les différences données d'un phénomène politique.

L'hebdomadaire « le Point » a déjà, en 1978, publié les résultats d'un autre sondage IFOP réalisé le 26 janvier et dont les principales données sont les suivantes :

— Au premier tour des élections municipales de Paris, les électeurs se prononceraient de la manière suivante : 30 % pour la liste de droite de la gauche, 24, 26 % pour les listes de M. d'Ornano, le reste des suffrages allant aux écologistes (7 %), à M. Robert (9 %) et à M. de Gaulle (1 %).

— 52 % des personnes interrogées estiment qu'en se présentant à la mairie de Paris M. Chirac a « lavé un défilé au président de la République » ; 34 % pense qu'il a « agi avec égard » ; 14 % pour lutter contre l'union de la gauche.

Depuis quinze mois, la société qui construit les centrales atomiques françaises a prévenu le gouvernement : ces centrales sont dangereuses.

Le gouvernement a volontairement ignoré ce rapport. Pourquoi? Le Nouvel Observateur vous donne les éléments pour juger.

LES GRANDS PATRONS ET LA SANTE

Les grands patrons, ces intouchables, ces demi-dieux, porteurs de tous les savoirs et de tous les pouvoirs, voient que, dans *Le Nouvel Observateur*, ils parlent à cœur ouvert. Et ce n'est pas du tout le discours que vous pouvez croire. La médecine comme science ? Ils sont les premiers à en douter.

Sur le rôle de l'argent dans la santé, sur l'inhumanité des hôpitaux, sur l'avortement, sur l'euthanasie, sur les manipulations génétiques, ils ne sont pas souvent d'accord entre eux.

Mais devant la souffrance et la mort, ils sont comme chacun de nous : ils ne savent pas mieux.

LE NOUVEL observateur

**Au sommaire de ce même numéro, Sartre et les femmes.
En vente dès aujourd'hui.**

M. Boulin : j'apporte mon soutien

M. Robert Boulin, ministre chargé des relations avec le Parlement, a lu devant le comité central la déclaration suivante :

Un des principes fondamentaux du gaullisme à caractère institutionnel, est que le gouvernement tient sa légitimité du chef de l'Etat.

Les ministres, de ce fait, ne sauraient appartenir aux deux législatifs ou les représentants de telle ou telle formation politique au sein du gouvernement auquel ils appartiennent, comme c'est le cas pour les Républiques antérieures.

Cela n'est pas exclusif du fait que l'un d'eux peut, sur la proposition d'un ministre, avoir une formation politique et y militer, mais il ne saurait y avoir confusion des genres.

L'affaire de la mairie de Paris ne peut être un conflit avec le président de la République, au-dessus de ces contingences, soulevées de l'intérêt, général ou particulier, d'une communauté nationale. Elle doit être l'occasion d'une action ardente de chaque formation pour assurer la victoire de l'union des accords nécessaires au cas de second tour, pour assurer la défaite des socialistes communistes. Toute autre attitude trahirait l'action parlementaire et la division.

De ce fait, membre d'un gouvernement uni et solidaire, tout orienté, dans mes fonctions, vers la cohérence et l'unité de la majorité parlementaire, je ne saurais pas, en tant que député, apporter

légitimement par chaque ministre au candidat de la formation politique à laquelle il appartient, comme je le fais en apportant mon soutien à Jacques Chirac, ne soit pas l'occasion de la moindre agression à l'égard des autres.

C'est à ce prix que seront préservées l'unité majoritaire parlementaire et la poursuite de son soutien actif à l'action gouvernementale.

NORD : des gaullistes d'opposition figureront sur plusieurs listes d'union de la gauche.

(De notre correspondant.)

Lille. — Les « gauchistes d'opposition » ont annoncé, samedi 29 janvier, à l'issue d'une réunion qui s'est tenue dans la banlieue lilloise, à Courcay-en-Bacquet la tenue d'une « coordination nationale pour aider dans toute la France les candidats gauchistes d'opposition sur les listes de gauche dans le sens d'une normalisation des listes ».

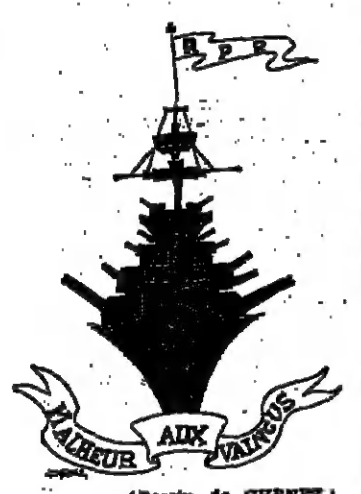
Sept personnalités participent à cette réunion : MM. Antoine Sanguinetti, vice-amiral d'escadre ; Léo Hamon, ancien ministre, président du club d'initiative républicaine et socialiste communiste ; Gaëlle de Saint-Paul, député de la Seine ; Jean Debré-Bridel, coprésident du Front progressiste ; Gilles Baquemet, membre du bureau national de l'U.J.P. Il ont été reçus par MM. Pierre Mauroy, P.S., maire de Lille ; Gustave Ansart, secrétaire de la fédération du P.C. du Nord ; et Claude Cassasson, coprésident du Front progressiste, des réseaux de gauche.

Des gauchistes d'opposition seront présents sur plusieurs listes d'union de la gauche dans la région du Nord, mais sans doute pas à Lille, où il avait été question de la participation de M. Robert Menu (ancien député U.D.R.).

Celui-ci se réclame de la Fédération des républicains et a déclaré qu'il ne participait pas à la réunion de Lille.

NANCY : M. Hurief annonce son retrait.

(De notre correspondant.)
Nancy. — M. Claude Hurlet, républicain indépendant, conseiller général, qui avait annoncé, mardi 18 janvier, sa candidature (le Monde du 21 janvier), a indiqué, dimanche soir 30 janvier, qu'il se retire au profit de M. Claude Coulais (R.I.), secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Industrie



(Dents de CHASSE.)

M. Jean-Pierre Chevènement, le P.S. et l'eurocommunisme

M. Jean-Pierre Chevènement, député de Belfort, le chef de file du Centre d'études, de recherches et d'éducation socialistes (CERES), structure qui regroupe la minorité du parti socialiste. Lui-même et ses amis ont participé activement à la création en juin 1971

du nouveau P.S. M. Chabanais a été au sein du mouvement national du même parti jusqu'en février 1975. A ce titre, il a été l'un des négociateurs du programme commun, programme dont le CERES défendait avec fougue le principe dans le cadre du P.S.

Associé de près au processus d'union de la gauche, M. Jean-Pierre Chevènement est ainsi un observateur privilégié de l'évolution du mouvement communiste en Europe occidentale, et plus particulièrement en France. Nous avons retenu dans l'ouvrage intitulé « Les

socialistes, les communistes ■ les autres ■
 par Jean-Pierre Chevènement ■ paraître
 par ■ Aubier-Montaigne ■ pages,
 42 francs) le chapitre qu'il consacre ■ « la
 question de l'eurocommunisme ».

Bien au-delà des partis communistes, c'est le mouvement tout entier qui reste imprégné, même inconsciemment, par ces orientations stratégiques et plus encore par les mêmes politiques définies par Lénine et Staline, même de la révolution d'Octobre et que Staline ensuite a formalisées en doctrine. Le stalinisme est donc devenu peu à peu un véritable dogme. Mais, en réalité, n'y a-t-il qu'un stalinisme ou plusieurs, constitués au fil du temps, par le même si ce n'est souvent tranchant, l'usage que de W. Ilitch ne semblait guère, sur le moment, laisser place à la contradiction ? Sur l'organisation du parti, par exemple, il y a eu plusieurs reprises : sécularisation, ramification alternée, décentralisation, centralisme... Dans le parti bolchevique il y a même eu deux tentatives pour l'année 1921. Et que dire de l'Etat ? Des syndicats ? De la révolution ? La conception de la révolution comme rupture en son maillon le plus faible, la révolution d'Octobre, est une intuition remarquable, mais Lénine se garde d'en faire l'axe historique du développement de l'humanité, le monde à Lénine parle de la révolution à venir « et de l' » « à l'arrière », mais c'est pour ajouter aussitôt après qu'une révolution est la conséquence de l'expérience de l'Union soviétique, il parle aussi de la corruption par l'imperialisme de l'aristocratie ouvrière en Europe, mais il ne généralise pas, il ne fait pas de la classe ouvrière l'axe de la révolution, pas au pourrisseur de l'histoire. Lénine s'allie avec qui il peut, et quand il est seul avec qui il le peut, mais il ne se laisse pas aller à bâtir la théorie du parti unique. Bref, dans les années qui suivent la mort de Lénine, Staline formalise une théorie du stalinisme, qui est le premier des stalinismes, les solutions souvent contradictoires que Lénine, admirable ingénieur de l'histoire et connaisseur du terrain, a adoptées sont contraintes d'être d'art.

[illegible][illegible]

tion du « phé-
notypisme » par Ellenstein
et la « déposition des fa-
blettes des Espagnols.
Ces derniers
« l'Etat au détriment
des principaux
« Une telle
« la situation ou la sup-
« démocratie socia-
« ce qui concerne
« questions fondamenta-
« (s) fait que le
« la classe ou-
« ses réduisant,
« tendes à des
« (3).

« Une est le
« la friction avec
« on discerne aisé-
« cause « la per-
« sistance, du
« tous les dégu-
« rôle de « évan-
« tisme, la « cor-
« corollaire « é-
« tentation de
« se : à encore
« qu'ainsi que est le
« (4) (5) (6) (7)
« (parfois de voir
« (pas « protestan-
« tismes régionaux.
« Espagnols, au
« (8) (9) (10) (11)
« certaine décentra-
« sation unitaire a.
« so Berlinguer a
« l'avis : « nées :
« (12) (13) (14) (15)
« partis particu-
« à adapter les
« la doctrine
« l'Europe, action
« l'histoire pays et
« de tous nous
« tout libé-
« risme, « mar-
« xiste et
« (sans débat, avec
« les. Mais l'auto-
« ritaire et la
« (16) (17) (18) (19)
« (20) (21) (22) (23)
« (24) (25) (26) (27)
« (28) (29) (30) (31)
« (32) (33) (34) (35)
« (36) (37) (38) (39)
« (40) (41) (42) (43)
« (44) (45) (46) (47)
« (48) (49) (50) (51)
« (52) (53) (54) (55)
« (56) (57) (58) (59)
« (60) (61) (62) (63)
« (64) (65) (66) (67)
« (68) (69) (70) (71)
« (72) (73) (74) (75)
« (76) (77) (78) (79)
« (80) (81) (82) (83)
« (84) (85) (86) (87)
« (88) (89) (90) (91)
« (92) (93) (94) (95)
« (96) (97) (98) (99)
« (100) (101) (102) (103)
« (104) (105) (106) (107)
« (108) (109) (110) (111)
« (112) (113) (114) (115)
« (116) (117) (118) (119)
« (120) (121) (122) (123)
« (124) (125) (126) (127)
« (128) (129) (130) (131)
« (132) (133) (134) (135)
« (136) (137) (138) (139)
« (140) (141) (142) (143)
« (144) (145) (146) (147)
« (148) (149) (150) (151)
« (152) (153) (154) (155)
« (156) (157) (158) (159)
« (160) (161) (162) (163)
« (164) (165) (166) (167)
« (168) (169) (170) (171)
« (172) (173) (174) (175)
« (176) (177) (178) (179)
« (180) (181) (182) (183)
« (184) (185) (186) (187)
« (188) (189) (190) (191)
« (192) (193) (194) (195)
« (196) (197) (198) (199)
« (200) (201) (202) (203)
« (204) (205) (206) (207)
« (208) (209) (210) (211)
« (212) (213) (214) (215)
« (216) (217) (218) (219)
« (220) (221) (222) (223)
« (224) (225) (226) (227)
« (228) (229) (230) (231)
« (232) (233) (234) (235)
« (236) (237) (238) (239)
« (240) (241) (242) (243)
« (244) (245) (246) (247)
« (248) (249) (250) (251)
« (252) (253) (254) (255)
« (256) (257) (258) (259)
« (260) (261) (262) (263)
« (264) (265) (266) (267)
« (268) (269) (270) (271)
« (272) (273) (274) (275)
« (276) (277) (278) (279)
« (280) (281) (282) (283)
« (284) (285) (286) (287)
« (288) (289) (290) (291)
« (292) (293) (294) (295)
« (296) (297) (298) (299)
« (300) (301) (302) (303)
« (304) (305) (306) (307)
« (308) (309) (310) (311)
« (312) (313) (314) (315)
« (316) (317) (318) (319)
« (320) (321) (322) (323)
« (324) (325) (326) (327)
« (328) (329) (330) (331)
« (332) (333) (334) (335)
« (336) (337) (338) (339)
« (340) (341) (342) (343)
« (344) (345) (346) (347)
« (348) (349) (350) (351)
« (352) (353) (354) (355)
« (356) (357) (358) (359)
« (360) (361) (362) (363)
« (364) (365) (366) (367)
« (368) (369) (370) (371)
« (372) (373) (374) (375)
« (376) (377) (378) (379)
« (380) (381) (382) (383)
« (384) (385) (386) (387)
« (388) (389) (390) (391)
« (392) (393) (394) (395)
« (396) (397) (398) (399)
« (400) (401) (402) (403)
« (404) (405) (406) (407)
« (408) (409) (410) (411)
« (412) (413) (414) (415)
« (416) (417) (418) (419)
« (420) (421) (422) (423)
« (424) (425) (426) (427)
« (428) (429) (430) (431)
« (432) (433) (434) (435)
« (436) (437) (438) (439)
« (440) (441) (442) (443)
« (444) (445) (446) (447)
« (448) (449) (450) (451)
« (452) (453) (454) (455)
« (456) (457) (458) (459)
« (460) (461) (462) (463)
« (464) (465) (466) (467)
« (468) (469) (470) (471)
« (472) (473) (474) (475)
« (476) (477) (478) (479)
« (480) (481) (482) (483)
« (484) (485) (486) (487)
« (488) (489) (490) (491)
« (492) (493) (494) (495)
« (496) (497) (498) (499)
« (500) (501) (502) (503)
« (504) (505) (506) (507)
« (508) (509) (510) (511)
« (512) (513) (514) (515)
« (516) (517) (518) (519)
« (520) (521) (522) (523)
« (524) (525) (526) (527)
« (528) (529) (530) (531)
« (532) (533) (534) (535)
« (536) (537) (538) (539)
« (540) (541) (542) (543)
« (544) (545) (546) (547)
« (548) (549) (550) (551)
« (552) (553) (554) (555)
« (556) (557) (558) (559)
« (560) (561) (562) (563)
« (564) (565) (566) (567)
« (568) (569) (570) (571)
« (572) (573) (574) (575)
« (576) (577) (578) (579)
« (580) (581) (582) (583)
« (584) (585) (586) (587)
« (588) (589) (590) (591)
« (592) (593) (594) (595)
« (596) (597) (598) (599)
« (600) (601) (602) (603)
« (604) (605) (606) (607)
« (608) (609) (610) (611)
« (612) (613) (614) (615)
« (616) (617) (618) (619)
« (620) (621) (622) (623)
« (624) (625) (626) (627)
« (628) (629) (630) (631)
« (632) (633) (634) (635)
« (636) (637) (638) (639)
« (640) (641) (642) (643)
« (644) (645) (646) (647)
« (648) (649) (650) (651)
« (652) (653) (654) (655)
« (656) (657) (658) (659)
« (660) (661) (662) (663)
« (66

La dialectique de l'unité

La remise en cause simultanée de la problématique des télécommunications en fait le premier et des vieux schémas de la social-démocratie mais que l'appelle à l'ordre de l'unité. Ce n'est pas un dialogue étiré. C'est un processus réel et complet douloureux.

Le dialogue de l'unité entre le P.C. et le P.S. développe en France de plus en plus :
- approfondissement de la crise interne de la société française et plus généralement capitaliste,
- la prise en compte de la crise existentielle de la société soviétique.

de l'Union soviétique
administratives et
de la doctrine le
véritablement payé
porté entre pays
passage au social
occidentale aux
la diplomatie so-
sisme d'indépén-
L'avis
telle vis-à-vis
peut manquer de
à la fois et à
et son avenir

plus chaud de l'affaire portugaise, constitue ainsi un rappel à l'ordre à l'égard de ceux qui ont les yeux du litige et du lit de la Seine, de la mer du Nord, de l'Atlantique, des Balkans et des stratégies d'union et consanguines, insérées dans le sens modèle qui ait d'ailleurs, dans le monde, le point de la révolution russe et qui ne résout pas.

Il serait facile, en effet, de montrer les différences existant entre la situation de la Russie au début du siècle et celle de la France ou de l'Italie en 1975 : la France une bourgeoisie faible, la colonie entre les masses rurales, le capital étranger et l'aristocratie.

Barth Krouwel (1958) (...) Sur la voie du polytechnisme, le P.C.I. de Togliatti puis de Berlinguer s'agitaient les premiers, à l'initiative de la conférence du P.C. espagnol, et enfin tardivement imités par le P.C.F.

Les contentieux porte sur trois points : la démocratie socialiste, l'internationalisme et la coordination entre les divers points, le P.C. français fut longtemps le plus timide. Réarmement sa solidarité dans le combat contre l'autoritarisme, il se garde contre les mesures répressives et les facilités de l'autorité et de la réaction (2). Ses

pas indépendamment de l'autre.

(1) Georges Marchais au comité central du 31 mars 1976.

(2) Georges Marchais au comité central du 31 mars 1976.

(3) Manifeste-programme du P.G.E., in Soc. Portail, p. 200.

(4) Comité central du 31 mars 1976.

(5) S. Berlinguer, intervenant au supplément Europe du Monde, 3 février 1976.

sives » et « les facilités de l'autorité et de la répression (2) ». Ses

diagnostics sont à la mesure d'un diagnostic relativement favorable sur la situation en U.R.S.S. et sur la nature du phénomène stationnaire : les excès enregistrés sont considérés comme de faibles survivances, imputables aux conditions particulières du développement du socialisme en U.R.S.S. et au retard des superstructures sur la base matérielle.

Montréal et Toronto. En français.

Un vol direct quotidien de Paris
à Montréal en 747, en collaboration avec
Air France.

Et, dans les mêmes conditions,
Toronto 5 jours par semaine.

C'est ce que vous propose Air Canada, la seule compagnie à desservir autant de villes ■ Canada ■ aux Etats-Unis: 41 exactement.

Et en exclusivité, le service Western Arrow vers l'Ouest du Canada (Winnipeg, Edmonton, Calgary, Vancouver) via Londres avec correspondance entre Paris et Londres.

Tous les vols Air Canada assurent le transport de votre fret.

Nous serions tellement contents de vous accueillir.



Jelliv & Mather

AIR CANADA

Paris-9^e: 24, bd des Capucines-Tél. 273.84.00
Lyon-2^e: 63, rue du Pt E. Herriot-Tél. 42.43.17

● Ils sont 85 000 jeunes Algériens Français perdus entre deux cultures. Partout étrangers, ils sont de nulle part... « Les enfants d'Algérie », cette semaine dans Politique-Hebdo

politique
en vente aujourd'hui.

**POUR CEUX QUI ONT CHOISI
DE NE PLUS ETRE CHAUVES.**

Etre chance n'est vraiment plus un problème :
vous choisissez la solution qui vous permet
de vivre en toute liberté. Bridgetop.

Bridgetop n'est ni un produit, ni une technologie.
C'est simplement un bridge capillaire installé de
manière à la main en cheveux naturels de première
qualité et de même texture et couleur que les vôtres.
Bridgetop s'inspire pour ses fabriques des
principes mêmes de la haute couture. Le grand
principe du montage de Bridgetop vous offre une
sécurité absolue : vous pouvez dormir, marcher, plonger
sans laisser les cheveux à votre conscience.

Garnissez 1 an. Hommes et femmes.

Nous accueillez les professionnels et tous ceux qui
téléphoneront pour prendre rendez-vous.

PARIS, 155 St. Charles Highway
 (714) 225-3949
 AD-EN-TROUVANCE \$9.99
 IL: (971) 243.701
 AGENTS \$49.00
 IL: (415) 84-5700
 CLERK MONT-FD \$1000
 IL: (724) 81.23.34
 LINDO \$2000
 IL: (401) 115-56.63
 LIMOGES \$7000
 IL: (58) 21.45.37
 MARSEILLE BOOM
 IL: (415) 22-22.22
 MONTPELLIER \$6000
 TEL: (67) 72.81.56
 NANTES \$4000
 IL: (407) 71.94.33
 NICE \$6000
 IL: (415) 22-22.22
 RENNES \$5000
 IL: (62) 30.16.86
 TOULON \$8000
 TEL: (94) 82.13.69
 CLAIRS \$7000
 IL: (67) 20.32.60

Tous les jours de 17h à 20h
Samedi de 9h à 13h

INSTITUT CAPILLAIRE BRIDGE CAP
Les cheveux sont faits pour rester sur la tête.

SPORTS

Congrès L'U.S.I.S.F. accentue sa lutte contre les non-professionnels

Conscient des difficultés de l'emploi, qui n'épargne ni les journalistes sportifs ni les journalistes de l'Union (U.S.I.S.F.), qui tentent de lutter contre les non-professionnels, s'appuyant sur la loi et sur les conventions collectives, l'Union a décidé de mener son action jusqu'au bout devant les tribunaux.

« Indépendamment de l'aide que l'U.S.I.S.F. peut apporter aux journalistes professionnels, elle a le devoir de lutter, par tous les moyens, y compris judiciaires, contre l'utilisation par les éditeurs de non-professionnels remplaçant les journalistes professionnels responsables. »

Le bureau du comité directeur de l'U.S.I.S.F. a réuni, dans sa séance du 24 janvier, M. Maurice Vidal (Editions J.), comme premier secrétaire, M. Jacques Ferran (France-Presse) et M. Jacques Marchand.

Les prochains congrès de l'U.S.I.S.F. auront lieu à Strasbourg, en 1977, et à Tours, en 1978. — F. C.

Equitation Un nouveau président à la tête de la Fédération

M. Christian Legrez, cinquante-huit ans, qui a été élu samedi 27 janvier président de la Fédération française pour une durée de quatre ans, succède à M. Robert Martzoff, président sortant, qui ne s'est pas représenté.

Homme nouveau dans les sphères officielles, M. Christian Legrez, maître supérieur de l'enseignement, membre du conseil supérieur de l'équitation, est, de nature, cavalier et cœur et d'esprit. Sa compétence, son expérience, son dynamisme, son engagement, au début de décembre, au groupe de présidents de ligue qui ont désigné Jacques Legrez, leur ont valu de nombreuses adhésions.

« Les uns et les autres ont voulu que M. Legrez soit à la tête de la Fédération », dit-il. « C'est un homme qui a une expérience de la Fédération, qui a été élu président de la Fédération de l'équitation, qui a été élu président de la Fédération de l'équitation, qui a été élu président de la Fédération de l'équitation. »

mon organisation professionnelle peut me laisser le temps qu'il faut pour faire le nécessaire, puisque l'Union a une tâche à accomplir. — M. Legrez a été élu président de la Fédération de l'équitation, qui a été élu président de la Fédération de l'équitation, qui a été élu président de la Fédération de l'équitation.

Deux autres fédérations renouvelées également leurs dirigeants. A la Fédération d'aviation, c'est M. Charles Girard qui a été élu, tandis que M. Robert Martzoff, conseiller de l'Union, a été élu président de la Fédération de l'aviation, qui a été élu président de la Fédération de l'aviation.

« J'ai accepté ce mandat avec une expérience professionnelle », dit-il.

ESCRIME Les Allemands confirment leur victoire de Montréal

Harald Hein, Thomas Bach, Klaus Reichert et Behr avaient créé une belle surprise en obtenant, à Montréal, le premier titre olympique de l'équipe allemande pour la République fédérale d'Allemagne. Les trois premiers ont confirmé la valeur montante de l'équipe allemande de fleuret en obtenant, avec le Hongrois László Somodi, aux demi-finales du challenge Martini, disputés les 29 et 30 janvier, au stade Pierre-de-Coubertin, à Paris, et gagné par Harald Hein.

Déjà l'an dernier, seul Bernard Tait avait su venir à bout, en finale de ce même challenge, de ce petit Allemand trapé à l'air espiègle, champion du monde de la fleur du fleuret mondial. En l'absence des Soviétiques, de l'italien Fabio Dal Zotto, finaliste champion olympique, des Français Christian Noël et Daniel Revenu, qui ont remporté aux grandes compétitions internationales, et de Bernard Tait, grippé, il peut paraître logique qu'Harald Hein ait été désigné comme champion en étant le premier Allemand à inscrire son nom au palmarès de ce challenge en 1983.

Sabra en quart de finale

Première grande épreuve internationale depuis les derniers Jeux olympiques, ce challenge, organisé par des tireurs allemands et couru de compétition et même, le plus souvent, d'entraînement. Heureusement, le palmarès est à la hauteur de cette compétition, suivie, cette année encore, par plus de quatre mille spectateurs. La principale originalité de cette épreuve réside en effet dans sa forme particulière : les tireurs allemands ont été divisés en deux équipes, celle des seniors et celle des juniors. Si le caractère dramatique de chaque rencontre, où le perdant est éliminé sans recours, se trouve ainsi accentué, il procède également à éliminer la part de surprise des tradition-

SKI Le retour des anciens

Après une absence de dix ans, cette discipline depuis un an après dix succès consécutifs — y compris celui des Jeux olympiques — l'Allemand Frants Klammer a dû se contenter de la quatrième place dans la première des deux descentes de Morzine-Avoriaz, disputées le 30 janvier.

Dernier par ses victoires Joséf Winkler et Ernst Finkler, Frants Klammer a dû laisser la victoire au Suisse Bernhard Russi, champion du monde à Val Gardena en 1970 et champion olympique à Sapporo en 1972.

Barré ensuite par son compatriote Roland Colombo puis par Frants Klammer, Bernhard Russi, qui a aujourd'hui vingt-neuf ans, n'avait plus gagné de descente en Coupe du monde depuis le 3 février 1973, à Saint-Anton. Le retour au premier plan de cet « ancien » avait été complété la veille, à Megève, par la victoire de la doyenne des skieuses autrichiennes, Maria Kaserer, dans le slalom géant de Megève.

De notre envoyé spécial

Malgré la neige qui brouillait qui brouillait la vue, les skieurs ont pu profiter de la descente de Morzine-Avoriaz, disputée le 30 janvier à Megève, et un grand succès, pour les Français, comme la veille — l'Allemand Frants Klammer, qui a aujourd'hui vingt-neuf ans, n'avait plus gagné de descente en Coupe du monde depuis le 3 février 1973, à Saint-Anton. Le retour au premier plan de cet « ancien » avait été complété la veille, à Megève, par la victoire de la doyenne des skieuses autrichiennes, Maria Kaserer, dans le slalom géant de Megève.

Malgré la neige qui brouillait qui brouillait la vue, les skieurs ont pu profiter de la descente de Morzine-Avoriaz, disputée le 30 janvier à Megève, et un grand succès, pour les Français, comme la veille — l'Allemand Frants Klammer, qui a aujourd'hui vingt-neuf ans, n'avait plus gagné de descente en Coupe du monde depuis le 3 février 1973, à Saint-Anton. Le retour au premier plan de cet « ancien » avait été complété la veille, à Megève, par la victoire de la doyenne des skieuses autrichiennes, Maria Kaserer, dans le slalom géant de Megève.

LES RÉSULTATS

Basket-Ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIÈRE DIVISION

(vingtième journée)

Valenciennes c. Châlons.....	90-83
Caen c. Bagnolet.....	120-88
St-Est. Evry c. Berck.....	100-80
Le Mans c. Clermont.....	96-80
St-Est. Evry c. Berck.....	91-87
St-Est. Evry c. Berck.....	100-88
Antibes c. O.G.S. Lyon.....	86-80
Antibes c. O.G.S. Lyon.....	87-83
Orthes c. Tarascon.....	85-81
Classé avant — 1. Villaurban, 28 pts ; 2. Caen, 25 ; 3. Le Mans et Berck, 47 ; 5. Nice, 46 ; 6. Tours et Antibes, 44 ; 7. Orthes et Bagnolet, 42 ; 8. Clermont, 39 ; 9. St-Est. Evry, 38 ; 10. Châlons, 36 ; 11. O.G.S. Lyon, 33 ; 12. St-Est. Evry, 30 ; 13. Valenciennes, 28 ; 14. St-Est. Evry, 25 ; 15. Valenciennes, 23 ; 16. St-Est. Evry, 22 ; 17. Tarascon, 20 ; 18. Tarascon, 19 ;	

Cyclisme

24. St-Est. Evry, 22 ; 25. Valenciennes, 23 ; 26. St-Est. Evry, 22 ; 27. Tarascon, 20 ; 28. Tarascon, 19 ;
--

29. St-Est. Evry, 22 ; 30. Valenciennes, 23 ; 31. St-Est. Evry, 22 ; 32. Tarascon, 20 ; 33. Tarascon, 19 ;
--

34. St-Est. Evry, 22 ; 35. Valenciennes, 23 ; 36. St-Est. Evry, 22 ; 37. Tarascon, 20 ; 38. Tarascon, 19 ;
--

39. St-Est. Evry, 22 ; 40. Valenciennes, 23 ; 41. St-Est. Evry, 22 ; 42. Tarascon, 20 ; 43. Tarascon, 19 ;
--

17. Valenciennes et Troyes, 19 ; 18. Lille, 13 ; 19. Rennes, 12 ; 20. F.C. de Metz, 11 ; 21. F.C. de Rouen, 10 ; 22. F.C. de Nancy, 9 ; 23. F.C. de Strasbourg, 8 ; 24. F.C. de Caen, 7 ; 25. F.C. de Lille, 6 ; 26. F.C. de Valenciennes, 5 ; 27. F.C. de Troyes, 4 ; 28. F.C. de Metz, 3 ; 29. F.C. de Rennes, 2 ; 30. F.C. de Nancy, 1 ; 31. F.C. de Strasbourg, 0 ; 32. F.C. de Caen, 0 ; 33. F.C. de Lille, 0 ; 34. F.C. de Valenciennes, 0 ; 35. F.C. de Troyes, 0 ; 36. F.C. de Metz, 0 ; 37. F.C. de Rennes, 0 ; 38. F.C. de Nancy, 0 ; 39. F.C. de Strasbourg, 0 ; 40. F.C. de Caen, 0 ; 41. F.C. de Lille, 0 ; 42. F.C. de Valenciennes, 0 ; 43. F.C. de Troyes, 0 ; 44. F.C. de Metz, 0 ; 45. F.C. de Rennes, 0 ; 46. F.C. de Nancy, 0 ; 47. F.C. de Strasbourg, 0 ; 48. F.C. de Caen, 0 ; 49. F.C. de Lille, 0 ; 50. F.C. de Valenciennes, 0 ; 51. F.C. de Troyes, 0 ; 52. F.C. de Metz, 0 ; 53. F.C. de Rennes, 0 ; 54. F.C. de Nancy, 0 ; 55. F.C. de Strasbourg, 0 ; 56. F.C. de Caen, 0 ; 57. F.C. de Lille, 0 ; 58. F.C. de Valenciennes, 0 ; 59. F.C. de Troyes, 0 ; 60. F.C. de Metz, 0 ; 61. F.C. de Rennes, 0 ; 62. F.C. de Nancy, 0 ; 63. F.C. de Strasbourg, 0 ; 64. F.C. de Caen, 0 ; 65. F.C. de Lille, 0 ; 66. F.C. de Valenciennes, 0 ; 67. F.C. de Troyes, 0 ; 68. F.C. de Metz, 0 ; 69. F.C. de Rennes, 0 ; 70. F.C. de Nancy, 0 ; 71. F.C. de Strasbourg, 0 ; 72. F.C. de Caen, 0 ; 73. F.C. de Lille, 0 ; 74. F.C. de Valenciennes, 0 ; 75. F.C. de Troyes, 0 ; 76. F.C. de Metz, 0 ; 77. F.C. de Rennes, 0 ; 78. F.C. de Nancy, 0 ; 79. F.C. de Strasbourg, 0 ; 80. F.C. de Caen, 0 ; 81. F.C. de Lille, 0 ; 82. F.C. de Valenciennes, 0 ; 83. F.C. de Troyes, 0 ; 84. F.C. de Metz, 0 ; 85. F.C. de Rennes, 0 ; 86. F.C. de Nancy, 0 ; 87. F.C. de Strasbourg, 0 ; 88. F.C. de Caen, 0 ; 89. F.C. de Lille, 0 ; 90. F.C. de Valenciennes, 0 ; 91. F.C. de Troyes, 0 ; 92. F.C. de Metz, 0 ; 93. F.C. de Rennes, 0 ; 94. F.C. de Nancy, 0 ; 95. F.C. de Strasbourg, 0 ; 96. F.C. de Caen, 0 ; 97. F.C. de Lille, 0 ; 98. F.C. de Valenciennes, 0 ; 99. F.C. de Troyes, 0 ; 100. F.C. de Metz, 0 ; 101. F.C. de Rennes, 0 ; 102. F.C. de Nancy, 0 ; 103. F.C. de Strasbourg, 0 ; 104. F.C. de Caen, 0 ; 105. F.C. de Lille, 0 ; 106. F.C. de Valenciennes, 0 ; 107. F.C. de Troyes, 0 ; 108. F.C. de Metz, 0 ; 109. F.C. de Rennes, 0 ; 110. F.C. de Nancy, 0 ; 111. F.C. de Strasbourg, 0 ; 112. F.C. de Caen, 0 ; 113. F.C. de Lille, 0 ; 114. F.C. de Valenciennes, 0 ; 115. F.C. de Troyes, 0 ; 116. F.C. de Metz, 0 ; 117. F.C. de Rennes, 0 ; 118. F.C. de Nancy, 0 ; 119. F.C. de Strasbourg, 0 ; 120. F.C. de Caen, 0 ; 121. F.C. de Lille, 0 ; 122. F.C. de Valenciennes, 0 ; 123. F.C. de Troyes, 0 ; 124. F.C. de Metz, 0 ; 125. F.C. de Rennes, 0 ; 126. F.C. de Nancy, 0 ; 127. F.C. de Strasbourg, 0 ; 128. F.C. de Caen, 0 ; 129. F.C. de Lille, 0 ; 130. F.C. de Valenciennes, 0 ; 131. F.C. de Troyes, 0 ; 132. F.C. de Metz, 0 ; 133. F.C. de Rennes, 0 ; 134. F.C. de Nancy, 0 ; 135. F.C. de Strasbourg, 0 ; 136. F.C. de Caen, 0 ; 137. F.C. de Lille, 0 ; 138. F.C. de Valenciennes, 0 ; 139. F.C. de Troyes, 0 ; 140. F.C. de Metz, 0 ; 141. F.C. de Rennes, 0 ; 142. F.C. de Nancy, 0 ; 143. F.C. de Strasbourg, 0 ; 144. F.C. de Caen, 0 ; 145. F.C. de Lille, 0 ; 146. F.C. de Valenciennes, 0 ; 147. F.C. de Troyes, 0 ; 148. F.C. de Metz, 0 ; 149. F.C. de Rennes, 0 ; 150. F.C. de Nancy, 0 ; 151. F.C. de Strasbourg, 0 ; 152. F.C. de Caen, 0 ; 153. F.C. de Lille, 0 ; 154. F.C. de Valenciennes, 0 ; 155. F.C. de Troyes, 0 ; 156. F.C. de Metz, 0 ; 157. F.C. de Rennes, 0 ; 158. F.C. de Nancy, 0 ; 159. F.C. de Strasbourg, 0 ; 160. F.C. de Caen, 0 ; 161. F.C. de Lille, 0 ; 162. F.C. de Valenciennes, 0 ; 163. F.C. de Troyes, 0 ; 164. F.C. de Metz, 0 ; 165. F.C. de Rennes, 0 ; 166. F.C. de Nancy, 0 ; 167. F.C. de Strasbourg, 0 ; 168. F.C. de Caen, 0 ; 169. F.C. de Lille, 0 ; 170. F.C. de Valenciennes, 0 ; 171. F.C. de Troyes, 0 ; 172. F.C. de Metz, 0 ; 173. F.C. de Rennes, 0 ; 174. F.C. de Nancy, 0 ; 175. F.C. de Strasbourg, 0 ; 176. F.C. de Caen, 0 ; 177. F.C. de Lille, 0 ; 178. F.C. de Valenciennes, 0 ; 179. F.C. de Troyes, 0 ; 180. F.C. de Metz, 0 ; 181. F.C. de Rennes, 0 ; 182. F.C. de Nancy, 0 ; 183. F.C. de Strasbourg, 0 ; 184. F.C. de Caen, 0 ; 185. F.C. de Lille, 0 ; 186. F.C. de Valenciennes, 0 ; 187. F.C. de Troyes, 0 ; 188. F.C. de Metz, 0 ; 189. F.C. de Rennes, 0 ; 190. F.C. de Nancy, 0 ; 191. F.C. de Strasbourg, 0 ; 192. F.C. de Caen, 0 ; 193. F.C. de Lille, 0 ; 194. F.C. de Valenciennes, 0 ; 195. F.C. de Troyes, 0 ; 196. F.C. de Metz, 0 ; 197. F.C. de Rennes, 0 ; 198. F.C. de Nancy, 0 ; 199. F.C. de Strasbourg, 0 ; 200. F.C. de Caen, 0 ; 201. F.C. de Lille, 0 ; 202. F.C. de Valenciennes, 0 ; 203. F.C. de Troyes, 0 ; 204. F.C. de Metz, 0 ; 205. F.C. de Rennes, 0 ; 206. F.C. de Nancy, 0 ; 207. F.C. de Strasbourg, 0 ; 208. F.C. de Caen, 0 ; 209. F.C. de Lille, 0 ; 210. F.C. de Valenciennes, 0 ; 211. F.C. de Troyes, 0 ; 212. F.C. de Metz, 0 ; 213. F.C. de Rennes, 0 ; 214. F.C. de Nancy, 0 ; 215. F.C. de Strasbourg, 0 ; 216. F.C. de Caen, 0 ; 217. F.C. de Lille, 0 ; 218. F.C. de Valenciennes, 0 ; 219. F.C. de Troyes, 0 ; 220. F.C. de Metz, 0 ; 221. F.C. de Rennes, 0 ; 222. F.C. de Nancy, 0 ; 223. F.C. de Strasbourg, 0 ; 224. F.C. de Caen, 0 ; 225. F.C. de Lille, 0 ; 226. F.C. de Valenciennes, 0 ; 227. F.C. de Troyes, 0 ; 228. F.C. de Metz, 0 ; 229. F.C. de Rennes, 0 ; 230. F.C. de Nancy, 0 ; 231. F.C. de Strasbourg, 0 ; 232. F.C. de Caen, 0 ; 233. F.C. de Lille, 0 ; 234. F.C. de Valenciennes, 0 ; 235. F.C. de Troyes, 0 ; 236. F.C. de Metz, 0 ; 237. F.C. de Rennes, 0 ; 238. F.C. de Nancy, 0 ; 239. F.C. de Strasbourg, 0 ; 240. F.C. de Caen, 0 ; 241. F.C. de Lille, 0 ; 242. F.C. de Valenciennes, 0 ; 243. F.C. de Troyes, 0 ; 244. F.C. de Metz, 0 ; 245. F.C. de Rennes, 0 ; 246. F.C. de Nancy, 0 ; 247. F.C. de Strasbourg, 0 ; 248. F.C. de Caen, 0 ; 249. F.C. de Lille, 0 ; 250. F.C. de Valenciennes, 0 ; 251. F.C. de Troyes, 0 ; 252. F.C. de Metz, 0 ; 253. F.C. de Rennes, 0 ; 254. F.C. de Nancy, 0 ; 255. F.C. de Strasbourg, 0 ; 256. F.C. de Caen, 0 ; 257. F.C. de Lille, 0 ; 258. F.C. de Valenciennes, 0 ; 259. F.C. de Troyes, 0 ; 260. F.C. de Metz, 0 ; 261. F.C. de Rennes, 0 ; 262. F.C. de Nancy, 0 ; 263. F.C. de Strasbourg, 0 ; 264. F.C. de Caen, 0 ; 265. F.C. de Lille, 0 ; 266. F.C. de Valenciennes, 0 ; 267. F.C. de Troyes, 0 ; 268. F.C. de Metz, 0 ; 269. F.C. de Rennes, 0 ; 270. F.C. de Nancy, 0 ; 271. F.C. de Strasbourg, 0 ; 272. F.C. de Caen, 0 ; 273. F.C. de Lille, 0 ; 274. F.C. de Valenciennes, 0 ; 275. F.C. de Troyes, 0 ; 276. F.C. de Metz, 0 ; 277. F.C. de Rennes, 0 ; 278. F.C. de Nancy, 0 ; 279. F.C. de Strasbourg, 0 ; 280. F.C. de Caen, 0 ; 281. F.C. de Lille, 0 ; 282. F.C. de Valenciennes, 0 ; 283. F.C. de Troyes, 0 ; 284. F.C. de Metz, 0 ; 285. F.C. de Rennes, 0 ; 286. F.C. de Nancy, 0 ; 287. F.C. de Strasbourg, 0 ; 288. F.C. de Caen, 0 ; 289. F.C. de Lille, 0 ; 290. F.C. de Valenciennes, 0 ; 291. F.C. de Troyes, 0 ; 292. F.C. de Metz, 0 ; 293. F.C. de Rennes, 0 ; 294. F.C. de Nancy, 0 ; 295. F.C. de Strasbourg, 0 ; 296. F.C. de Caen, 0 ; 297. F.C. de Lille, 0 ; 298. F.C. de Valenciennes, 0 ; 299. F.C. de Troyes, 0 ; 300. F.C. de Metz, 0 ; 301. F.C. de Rennes, 0 ; 302. F.C. de Nancy, 0 ; 303. F.C. de Strasbourg, 0 ; 304. F.C. de Caen, 0 ; 305. F.C. de Lille, 0 ; 306. F.C. de Valenciennes, 0 ; 307. F.C. de Troyes, 0 ; 308. F.C. de Metz, 0 ; 309. F.C. de Rennes, 0 ; 310. F.C. de Nancy, 0 ; 311. F.C. de Strasbourg, 0 ; 312. F.C. de Caen, 0 ; 313. F.C. de Lille, 0 ; 314. F.C. de Valenciennes, 0 ; 315. F.C. de Troyes, 0 ; 316. F.C. de Metz, 0 ; 317. F.C. de Rennes, 0 ; 318. F.C. de Nancy, 0 ; 319. F.C. de Strasbourg, 0 ; 320. F.C. de Caen, 0 ; 321. F.C. de Lille, 0 ; 322. F.C. de Valenciennes, 0 ; 323. F.C. de Troyes, 0 ; 324. F.C. de Metz, 0 ; 325. F.C. de Rennes, 0 ; 326. F.C. de Nancy, 0 ; 327. F.C. de Strasbourg, 0 ; 328. F.C. de Caen, 0 ; 329. F.C. de Lille, 0 ; 330. F.C. de Valenciennes, 0 ; 331. F.C. de Troyes, 0 ; 332. F.C. de Metz, 0 ; 333. F.C. de Rennes, 0 ; 334. F.C. de Nancy, 0 ; 335. F.C. de Strasbourg, 0 ; 336. F.C. de Caen, 0 ; 337. F.C. de Lille, 0 ; 338. F.C. de Valenciennes, 0 ; 339. F.C. de Troyes, 0 ; 340. F.C. de Metz, 0 ; 341. F.C. de Rennes, 0 ; 342. F.C. de Nancy, 0 ; 343. F.C. de Strasbourg, 0 ; 344. F.C. de Caen, 0 ; 345. F.C. de Lille, 0 ; 346. F.C. de Valenciennes, 0 ; 347. F.C. de Troyes, 0 ; 348. F.C. de Metz, 0 ; 349. F.C. de Rennes, 0 ; 350. F.C. de Nancy, 0 ; 351. F.C. de Strasbourg, 0 ; 352. F.C. de Caen, 0 ; 353. F.C. de Lille, 0 ; 354. F.C. de Valenciennes, 0 ; 355. F.C. de Troyes, 0 ; 356. F.C. de Metz, 0 ; 357. F.C. de Rennes, 0 ; 358. F.C. de Nancy, 0 ; 359. F.C. de Strasbourg, 0 ; 360. F.C. de Caen, 0 ; 361. F.C. de Lille, 0 ; 362. F.C. de Valenciennes, 0 ; 363. F.C. de Troyes, 0 ; 364. F.C. de Metz, 0 ; 365. F.C. de Rennes, 0 ; 366. F.C. de Nancy, 0 ; 367. F.C. de Strasbourg, 0 ; 368. F.C. de Caen, 0 ; 369. F.C. de Lille, 0 ; 370. F.C. de Valenciennes, 0 ; 371. F.C. de Troyes, 0 ; 372. F.C. de Metz, 0 ; 373. F.C. de Rennes, 0 ; 374. F.C. de Nancy, 0 ; 375. F.C. de Strasbourg, 0 ; 376. F.C. de Caen, 0 ; 377. F.C. de Lille, 0 ; 378. F.C. de Valenciennes, 0 ; 379. F.C. de Troyes, 0 ; 380. F.C. de Metz, 0 ; 381. F.C. de Rennes, 0 ; 382. F.C. de Nancy, 0 ; 383. F.C. de Strasbourg, 0 ; 384. F.C. de Caen, 0 ; 385. F.C. de Lille, 0 ; 386. F.C. de Valenciennes, 0 ; 387. F.C. de Troyes, 0 ; 388. F.C. de Metz, 0 ; 389. F.C. de Rennes, 0 ; 390. F.C. de Nancy, 0 ; 391. F.C. de Strasbourg, 0 ; 392. F.C. de Caen, 0 ; 393. F.C. de Lille, 0 ; 394. F.C. de Valenciennes, 0 ; 395. F.C. de Troyes, 0 ; 396. F.C. de Metz, 0 ; 397. F.C. de Rennes, 0 ; 398. F.C. de Nancy, 0 ; 399. F.C. de Strasbourg, 0 ; 400. F.C. de Caen, 0 ; 401. F.C. de Lille, 0 ; 402. F.C. de Valenciennes, 0 ; 403. F.C. de Troyes, 0 ; 404. F.C. de Metz, 0 ; 405. F.C. de Rennes, 0 ; 406. F.C. de Nancy, 0 ; 407. F.C. de Strasbourg, 0 ; 408. F.C. de Caen, 0 ; 409. F.C. de Lille, 0 ; 410. F.C. de Valenciennes, 0 ; 411. F.C. de Troyes, 0 ; 412. F.C. de Metz, 0 ; 413. F.C. de Rennes, 0 ; 414. F.C. de Nancy, 0 ; 415. F.C. de Strasbourg, 0 ; 416. F.C. de Caen, 0 ; 417. F.C. de Lille, 0 ; 418. F.C. de Valenciennes, 0 ; 419. F.C. de Troyes, 0 ; 420. F.C. de Metz, 0 ; 421. F.C. de Rennes, 0 ; 422. F.C. de Nancy, 0 ; 423. F.C. de Strasbourg, 0 ; 424. F.C. de Caen, 0 ; 425. F.C. de Lille, 0 ; 426. F.C. de Valenciennes, 0 ; 427. F.C. de Troyes, 0 ; 428. F.C. de Metz, 0 ; 429. F.C. de Rennes, 0 ; 430. F.C. de Nancy, 0 ; 431. F.C. de Strasbourg, 0 ; 432. F.C. de Caen, 0 ; 433. F.C. de Lille, 0 ; 434. F.C. de Valenciennes, 0 ; 435. F.C. de Troyes, 0 ; 436. F.C. de Metz, 0 ; 437. F.C. de Rennes, 0 ; 438. F.C. de Nancy, 0 ; 439. F.C. de Strasbourg, 0 ; 440. F.C. de Caen, 0 ; 441. F.C. de Lille, 0 ; 442. F.C. de Valenciennes, 0 ; 443. F.C. de Troyes, 0 ; 444. F.C. de Metz, 0 ; 445. F.C. de Rennes, 0 ; 446. F.C. de Nancy, 0 ; 447. F.C. de Strasbourg, 0 ; 448. F.C. de Caen, 0 ; 449. F.C. de Lille, 0 ; 450. F.C. de Valenciennes, 0 ; 451. F.C. de Troyes, 0 ; 452. F.C. de Metz, 0 ; 453. F.C. de Rennes, 0 ; 454. F.C. de Nancy, 0 ; 455. F.C. de Strasbourg, 0 ; 456. F.C. de Caen, 0 ; 457. F.C. de Lille, 0 ; 458. F.C. de Valenciennes, 0 ; 459. F.C. de Troyes, 0 ; 460. F.C. de Metz, 0 ; 461. F.C. de Rennes, 0 ; 462. F.C. de Nancy, 0 ; 463. F.C. de Strasbourg, 0 ; 464. F.C. de Caen, 0 ; 465. F.C. de Lille, 0 ; 466. F.C. de Valenciennes, 0 ; 467. F.C. de Troyes, 0 ; 468. F.C. de Metz, 0 ; 469. F.C. de Rennes, 0 ; 470. F.C. de Nancy, 0 ; 471. F.C. de Strasbourg, 0 ; 472. F.C. de Caen, 0 ; 473. F.C. de Lille, 0 ; 474. F.C. de Valenciennes, 0 ; 475. F.C. de Troyes, 0 ; 476. F.C. de Metz, 0 ; 477. F.C. de Rennes, 0 ; 478. F.C. de Nancy, 0 ; 479. F.C. de Strasbourg, 0 ; 480. F.C. de Caen, 0 ; 481. F.C. de Lille, 0 ; 482. F.C. de Valenciennes, 0 ; 483. F.C. de Troyes, 0 ; 484. F.C. de Metz, 0 ; 485. F.C. de Rennes, 0 ; 486. F.C. de Nancy, 0 ; 487. F.C. de Strasbourg, 0 ; 488. F.C. de Caen, 0 ; 489. F.C. de Lille, 0 ; 490. F.C. de Valenciennes, 0 ; 491. F.C. de Troyes, 0 ; 492. F.C. de Metz, 0 ; 493. F.C. de Rennes, 0 ; 494. F.C. de Nancy, 0 ; 495. F.C. de Strasbourg, 0 ; 496. F.C. de Caen, 0 ; 497. F.C. de Lille, 0 ; 498. F.C. de Valenciennes, 0 ; 499. F.C. de Troyes, 0 ; 500. F.C. de Metz, 0 ; 501. F.C. de Rennes, 0 ; 502. F.C. de Nancy, 0 ; 503. F.C. de Strasbourg, 0 ; 504. F.C. de Caen, 0 ; 505. F.C. de Lille, 0 ; 506. F.C. de Valenciennes, 0 ; 507. F.C. de Troyes, 0 ; 508. F.C. de Metz, 0 ; 509. F.C. de Rennes, 0 ; 510. F.C. de Nancy, 0 ; 511. F.C. de Strasbourg, 0 ; 512. F.C. de Caen, 0 ; 513. F.C. de Lille, 0 ; 514. F.C. de Valenciennes, 0 ; 515. F.C. de Troyes, 0 ; 516. F.C. de Metz, 0 ; 517. F.C. de Rennes, 0 ; 518. F.C. de Nancy, 0 ; 519. F.C. de Strasbourg, 0 ; 520. F.C. de Caen, 0 ; 521. F.C. de Lille, 0 ; 522. F.C. de Valenciennes, 0 ; 523. F.C. de Troyes, 0 ; 524. F.C. de Metz, 0 ; 525. F.C. de Rennes, 0 ; 526. F.C. de Nancy, 0 ; 527. F.C. de Strasbourg, 0 ; 528. F.C. de Caen, 0 ; 529. F.C. de Lille, 0 ; 530. F.C. de Valenciennes, 0 ; 531. F.C. de Troyes, 0 ; 532. F.C. de Metz, 0 ; 533. F.C. de Rennes, 0 ; 534. F.C. de Nancy, 0 ; 535. F.C. de Strasbourg, 0 ; 536. F.C. de Caen, 0 ; 537. F.C. de Lille, 0 ; 538. F.C. de Valenciennes, 0 ; 539. F.C. de Troyes, 0 ; 540. F.C. de Metz, 0 ; 541. F.C. de Rennes, 0 ; 542. F.C. de Nancy, 0 ; 543. F.C. de Strasbourg, 0 ; 544. F.C. de Caen, 0 ; 545. F.C. de Lille, 0 ; 546. F.C. de Valenciennes, 0 ; 547. F.C. de Troyes, 0 ; 548. F.C. de Metz, 0 ; 549. F.C. de Rennes, 0 ; 550. F.C. de Nancy, 0 ; 551. F.C. de Strasbourg, 0 ; 552. F.C. de Caen, 0 ; 553. F.C. de Lille, 0 ; 554. F.C. de Valenciennes, 0 ; 555. F.C. de Troyes, 0 ; 556. F.C. de Metz, 0 ; 557. F.C. de Rennes, 0 ; 558. F.C. de Nancy, 0 ; 559. F.C. de Strasbourg, 0 ; 560. F.C. de Caen, 0 ; 561. F.C. de Lille, 0 ; 562. F.C. de Valenciennes, 0 ; 563. F.C. de Troyes, 0 ; 564. F.C. de Metz, 0 ; 565. F.C. de Rennes, 0 ; 566. F.C. de Nancy, 0 ; 567. F.C. de Strasbourg, 0 ; 568. F.C. de Caen, 0 ; 569. F.C. de Lille, 0 ; 570. F.C. de Valenciennes, 0 ; 571. F.C. de Troyes, 0 ; 572. F.C. de Metz, 0 ; 573. F.C. de Rennes, 0 ; 574. F.C. de Nancy, 0 ; 575. F.C. de Strasbourg, 0 ; 576. F.C. de Caen, 0 ; 577. F.C. de Lille, 0 ; 578. F.C. de Valenciennes, 0 ; 579. F.C. de Troyes, 0 ; 580. F.C. de Metz, 0 ; 581. F.C. de Rennes, 0 ; 582. F.C. de Nancy, 0 ; 583. F.C. de Strasbourg, 0 ; 584. F.C. de Caen, 0 ; 585. F.C. de Lille, 0 ; 586. F.C. de Valenciennes, 0 ; 587. F.C. de Troyes, 0 ; 588. F.C. de Metz, 0 ; 589. F.C. de Rennes, 0 ; 590. F.C. de Nancy, 0 ; 591. F.C. de Strasbourg, 0 ; 592. F.C. de Caen, 0 ; 593. F.C. de Lille, 0 ; 594. F.C. de Valenciennes, 0 ; 595. F.C. de Troyes, 0 ; 596. F.C. de Metz, 0 ; 597. F.C. de Rennes, 0 ; 598. F.C. de Nancy, 0 ; 599. F.C. de Strasbourg, 0 ; 600. F.C. de Caen, 0 ; 601. F.C. de Lille, 0 ; 602. F.C. de Valenciennes, 0 ; 603. F.C. de Troyes, 0 ; 604. F.C. de Metz, 0 ; 605. F.C. de Rennes, 0 ; 606. F.C. de Nancy, 0 ; 607. F.C. de Strasbourg, 0 ; 608. F.C. de Caen, 0 ; 609. F.C. de Lille, 0 ; 610. F.C. de Valenciennes, 0 ; 611. F.C. de Troyes, 0 ; 612. F.C. de Metz, 0 ; 613. F.C. de Rennes, 0 ; 614. F.C. de Nancy, 0 ; 615. F.C. de Strasbourg, 0 ; 616. F.C. de Caen, 0 ; 617. F.C. de Lille, 0 ; 618. F.C. de Valenciennes, 0 ; 619. F.C. de Troyes, 0 ; 620. F.C. de Metz, 0 ; 621. F.C. de Rennes, 0 ; 622. F.C. de Nancy, 0 ; 623. F.C. de Strasbourg, 0 ; 624. F.C. de Caen, 0 ; 625. F.C. de Lille, 0 ; 626. F.C. de Valenciennes, 0 ; 627. F.C. de Troyes, 0 ; 628. F.C. de Metz, 0 ; 629. F.C. de Rennes, 0 ; 630. F.C. de Nancy, 0 ; 631. F.C. de Strasbourg, 0 ; 632. F.C. de Caen, 0 ; 633. F.C. de Lille, 0 ; 634. F.C. de Valenciennes, 0 ; 635. F.C. de Troyes, 0 ; 636. F.C. de Metz, 0 ; 637. F.C. de Rennes, 0 ; 638. F.C. de Nancy, 0 ; 639. F.C. de Strasbourg, 0 ; 640. F.C. de Caen, 0 ; 641. F.C. de Lille, 0 ; 642. F.C. de Valenciennes, 0 ; 643. F.C. de Troyes, 0 ; 644. F.C. de Metz, 0 ; 645. F.C. de Rennes, 0 ; 646. F.C. de Nancy, 0 ; 647. F.C. de Strasbourg, 0 ; 648. F.C. de Caen, 0 ; 649. F.C. de Lille, 0 ; 650. F.C. de Valenciennes, 0 ; 651. F.C. de Troyes, 0 ; 652. F.C. de Metz, 0 ; 653. F.C. de Rennes, 0 ; 654. F.C. de Nancy, 0 ; 655. F.C. de Strasbourg, 0 ; 656. F.C. de Caen, 0 ; 657. F.C. de Lille, 0 ; 658. F.C. de Valenciennes, 0 ; 659. F.C. de Troyes, 0 ; 660. F.C. de Metz, 0 ; 661. F.C. de Rennes, 0 ; 662. F.C. de Nancy, 0 ; 663. F.C. de Strasbourg, 0 ; 664. F.C. de Caen, 0 ; 665. F.C. de Lille, 0 ; 666. F.C. de Valenciennes, 0 ; 667. F.C. de Troyes, 0 ; 668. F.C. de Metz, 0 ; 669. F.C. de Rennes, 0 ; 670. F.C. de Nancy, 0 ; 671. F.C. de Strasbourg, 0 ; 672. F.C. de Caen, 0 ; 673. F.C. de Lille, 0 ; 674. F.C. de Valenciennes, 0 ; 675. F.C. de Troyes, 0 ; 676. F.C. de Metz, 0 ; 677. F.C. de Rennes, 0 ; 678. F.C. de Nancy, 0 ; 679. F.C. de Strasbourg, 0 ; 680. F.C. de Caen, 0 ; 681. F.C. de Lille, 0 ; 682. F.C. de Valenciennes, 0 ; 683. F.C. de Troyes, 0 ; 684. F.C. de Metz, 0 ; 685. F.C. de Rennes, 0 ; 686. F.C. de Nancy, 0 ; 687. F.C. de Strasbourg, 0 ; 688. F.C. de Caen, 0 ; 689. F.C. de Lille, 0 ; 690. F.C. de Valenciennes, 0 ; 691. F.C. de Troyes, 0 ; 692. F.C. de Metz, 0 ; 693. F.C. de Rennes, 0 ; 694. F.C. de Nancy, 0 ; 695. F.C. de Strasbourg, 0 ; 696. F.C. de Caen, 0 ; 697. F.C. de Lille, 0 ; 698. F.C. de Valenciennes, 0 ; 699. F.C. de Troyes, 0 ; 700. F.C. de Metz, 0 ; 701. F.C. de Rennes, 0 ; 702. F.C. de Nancy, 0 ; 703. F.C. de Strasbourg, 0 ; 704. F.C. de Caen, 0 ; 705. F.C. de Lille, 0 ; 706. F.C. de Valenciennes, 0 ; 707. F.C. de Troyes, 0 ; 708. F.C. de Metz, 0 ; 709. F.C. de Rennes, 0 ; 710. F.C. de Nancy, 0 ; 711. F.C. de Strasbourg, 0 ; 712. F.C. de Caen, 0 ; 713. F.C. de Lille, 0 ; 714. F.C. de Valenciennes, 0 ; 715. F.C. de Troyes, 0 ; 716. F.C. de Metz, 0 ; 717. F.C. de Rennes, 0 ; 718. F.C. de Nancy, 0 ; 719. F.C. de Strasbourg, 0 ; 720. F.C. de Caen, 0 ; 721. F.C. de Lille, 0 ; 722. F.C. de Valenciennes, 0 ; 723. F.C. de Troyes, 0 ; 724. F.C. de Metz, 0 ; 725. F.C. de Rennes, 0 ; 726. F.C. de Nancy, 0 ; 727. F.C. de Strasbourg, 0 ; 728. F.C. de Caen, 0 ; 729. F.C. de Lille, 0 ; 730. F.C. de Valenciennes, 0 ; 731. F.C. de Troyes, 0 ; 732. F.C. de Metz, 0 ; 733. F.C. de Rennes, 0 ; 734. F.C. de Nancy, 0 ; 735. F.C. de Strasbourg, 0 ; 736. F.C. de Caen, 0 ; 737. F.C. de Lille, 0 ; 738. F.C. de Valenciennes, 0 ; 739. F.C. de Troyes, 0 ; 740. F.C. de Metz, 0 ; 741. F.C. de Rennes, 0 ; 742. F.C. de Nancy, 0 ; 743. F.C. de Strasbourg, 0 ; 744. F.C. de Caen, 0 ; 745. F.C. de Lille, 0 ; 746. F.C. de Valenciennes, 0 ; 747. F.C. de Troyes, 0 ; 748. F.C. de Metz, 0 ; 749. F.C. de Rennes, 0 ; 750. F.C. de Nancy, 0 ; 751. F.C. de Strasbourg, 0 ; 752. F.C. de Caen, 0 ; 753. F.C. de Lille, 0 ; 754. F.C. de Valenciennes, 0 ; 755. F.C. de Troyes, 0 ; 756. F.C. de Metz, 0 ; 757. F.C. de Rennes, 0 ; 758. F.C. de Nancy, 0 ; 759. F.C. de Strasbourg, 0 ; 760. F.C. de Caen, 0 ; 761. F.C. de Lille, 0 ; 762. F.C. de Valenciennes, 0 ; 763. F.C. de Troyes, 0 ; 764. F.C. de Metz, 0 ; 765. F.C. de Rennes, 0 ; 766. F.C. de Nancy, 0 ; 767. F.C. de Strasbourg, 0 ; 768. F.C. de Caen, 0 ; 769. F.C. de Lille, 0 ; 770. F.C. de Valenciennes, 0 ; 771. F.C. de Troyes, 0 ; 772. F.C. de Metz, 0 ; 773. F.C. de Rennes, 0 ; 774. F.C. de Nancy, 0 ; 775. F.C. de Strasbourg, 0 ; 776. F.C. de Caen, 0 ; 777. F.C. de Lille, 0 ; 778. F.C. de Valenciennes, 0 ; 779. F.C. de Troyes, 0 ; 780. F.C. de Metz, 0 ; 781. F.C. de Rennes, 0 ; 782. F.C. de Nancy, 0 ; 783. F.C. de Strasbourg, 0 ; 784. F.C. de Caen, 0 ; 785. F.C. de Lille, 0 ; 786. F.C. de Valenciennes, 0 ; 787. F.C. de Troyes, 0 ; 788. F.C. de Metz, 0 ; 789. F.C. de Rennes, 0 ; 790. F.C. de Nancy, 0 ; 791. F.C. de Strasbourg, 0 ; 792. F.C. de Caen, 0 ; 793. F.C. de Lille, 0 ; 794. F.C. de Valenciennes, 0 ; 795. F.C. de Troyes, 0 ; 796. F.C. de Metz, 0 ; 797. F.C. de Rennes, 0 ; 798. F.C. de Nancy, 0 ; 799. F.C. de Strasbourg, 0 ; 800. F.C. de Caen, 0 ;
--

JUSTICE

FAITS ET JUGEMENTS

M. Baohir ben Barka

réplique à M^r Lemarchand.

Après les déclarations de M^r Pierre Lemarchand, qui estime « fausses » les conclusions des experts lui attribuant la paternité du questionnaire apparemment destiné à un interrogatoire de M^r Ben Barka (le 28 janvier), le dernier M. Baohir ben Barka, que nous avons vu « des plus normales », il a répondu : « Les experts sont catégoriques, l'écriture est la même que celle de M^r Lemarchand. Mes déclarations et moi-même pensons que c'est M^r Lemarchand qui est l'auteur des lignes manuscrites, mais ce n'est pas forcément lui qui les a rédigées. » D'autre part, M. Hubert Pinsse, magistrat chargé de l'instruction, a entendu la mère de Georges Rigon, celui-ci qui avait pour avocat M^r Lemarchand, avait été soupçonné d'avoir participé à l'enlèvement de Mehdi Ben Barka et avait été retrouvé mort, en janvier 1968, dans une poubelle d'appartement.

Un dirigeant d'entreprise est inculpé de blessures involontaires.

M. Jean Muguet, quarante et un ans, ingénieur, a été inculpé de blessures involontaires (Pas-de-Calais) pour blessures involontaires et infraction à la législation du travail. Le 28 janvier 1976, un employé de l'entreprise, M. André Barbasse, deux ans, avait eu les deux jambes coupées après la chute de plusieurs tonnes de tôles. L'ouvrier est toujours en traitement au centre médico-social de Berck-sur-Mer. C'est le procès de la sécurité des tôles qui semblerait à l'origine de l'accident : selon une expertise le support destiné à les maintenir était beaucoup trop faible. (Correspondant.)

L'audience de la cour d'appel de Paris, qui devait examiner le 11 janvier le différend opposant un agriculteur normand, M. Jean-Louis Noire, à un élève, M. André Barthe, sur l'origine des vaches, a été ajournée au 14-15 janvier 1977. (Le Monde du 18 février.)

MÉDECINE RELIGION

L'ACTION CATHOLIQUE DES MILIEUX INDÉPENDANTS RENOUVELE SON COMITÉ NATIONAL

Le conseil national de l'Action catholique des milieux indépendants (ACMI), qui s'est réuni à Paris le 28 janvier, a élu un nouveau conseil national de vingt-cinq membres. Bien qu'ils soient rééligibles, M^r Bavière et M^r Gabriel Mars, président et vice-président, n'ont pas été reconduits. Ont été élus à leur place, M^r Guy Chérel, de Poitiers, père de cinq enfants, et M^r Guy Rancin, cinquante-huit ans, père de six enfants, chargé de la mission à la société Amicale-Wilfrid. La présidence de l'ACMI se renouvellera par le renouvellement des membres du conseil national dans les diocèses : les trois quarts sont nouveaux. Le conseil national est composé de 25 membres, dont 10 pourcentage de femmes. Les personnes de plus de cinquante-cinq ans ne sont que 13.

LE MONASTÈRE BOUDDHIQUE DE JOINVILLE-LE-PONT S'INSTALLE DANS DE NOUVEAUX LOCAUX

Le monastère bouddhique Linhsan, situé depuis quelques années à Joinville-le-Pont (Val-de-Marne), change de résidence. Il est transféré à rue Jean-Jaurès, dans la commune de Joinville-le-Pont. Le monastère a été fondé par le maître d'œuvre vietnamien M. N. Khatmann, président de l'Association des amis du bouddhisme, rappelle le fondateur du bouddhisme et présente le chemin de l'extinction de la souffrance, la moralité, la concentration.

LA RENTRÉE DE LA CONFÉRENCE DU STAGE M. Giscard d'Estaing célèbre le rôle de l'avocat

Le bâtonnier de Paris suggère l'abrogation de la peine de mort

En présence des chefs de la Cour de cassation et des magistrats parisiens, M. Valéry Giscard d'Estaing a assisté, samedi 28 janvier, à la traditionnelle rentrée de la Conférence des avocats, dont les douze vœux ont constitué le collège des avocats de la Conférence. Le bâtonnier de Paris, M. Giscard d'Estaing, a déclaré : « C'est la rentrée de la Conférence des avocats, dont les douze vœux ont constitué le collège des avocats de la Conférence. Le bâtonnier de Paris, M. Giscard d'Estaing, a déclaré : « C'est la rentrée de la Conférence des avocats, dont les douze vœux ont constitué le collège des avocats de la Conférence. »

L'avocat, a déclaré le président de la République, « est un homme qui vit pour la justice, qui vit pour la loi, qui vit pour la République. C'est pourquoi son rôle, tant symbolique que réel, est essentiel dans une société comme la nôtre, où l'indivisibilité de la loi est le commencement et la fin. » La justice n'est la justice que si la loi est égale pour tous : le juge, indépendant, est le garant de la justice. Le juge, indépendant, est le garant de la justice. Le juge, indépendant, est le garant de la justice.

APRÈS CASSATION DE SA CONDAMNATION À MORT

Jérôme Carrein comparait devant la cour d'assises du Nord

De notre correspondant

Lille. — Devant la cour d'assises du Nord, le 28 janvier, le procès de Jérôme Carrein, trente-six ans, accusé de meurtre, a commencé. Jérôme Carrein, qui avait été condamné à mort le 12 juillet 1970 par la cour d'assises du Pas-de-Calais à Saint-Omer, mais la décision fut cassée par la cour de cassation.

Les faits sont odieux : Jérôme Carrein, qui vivait quasiment en état de vagabondage et s'enivrait souvent, fréquentait un débit de boissons d'Arles tenu par la mère de la jeune Cathy. La fille de 17 ans, qui était venue à la fête, fut violée par Jérôme Carrein. La fille fut violée par Jérôme Carrein. La fille fut violée par Jérôme Carrein. La fille fut violée par Jérôme Carrein.

Mme Veil demande une enquête sur la maternité des Lilas

Le ministre de la santé, Mme Simone Veil, a ordonné une mission d'enquête à l'inspection générale de la santé sur la situation de la maternité des Lilas (Seine-Saint-Denis) placée sous administration judiciaire à la fin de 1976 et menacée de fermeture le 1^{er} mai 1977. L'inspection générale de la santé a été chargée de faire un rapport vers le milieu du mois de février, à partir de la période de cet établissement privé et de déterminer si les conditions d'accueil des femmes et des enfants sont satisfaisantes.

Les difficultés de trésorerie

Le Syndicat des cliniques privées de France, qui a été créé par le ministre de la Santé, a demandé au gouvernement de prendre des mesures pour faciliter la trésorerie des cliniques privées. Le Syndicat des cliniques privées de France, qui a été créé par le ministre de la Santé, a demandé au gouvernement de prendre des mesures pour faciliter la trésorerie des cliniques privées.

FAITS DIVERS

ACCIDENT DE TÉLÉCABINE A VAL-D'ISÈRE

Un télécabine de la station de ski de Val d'Isère, dans les Alpes, a subi un accident le 28 janvier. Le télécabine, qui transportait des skieurs, a chuté et a causé des blessures. Les secours ont été envoyés sur place et les blessés ont été évacués à l'hôpital.

Libres opinions La fin des notables

par JEAN-LOUIS BROCHEN (*)

Je lurs, comme avocat, d'exercer la justice et la moralité avec dignité, conscience, indépendance et humanité, dans le respect des tribunaux, des autorités publiques et des règles de mon ordre ainsi que de la loi et de la justice. Je lurs, comme avocat, d'exercer la justice et la moralité avec dignité, conscience, indépendance et humanité, dans le respect des tribunaux, des autorités publiques et des règles de mon ordre ainsi que de la loi et de la justice.

C'est se mentir à soi-même, je le pense, d'être immuable depuis le 11^{er} siècle. Il y a plus de cinquante ans, vingt ans plus tard, mon père, son tour prenait cet engagement solennel auquel il a fidèlement tenu pendant un demi-siècle.

Devant le tribunal permanent des forces armées, l'exercice, sans succès, d'un jeune homme pour des raisons de conscience et de temps de paix, m'a permis de constater que la justice n'est la justice que si la loi est égale pour tous : le juge, indépendant, est le garant de la justice.

Je pense que le tribunal pour enfants ou la cour des mineurs ou de jeunes délinquants n'est pas une institution qu'abandonnerait moralement par des parents irresponsables ou une société impitoyable. Mais une petite fille de quatorze ans qui, après avoir été violée, avait été violée par un homme, avait été violée par un homme, avait été violée par un homme.

Ces déclarations ne suffisent pas à ébranler les lois existantes pour la fonction de défense dans la justice. Elles ne suffisent pas à ébranler les lois existantes pour la fonction de défense dans la justice.

Je regrette seulement que mon inexpérience, ma jeunesse peut-être, mes prestations ne soient pas plus efficaces et que ceux qui ont besoin de la justice n'y comparassent qu'avec une certaine désillusion.

Avant qu'il n'ait été, je n'ai plus à défendre les victimes, j'ai plus à défendre les victimes, j'ai plus à défendre les victimes, j'ai plus à défendre les victimes, j'ai plus à défendre les victimes, j'ai plus à défendre les victimes.

Et puis, tant que la justice n'est pas la justice, tant que la justice n'est pas la justice, tant que la justice n'est pas la justice, tant que la justice n'est pas la justice, tant que la justice n'est pas la justice, tant que la justice n'est pas la justice.

Pour la première fois, le samedi 17 janvier 1977, les « Journées nationales de protestation contre les abus de pouvoir » ont été organisées à Paris. Les participants ont manifesté devant le palais de justice à la place Vendôme pour protester contre le pouvoir.

La motivation de ceux qui marchaient dans la rue ce jour-là n'était pas la même pour tous. La majorité était sans doute animée par la défense de la justice, mais il y avait aussi des motivations personnelles. Les motivations personnelles, les motivations personnelles, les motivations personnelles, les motivations personnelles, les motivations personnelles.

Mais pour beaucoup l'inquiétude provient de la dégradation de la situation de la justice. La dégradation de la situation de la justice, la dégradation de la situation de la justice, la dégradation de la situation de la justice, la dégradation de la situation de la justice, la dégradation de la situation de la justice.

En 1968, il y avait une justice, il y avait une justice, il y avait une justice, il y avait une justice, il y avait une justice, il y avait une justice, il y avait une justice, il y avait une justice, il y avait une justice, il y avait une justice.

Ancien président de l'Union des jeunes avocats de Lille.

anciens

La saison, invinciblement, a vu succéder les succès consécutifs du skieur français Klemmer dans la première des deux manches de la Coupe du monde. Le skieur français Klemmer, dans la première des deux manches de la Coupe du monde, le skieur français Klemmer, dans la première des deux manches de la Coupe du monde.

spécial

Les deux portes de combat ont été ouvertes. Les deux portes de combat ont été ouvertes, les deux portes de combat ont été ouvertes, les deux portes de combat ont été ouvertes, les deux portes de combat ont été ouvertes, les deux portes de combat ont été ouvertes.

PATINAGE ARTISTIQUE

LA R.D.A. ET L'UNION SOVIÉTIQUE PRÉSENTENT LES CHAMPIONNATS D'EUROPE

Les deux équipes, l'Allemagne de l'Est et l'Union soviétique, ont participé aux championnats d'Europe de patinage artistique. Les deux équipes, l'Allemagne de l'Est et l'Union soviétique, ont participé aux championnats d'Europe de patinage artistique.

TIR

La valse des records. Les deux équipes, l'Allemagne de l'Est et l'Union soviétique, ont participé aux championnats d'Europe de tir. Les deux équipes, l'Allemagne de l'Est et l'Union soviétique, ont participé aux championnats d'Europe de tir.

Session plein temps 23 jours

PRACTIFS

- Pratiquer les techniques indispensables pour mener l'entreprise
- Se confronter à l'expérience des autres par l'analyse des cas
- Travailler en groupe

PROGRAMME

Les thèmes essentiels des 5 fonctions de direction sont approfondies grâce à un travail interactif entre les participants ■ les animateurs spécialisés, tous hommes d'entreprises : ressources humaines, marketing, production, finance, etc.

Prochaines sessions : 3 mai, 1^{er} juin

Associations

Age

CENTRE PARISIEN DE MANAGEMENT

108, bd Malesherbes

Tel : 01 42 50 00 00

L'irrésistible ascension

[illegible]

Comment limiter les risques de la transmission des données à travers les frontières ?

régulièrement la perforation des cartes à bon marché pour d'autres firmes européennes et américaines. Les entreprises anglaises peuvent traiter les données à moindres frais en Irlande. Et pour des bureaux possédant une coûteuse capacité excédentaire, le « dumping » devient possible grâce à un réseau international.

communes et de coopération internationale. La réglementation internationale est en train d'être modernisée, mais les lacunes et les chevauchements entre les lois nationales et les normes internationales sont énormes. Les juridictions et des problèmes administratifs des organisations utilisant des réseaux internationaux — et toute entreprise utilisant un fichier de noms et d'adresses peut se trouver dans la situation de transgresser à son insu les nouvelles lois.

L'absence d'un accord international régissant les réseaux d'ordinateurs et la transmission des données à travers les frontières nationales rendent l'échange d'ordinateurs. Cela touche non seulement les grandes sociétés et les entreprises offrant des services informatiques, mais aussi les particuliers. Plus la dimension, donc certaines veulent traiter leurs données à l'étranger à leur insu.

Les sociétés sont vulnérables à l'égard des renseignements et des données qu'elles possèdent sur leurs clients, fournisseurs et pays. Cela signifie que des sociétés peu scrupuleuses peuvent échapper à la réglementation nationale en transférant et effectuant leur traitement de données dans des États où la loi est plus tolérante. C'est l'équivalent de ce qui se passe avec les assurances. Les données d'assu-

Façonner la politique de l'autruche ne signifie pas que l'autruche ignore les dangers. Elle sait des choses que nous ne savons pas. Elle sait que les trous dans l'équilibre des échanges commerciaux sont devenus de plus en plus importants, que les prévisions des pays en développement sont de plus en plus fausses, que les pays développés, exportateurs de produits agricoles, ont des agences européennes qui ont conscience des conséquences des inévitables augmentations des prix du pétrole. Mais elle ne veut pas en parler. Elle ne veut pas en parler parce qu'elle ne veut pas de développement importé, parce qu'elle ne veut pas de produits alimentaires. Le financement de ces importations sera fait en monnaie nationale.

L'une des expertises les plus intéressantes que l'on puisse faire face pour débrouiller les ramifications politiques, juridiques et techniques de la réglementation internationale est celle que personne ne peut concevoir sans être à la quantité de données qui sont actuellement les frontières aux fins de traitement. Une seule chose est certaine, c'est que la progression du développement des réseaux internationaux de deux cents et trois cents réseaux internationaux de données sont en usage actuellement dans le monde.

Ces grands groupes de données sont utilisés d'ordinaire de services informatiques perfectionnés pour diriger leurs activités telles que les services de réservation pour les compagnies aériennes, les hôtels, les compagnies automobiles et les voyages sont, de par leur même, constitués autour d'un réseau qui transmette et conserve des millions de renseignements.

Des cas de dumping

Certaines sociétés de moindre importance font traiter leurs données non par leur propre ordinateur, mais sur un ordinateur appartenant une société de services ; ou certains de ces bureaux, lorsqu'il s'agit de sociétés internationales à capitaux américains, ont aussi parfois de sociétés européennes, qui partent de centres informatiques hors du pays où les données sont four-

Il semble que les nouvelles lois diffèrent sensiblement de pays à pays, malgré un degré relativement important de bases

Dans certains cas, un bureau opérant exclusivement en apparence dans son pays sous-traîtra des travaux à une autre firme, qui traite peut-être les données à l'étranger parce que c'est moins coûteux. L'Europe, l'Est et Taïwan assurent

(Suite de la page 17.)

En dépit des décisions récentes prises par le Japon en vue d'assouplir le processus d'homologation, les firmes automobiles ont l'impression — à tort ou à raison — d'être soumises à l'arbitraire le plus total et de dépendre d'un pouvoir politique.

qui n'ont rien à voir avec les règles de protection de l'environnement. Ces obstacles tarifaires expliquent amplement les faibles performances des exportateurs japonais. Mais les exportateurs français dans ce secteur ne se limitent pas au secteur automobile. Ils font, mis à

part quelques rares exceptions — la firme Rossignol par exemple, — l'essentiel des ventes françaises au Japon est constitué de produits de luxe (vêtements, parfums, cristallerie, alcools, jouets, objets d'art) qui sont achetés directement par le gouvernement japonais pour la culture et la griffe françaises.

loi dans la distribution nipponne en contrôlant ou en « protégeant » un grand nombre de « clients » (au sens romain du terme) : petits distributeurs, négociants, importateurs, etc. Cette chaîne a « présenté » à Nina Ricci « son » importateur. Pourtant, explique M. Fuchs, celui-ci a mis quatre ans pour parvenir à unifier les normes dans tous

tateur choisi à grand-peine à s'introduire dans un magasin appartenant à une chaîne concurrente, et que la plupart des petites boutiques spécialisées dépendent de quelques grandes marques de cosmétiques nippones, on comprend mieux les difficultés des marques françaises à se constituer un réseau et à occuper plus qu'une part sym-

Le **Comité Interministériel « Véhicules Electriques »** lance un concours international portant sur l'établissement de **stations de recharge pour véhicules électriques à accumulateurs**.

L'objectif de ces concours est :

- d'arrêter au vu des résultats du concours et compte tenu des besoins exprimés par les organismes publics et collectifs, les représentants au sein du Groupe des "Instituteurs Publics" des services Electriques des cahiers des charges détaillés sur la base desquels sera lancé un appel d'offres restreint portant pour chaque type, sur la réception d'un véhicule série de série de ses caractéristiques ;
- de sélectionner parmi les concurrents du [] qui seront amenés à répondre à l'appel [] transactionnel, ci-dessus.

Le cahier des charges, objet de ce [] définit les [] techniques, fonctionnelles, [] pour chaque typologie. Ces cahiers doivent comprendre aux prescriptions minimales dans le programme du concours.

Les titres de séries des véhicules sélectionnés [] disponibles dans les délais prévus par le règlement du concours.

Il n'est pas fait appel préalable à candidature [] pour obtenir, sur simple demande, un exemplaire [] en vue de réaliser les études préliminaires.

SECRÉTARIAT GENERAL DU HAUT COMITÉ DE L'ENVIRONNEMENT
14, Boulevard du Général-Leclerc - 92326 NEUILLY-SUB-SENNE
Le dossier comprend un avis de concours [] règlement particulier []

« La pâtisserie et le tout-à-lait français sont très appréciés par les Japonais. Ils ont très sensibles aux goûts de la pâte française. Ils n'imaginent pas le nombre de cuisiniers créatifs qui jouissent d'une fortune là-bas, par rapport à nous », explique M. Puhns, responsable de l'exportation de Nina Ricci. Pour autant, la clientèle japonaise absorbe bien au total un 15 % de la production de la marque. Les ventes sont surtout grandes dans le sillage à Paris, dans les boutiques « Duty free », dans les aéroports et les avions, 5 % seulement du total étant réalisé sur le sol japonais.



Ceci pour deux raisons. D'une part, en province les acheteurs ont l'habitude de traiter avec un nombre limité d'intermédiaires. Pour vendre dans ces magasins, il lui a fallu avoir recours au grossiste accrédité auprès de l'acheteur. D'autre part, les grands magasins ont coutume de louer une grande partie de leur surface à de petites sociétés indépendantes. Pour occuper un stand, il a fallu souvent s'adresser non à la société propriétaire, mais à la société locataire, qui n'est que l'intermédiaire.

Il est pourtant difficile dans ce cas de parler de « protectionnisme sournois ». Les firmes françaises n'ont d'autre excuse que leur méconnaissance de la jungle commerciale japonaise. Car, au-delà des anecdotes, la cause essentielle de la faiblesse des exportations françaises au Japon est sans doute liée aux difficultés d'adaptation des firmes françaises à l'esprit, aux structures, aux pratiques — et

douanier avait retenu un certain nombre de cartes au retour — et les retraités intéressés n'avaient

Des paradis informatiques

L'utilisation « paradoxale » des « lois informatiques » dans ce pays assurent cette protection sont moins rigoureuses a déjà reçu une certaine publicité. Une officine allemande de police privée a annoncé que son fichier informatique de base était transféré à Luxembourg, afin de tourner la législation en prépa-

Tout accord international sur ces questions complexes, en supposant qu'il puisse être obtenu, devra être un compromis entre la dépendance nationale et la liberté du commerce des données. Mais au moins le danger d'une série de conventions indépendantes de la part des membres du Conseil de l'Europe, de la G.E.E. sans parler des pays pris individuellement, a un peu reculé. L'O.C.D.E., la G.E.E. et les pays non membres du Conseil de l'Europe participent comme observateurs, nous

Certains fonctionnaires européens pensent avec un bel optimisme qu'les pays participants à la Convention de l'Europe, à savoir l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni, le Canada et le Japon, seront signataires d'une convention du Conseil de l'Europe à laquelle on aboutira **fin** **le** compte. Mais d'autres, rappelant le temps qu'il a fallu à la France pour se décider à signer la Convention européenne des droits de l'homme, estiment qu'on **lota** d'une

VÉRONIQUE MAURIS.

ANDREW LLOYD.

UN ENTRETIEN AVEC M. WILHELM HAFERKAMP

« Il faut normaliser les échanges commerciaux sans accroître le protectionnisme » nous déclare le commissaire européen chargé des relations extérieures de la Communauté

C'EST dans les relations extérieures que la Communauté européenne déploie actuellement le plus d'activité. Pour défendre l'emploi dans les pays du Marché commun, obtiendra-t-on des Américains et des Japonais une discipline plus grande dans leur commerce extérieur ? La montée du protectionnisme est-elle inévitable ? Europe a posé la question à M. Wilhelm Haferkamp, vice-président de la Commission des Communautés européennes et nouveau responsable des relations extérieures de la Communauté. Né à Duisbourg en 1923, M. Wilhelm Haferkamp a fait des études de sciences économiques et sociales. Sa carrière a été celle d'un dirigeant syndical au sein du bureau exécutif de la F.A.O. des syndicats allemands (D.G.B.). Il est également vice-président du groupe parlementaire social-démocrate du Land de Rhénanie-Westphalie.

« La Commission des Communautés européennes vous a confié — et cela a surpris de nombreux observateurs — la responsabilité des relations extérieures de la Communauté. Quels seront vos objectifs ? »

« Les relations extérieures de la Communauté ont un caractère éminemment économique. J'ai consacré ces dernières années, où j'étais responsable de la politique économique interne de la Communauté, à lutter contre les mesures protectionnistes. Cette lutte a été couronnée de succès. En dépit de la récession, le Marché commun a pu maintenir son objectif principal : l'extension de la liberté des échanges commerciaux. L'intérieur et l'extérieur de la Communauté... »

« Le climat des échanges internationaux est aujourd'hui plus dur. Pour assurer la défense de l'emploi, la Communauté... »

les pays industrialisés, ont des intérêts fondamentalement analogues. Il ne s'agit pas de « durcir » les positions vis-à-vis de tel ou tel. Il s'agit de se rendre compte que nous sommes tous dans le même bateau. D'en tirer les conséquences. Nos difficultés, y compris celles qu'éventuellement nous pourrions rencontrer les uns avec les autres, doivent être examinées franchement et résolues en commun. Je suis persuadé que nous y parviendrons.

« Les efforts pour endiguer l'augmentation des exportations japonaises sur le marché européen ont-ils jusqu'ici remporté des succès limités ? »

« Les négociations... Japon... »

« Les échanges avec le Japon et les États-Unis se soldent par un déséquilibre croissant au détriment de la Communauté. La Commission envisage-t-elle une Washington ? »

« notre qualité d'interlocuteur. Que la Communauté, en tant que telle, soit responsable dans des négociations de ce genre, c'est une réalité. La C.E.S. et le Conseil diffèrent par leurs attitudes... »

« La Communauté se préoccupe-t-elle de développer des relations étroites avec les pays méditerranéens et les anciennes colonies d'Afrique ? »

« La Communauté poursuit une politique d'aide au développement qui ne concerne pas seulement telle ou telle région... »

« Les négociations douanières multilatérales dans le cadre du GATT... »

IL NE SUFFIT PAS D'APPUYER SUR UN BOUTON

Le vaste centre de formation de DIAG à Berlin et sa raison d'être.

DIAG, un puissant groupe allemand de machines avec, en Allemagne, cinq usines qui produisent essentiellement des machines destinées à l'usage des métaux. Toutefois, nos activités ne se limitent pas à la construction de machines mais englobent également la réalisation d'installations industrielles complètes dans le monde entier.

Concept : L'industrialisation dynamique. Dans le domaine de l'industrialisation, DIAG est un partenaire qui a fait ses preuves. Certes, notre apprentissage a été dur, mais il a porté ses fruits. Résultat : notre concept de l'industrialisation dynamique.

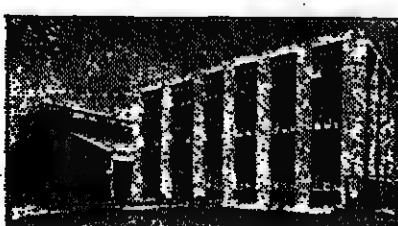
Nécessité : La formation optimale de la main-d'œuvre est relativement simple d'installer des machines entre quatre murs et de remettre les clés au client ; en un mot, de construire une usine clé en main. Mais il est difficile, par exemple dans un pays faiblement industrialisé, d'amener une telle usine à produire à pleine cadence avec une main-d'œuvre exclusivement locale. Là encore, DIAG va plus loin.

que d'autres. C'est ainsi qu'à Berlin, le centre de formation de DIAG abrite un vaste atelier-école qui permet de dispenser aux ouvriers étrangers une solide formation dans les principales catégories professionnelles du travail des métaux. Cette formation est accompagnée d'un enseignement théorique assuré par des membres du corps enseignant universitaire. Enfin, une partie de la formation est dispensée sur place, dans les ateliers-écoles dont sont dotées les usines réalisées par nos soins.

Résultats : Des usines fonctionnant à pleine cadence. La formation dispensée chez DIAG est une formation solide et complète. Quand les ouvriers étrangers rentrent dans leur pays, ils sont réellement capables de prendre deux usines en main, d'assurer la montée en cadence de la production — et pas seulement d'appuyer sur des boutons ! Dans les dernières années, DIAG a assuré la formation professionnelle de plus de 4000 ouvriers qualifiés venant des quatre coins du monde. Toute industrialisation digne de ce nom doit, à notre avis, être accompagnée d'une telle formation. C'est également la clé de notre succès.

L'emblème de DIAG au centre de l'aéroport de Berlin-Tegel

Si vous désirez en savoir plus sur le know-how, la palette de prestations et les installations de DIAG, demandez notre brochure : « DIAG - Industrialisation Dynamique ». Notre adresse : DIAG Deutsche Industrieanlagen GmbH Fritz-Werner-Str. 1000 Berlin 45 Allemagne



DEUTSCHE INDUSTRIEANLAGEN GmbH Industrialisation Dynamique

L'OCDE
annonce la parution de publications importantes

PERSPECTIVES ÉNERGETIQUES MONDIALES

(Rapport du Secrétaire général)

Analyse - à partir de données récentes de croissance économique et de prévisions énergétiques - les perspectives d'évolution de la demande et de l'offre d'énergie dans le monde en 1977 et dans la zone de l'OCDE en particulier.

122 pages, 84 F.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

Les développements économiques récents dans la zone de l'OCDE et les perspectives d'évolution, d'ici le milieu de 1977, du PIB réel, du chômage, des prix et du commerce.

100 pages (édition 1977) 124 pages, 72 F.

Abonnement (N° 21 et N° 22 à paraitre en juillet et en décembre 1977) : 120 F.

STATISTIQUES FINANCIÈRES DE L'OCDE

Un ouvrage unique : données statistiques et les plus récentes sur le marché international et sur les marchés financiers de la zone européenne, des États-Unis, du Japon.

N° 10 en vente à paraitre en décembre 1976 et en janvier 1977. Abonnement (N° 10 et N° 11 à paraitre en décembre 1976 et en janvier 1977) : 750 F.

STATISTIQUES ÉNERGETIQUES 1973-1975, avec les principales séries rétrospectives depuis 1960.

220 pages, 124 F.

LES PROBLÈMES ET LES POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

LES LES VITE DE L'OCDE, Vol. II

Un examen des problèmes de nature et de l'évolution des politiques de mesures gouvernementales sur le plan régional : Royaume-Uni, Belgique, aux Pays-Bas, en Finlande, en Autriche, en Allemagne, en Suisse.

216 pages, 740 F.

Le Vol. I - France, Italie, Irlande, Danemark, Suède, Japon, paru en avril 1976 est également disponible (pages, 720 F).

MESURE DU BIEN-ÊTRE SOCIAL Progrès dans l'élaboration des indicateurs sociaux.

244 pages, 124 F.

LA MESURE ÉCONOMIQUE DES DOMMAGES DANS LE DOMAINE DE L'ENVIRONNEMENT

164 pages, 770 F.

LES RENDREMENTS DE LA POLLUTION : ESSAI DE BILAN

84 pages, 115 F.

CATALOGUE DES PUBLICATIONS DE L'OCDE et suppléments : gratuits sur demande.

Les prix indiqués en francs C.F. (C.F. = 66,66 F. français) sont en vigueur en 1976. Les prix en francs C.F. sont en vigueur en 1976.

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

2 rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16

UN NUMÉRO SPÉCIAL DE « DOSSIERS ET DOCUMENTS »

L'ANNÉE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE 1976 : L'ESPOIR DÉÇU

Au sommaire :

- Bilan économique et social
- Bilan financier et boursier
- Où en sont les principaux pays ? (88 monographies à jour)
- Les mutations structurelles
- Une chronologie des événements
- Un index par thèmes et par pays

168 pages - 100 illustrations

EN VENTE PARTOUT - 12 F.

Notices

Notices

Notices

Notices

مَكْنَزٌ مِنَ الْأَصْلِ

APIDOU

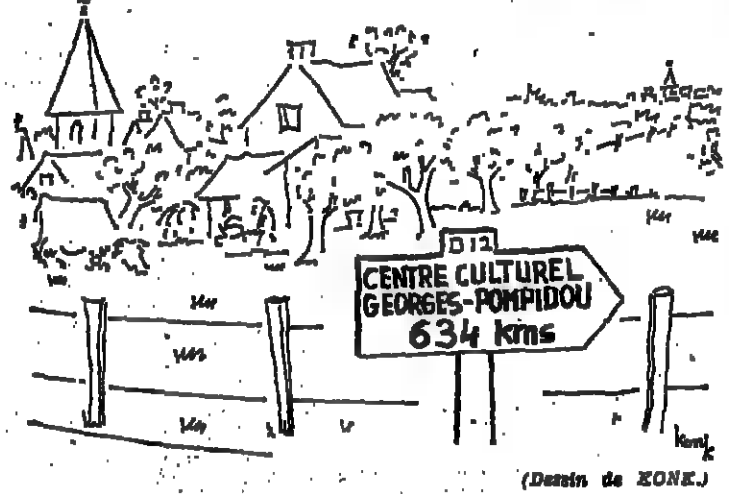
AU PLATEAU BEAUBOURG

Mme POMPIDOU : l'ancien président de la République avait trouvé le projet très beau.

Interrogée lundi 14 janvier au micro de France-Inter, Mme Claude Pompidou a notamment déclaré que l'ancien président de la République avait trouvé le projet très beau. « Il a dit : "C'est très bien", parce qu'il avait vu les plans et qu'il avait vu les maquettes », a-t-elle précisé. Elle a également souligné que le projet de la ville de Beaubourg était un projet de longue haleine, qui avait été initié par son père, Georges Pompidou, et qu'elle était fière de continuer son œuvre.

FERME MARDI

Le Centre Pompidou sera fermé mardi 15 janvier, de 10 h à 18 h, pour la célébration de la fête de la ville de Paris. Le Centre sera réouvert mercredi 16 janvier, de 10 h à 18 h.



DANS LA PRESSE PARISIENNE

LE JOURNAL DU DIMANCHE. de quel construire cinquante collages. « La construction a coûté 100 milliards », a-t-il déclaré. Son fonctionnement coûtera au minimum 13 milliards par an. C'est-à-dire de quoi construire cinquante collages. « On a dit : "C'est très bien", parce qu'il avait vu les plans et qu'il avait vu les maquettes », a-t-elle précisé.

LAURENCE, le génie n'y va pas

Le Centre Pompidou sera fermé mardi 15 janvier, de 10 h à 18 h, pour la célébration de la fête de la ville de Paris. Le Centre sera réouvert mercredi 16 janvier, de 10 h à 18 h.

LE FIGARO, une date. Le Centre Pompidou sera fermé mardi 15 janvier, de 10 h à 18 h, pour la célébration de la fête de la ville de Paris. Le Centre sera réouvert mercredi 16 janvier, de 10 h à 18 h.

LE QUOTIDIEN DE PARIS

Le Centre Pompidou sera fermé mardi 15 janvier, de 10 h à 18 h, pour la célébration de la fête de la ville de Paris. Le Centre sera réouvert mercredi 16 janvier, de 10 h à 18 h.

L'HUMANITÉ, dans un régime démocratique. Le Centre Pompidou sera fermé mardi 15 janvier, de 10 h à 18 h, pour la célébration de la fête de la ville de Paris. Le Centre sera réouvert mercredi 16 janvier, de 10 h à 18 h.

LIBERATION, le dernier paquebot

Le Centre Pompidou sera fermé mardi 15 janvier, de 10 h à 18 h, pour la célébration de la fête de la ville de Paris. Le Centre sera réouvert mercredi 16 janvier, de 10 h à 18 h.

UNE FILLE COUSUE DE FIL BLANC

Le Centre Pompidou sera fermé mardi 15 janvier, de 10 h à 18 h, pour la célébration de la fête de la ville de Paris. Le Centre sera réouvert mercredi 16 janvier, de 10 h à 18 h.

UNE LETTRE DU DIRECTEUR DE LA SEMAH

Le Centre Pompidou sera fermé mardi 15 janvier, de 10 h à 18 h, pour la célébration de la fête de la ville de Paris. Le Centre sera réouvert mercredi 16 janvier, de 10 h à 18 h.

Comment fermer le plateau Beaubourg ?

Le Centre Pompidou sera fermé mardi 15 janvier, de 10 h à 18 h, pour la célébration de la fête de la ville de Paris. Le Centre sera réouvert mercredi 16 janvier, de 10 h à 18 h.

LETTRES

CORRESPONDANCE

ANDRÉ SÉVRY ET LES ÉCRIVAINS PROLÉTAIRES

Le Centre Pompidou sera fermé mardi 15 janvier, de 10 h à 18 h, pour la célébration de la fête de la ville de Paris. Le Centre sera réouvert mercredi 16 janvier, de 10 h à 18 h.

Cinéma

LA ROSE DE LA FLÈCHE, de Richard Lester

Robin, le héros de Richard Lester, est un jeune homme qui cherche à trouver sa place dans un monde où tout est en mouvement. Il est un homme de bien, un homme qui veut faire du bien, mais qui est confronté à un monde où tout est corrompu.

Peinture

MORT DE JULES CAVALLIÈRE

Nous apprenons la mort du peintre Jules Cavallière. Il était âgé de 85 ans. Il avait été un grand peintre, un grand artiste, un grand homme.

Musique

DEUX SOIRÉES CARTER A L'IRCAM

Les deux soirées de la musique de Carter à l'IRCAM. C'est une occasion unique de voir et d'écouter les œuvres de ce grand compositeur.

Rock

UN CONCERT BEAUROCK

Le concert de Beaurock. C'est un concert qui va réunir les meilleurs musiciens de la scène rock.

Livres

Les surréalistes

Les surréalistes. C'est un mouvement artistique qui a marqué l'histoire de l'art.

Les surréalistes

Les surréalistes. C'est un mouvement artistique qui a marqué l'histoire de l'art.

Les surréalistes

Les surréalistes. C'est un mouvement artistique qui a marqué l'histoire de l'art.

Les surréalistes

Les surréalistes. C'est un mouvement artistique qui a marqué l'histoire de l'art.

Les surréalistes

Les surréalistes. C'est un mouvement artistique qui a marqué l'histoire de l'art.

Peinture

MORT DE JULES CAVALLIÈRE

Nous apprenons la mort du peintre Jules Cavallière. Il était âgé de 85 ans. Il avait été un grand peintre, un grand artiste, un grand homme.

Musique

DEUX SOIRÉES CARTER A L'IRCAM

Les deux soirées de la musique de Carter à l'IRCAM. C'est une occasion unique de voir et d'écouter les œuvres de ce grand compositeur.

Rock

UN CONCERT BEAUROCK

Le concert de Beaurock. C'est un concert qui va réunir les meilleurs musiciens de la scène rock.

Livres

Les surréalistes

Les surréalistes. C'est un mouvement artistique qui a marqué l'histoire de l'art.

Les surréalistes

Les surréalistes. C'est un mouvement artistique qui a marqué l'histoire de l'art.

Les surréalistes

Les surréalistes. C'est un mouvement artistique qui a marqué l'histoire de l'art.

Les surréalistes

Les surréalistes. C'est un mouvement artistique qui a marqué l'histoire de l'art.

Les surréalistes

Les surréalistes. C'est un mouvement artistique qui a marqué l'histoire de l'art.

Les surréalistes

Les surréalistes. C'est un mouvement artistique qui a marqué l'histoire de l'art.

Les surréalistes

Les surréalistes. C'est un mouvement artistique qui a marqué l'histoire de l'art.

Peinture

MORT DE JULES CAVALLIÈRE

Nous apprenons la mort du peintre Jules Cavallière. Il était âgé de 85 ans. Il avait été un grand peintre, un grand artiste, un grand homme.

Musique

DEUX SOIRÉES CARTER A L'IRCAM

Les deux soirées de la musique de Carter à l'IRCAM. C'est une occasion unique de voir et d'écouter les œuvres de ce grand compositeur.

Rock

UN CONCERT BEAUROCK

Le concert de Beaurock. C'est un concert qui va réunir les meilleurs musiciens de la scène rock.

Livres

Les surréalistes

Les surréalistes. C'est un mouvement artistique qui a marqué l'histoire de l'art.

Les surréalistes

Les surréalistes. C'est un mouvement artistique qui a marqué l'histoire de l'art.

Les surréalistes

Les surréalistes. C'est un mouvement artistique qui a marqué l'histoire de l'art.

Les surréalistes

Les surréalistes. C'est un mouvement artistique qui a marqué l'histoire de l'art.

Les surréalistes

Les surréalistes. C'est un mouvement artistique qui a marqué l'histoire de l'art.

Les surréalistes

Les surréalistes. C'est un mouvement artistique qui a marqué l'histoire de l'art.

Les surréalistes

Les surréalistes. C'est un mouvement artistique qui a marqué l'histoire de l'art.

هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOI
"Placeurs encadrés" 2 col. et +
(la ligne colonne)
DEMANDES D'EMPLOI
CAPITAUX OU
PROPOSITIONS COMMERC.

La ligne 40,00
La ligne T.C. 45,75
4 48,04
10,29
70,00 80,08

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER
"Placeurs encadrés"
Double insertion
"Placeurs encadrés"
L'AGENDA DU MONDE

La ligne 28,00
La ligne T.C. 32,03
34,00 38,89
38,00 43,47
40,00 45,76
28,00 32,03

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux

emplois internationaux

emplois internationaux

INGÉNIEUR DES VENTES POUR SYSTÈMES DE FREINAGE

Nous sommes une Société Internationale de construction de matériel de freinage pour véhicules. Pour l'expansion de notre marché en Europe, nous cherchons un ingénieur qualifié possédant une expérience des systèmes de freinage de véhicules, surtout dans le domaine des freins pneumatiques et, de préférence, également expérimenté dans le secteur commercial.

Le titulaire sera rattaché à notre société de vente à Liège, couvrant surtout les pays d'expression française et, occasionnellement, le reste de l'Europe. Il devra faire preuve d'une grande initiative, c'est-à-dire négocier des contrats au plus haut niveau, découvrir de nouveaux débouchés, maintenir des contacts et établir son propre programme de déplacements.

Il est indispensable de posséder une formation d'ingénieur, de parler couramment français et anglais avec, de préférence, des connaissances de base d'allemand, et d'être à même de communiquer avec les ingénieurs de développement et production.

Salaires intéressants à négocier, avec voiture de société. Remboursement des frais, autres avantages d'une grande société ainsi que, le cas échéant, la prise en charge des frais de déménagement.

Si vous cherchez un poste à responsabilité et votre initiative et votre enthousiasme seront récompensés, écrivez en joignant votre C.V. à :

Mr. R. KEME
CLAYTON DEWANDRE (Belg.) S.A.
BA FRERE-ORBAN 15, Bte. 012
4000 LIEGE, BELGIQUE

MAURITANIE SOCIÉTÉ NATIONALE INDUSTRIELLE ET MINÉRIE

Employant plus de 6000 personnes dont 1000 expatriés, la SNIM comprend notamment des mines de fer, de cuivre, une raffinerie, etc.

Elle cherche à pourvoir pour l'un de ses unités le poste de :

CHEF DU SERVICE ATELIERS

Rattaché au Chef du Département Technique, il aura pour fonction :

- la supervision de l'entretien et de la révision des engins miniers (pelles 330, chargeurs 992 et 988, etc.) de divers équipements auxiliaires et d'installations de pompage,
 - la responsabilité de différentes sections : charbonnerie - garage V.L., PL - mécanique générale - vulcanisation.
- Ce poste conviendrait à un ingénieur A et M ou équivalent, ayant 5 ans minimum d'expérience et une parfaite connaissance du matériel de mines et Travaux Publics.
- La rémunération, fonction du niveau du candidat, est assortie d'avantages substantiels (logement équipé, voiture, polyclinique et soins médicaux gratuits, 2 mois de congés annuels, etc.).

Adresser C.V., photo et lettre manuscrite, réf. 4029/M à la SNIM, 42, rue Camborne 75015 Paris.



REPRÉSENTANT TECHNICO-COMMERCIAL

Produits de Fonderie

Afin de répondre à la demande croissante de nos produits en Europe, nous avons besoin, pour couvrir les pays de la C.E.E. d'un représentant technico-commercial possédant une expérience complète de l'industrie de la fonderie.

Nos produits, comprenant les pièces coulées en aluminium, acier, fer, deux usages spéciaux (haute pression, gravité et sable), sont utilisés dans divers secteurs industriels, dont l'automobile et les véhicules commerciaux, ainsi que la technique générale.

Le titulaire opérera à partir de notre société de vente à Liège, Belgique, et nous prendrons en charge, le cas échéant, les frais de déménagement.

Il est indispensable que le candidat parle couramment français et anglais, avec, de préférence, des notions de base d'allemand.

Salaires intéressants à négocier, avec voiture de société et autres avantages.

Si vous désirez faire partie d'une organisation en pleine expansion, envoyez votre C.V. à :

Mr. R. KEME
CLAYTON DEWANDRE (Belgium) S.A.
Bd FRERE-ORBAN 15, Bte. 012
4000 LIEGE, BELGIQUE

IMPORTANT FIRM AMERICAINE. recherche pour l'AFRIQUE OCCIDENTALE

directeur de zone

5 ans minimum.
Formation AGRONOME, langue ANGLAISE indispensable.

Il sera chargé de promouvoir sur un plan technique et commercial les produits anti-parasitaires en collaboration étroite avec ses distributeurs dans chaque territoire. La préférence sera donnée à un candidat ayant déjà une expérience africaine.

Lieu de résidence : ABIDJAN.

Envoyer lettre manuscrite, CV et références à :
CONTACT, 156 boulevard Haussmann,
75008 Paris, qui transmettra.



recherche pour
IMPORTANT SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE BOIS
CONGO (Pointe-Noire)

1 DIRECTEUR FORESTIER

Il sera chargé :
- de la direction des opérations ;
- de la création et de l'entretien des routes ;
- de l'administration du chantier.

Salaires importants.
Nombreux avantages sociaux.
Lieu de résidence : Ouanza.
Adresser C.V. manuscrite et photo à la S.I.E.,
21, rue de Dunkerque, 75009 PARIS.

ENTREPRISE FRANÇAISE

recherche pour important chantier
MOYEN ORIENT
électricité générale
et courants faibles

INGÉNIEUR - CHEF DE GROUPE

Parfaite connaissance de l'anglais indispensable.
Déplacement seul ou avec famille.
Adresser curriculum vitae sous la référence 35.199
PUBLICITE ROGER BLEY
101, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

un nouveau service concernant l'emploi Le Monde INFORMATION-PROFESSIONS

Dresse chaque semaine le tableau récapitulatif des offres d'emplois encadrées, parues dans "Le Monde" concernant chacune des principales fonctions ou professions.

C'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

bon de commande à découper Le Monde INFORMATION-PROFESSIONS

Je désire m'abonner à la synthèse hebdomadaire de la ou les fonctions suivantes :

- 1) Mettre une croix dans les cases correspondant aux fonctions retenues :
- Direction générale, fonctions multiples.
 - Marketing relations publiques publicitaires.
 - Informatic.
 - Production entretien.
 - Ingénieurs.
 - Etudes organisation et recherche.
 - Direction financière et administrative.
 - Comptabilité.
 - Persomnel formation relations humaines et sociales.
 - Direction commerciale vente.
 - Ingénieurs commerciaux et technico-commerciaux.

2) Rayer, dans le tableau ci-dessous, le nombre de semaines retenus :

TARIF DES ABONNEMENTS (en Francs)											
Nombre de fonctions demandées	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
13 semaines	38	77	112	145	177	206	234	259	283	304	324
26 semaines	69	134	195	254	308	361	408	453	494	532	566
52 semaines	118	230	336	436	530	618	700	777	847	912	971

Le tarif de l'abonnement est la correspondance entre le nombre de fonctions et le nombre de semaines demandé.

INFORMATION-PROFESSIONS est adressé sous pli fermé soit au domicile soit au Siège de la Société de l'abonné.

(Le premier envoi sera assuré dès la semaine suivant celle de la réception du bon de commande.)

Pour tous renseignements complémentaires, téléphoner au 874.72.05, ou écrire :

"LE MONDE" INFORMATION-PROFESSIONS - 5, rue des Italiens, 75009 PARIS

NOM : _____ ou SOCIÉTÉ : _____

ADRESSE : _____ TEL : _____

Joindre le règlement ch. bancaire à l'ordre du "Mondes" ch. postal (CCP4207-23 Paris) ETRANGER - envoi aérien : + 1 F. par fonction et par semaine

SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE

recherche

1) Pour une importante étude routière en AFRIQUE DE L'OUEST.

UN CHEF DE MISSION

Ingénieur, ayant au minimum 10 ans d'expérience dans le domaine des routes et des ponts, capable de diriger une mission et de contrôler les opérations sur place, des contacts avec l'administration.

Durée de la mission : 3 ans minimum.

Possibilité de développement ultérieur, en fonction de la personnalité et des résultats.

2) Pour son bureau d'études à Paris.

UN INGÉNIEUR ROUTIER

Minimum 5 ans d'expérience dans le domaine des études routières (études préliminaires et projet, équipements et travaux d'entretien).

Possibilité missions à l'étranger.

Bonne connaissance de l'anglais vivement souhaitée.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et présentations sous référence :

PROFILS CONSEIL EN RECRUTEMENT

5 bis, rue Keppler, 75116 Paris.

SORGEM

recherche

1) ORGANISATEURS ÉCONOMISTES

- grande école de gestion - formation complémentaire (économie, comptabilité ou gestion) ;
- expérience professionnelle cabinets d'organisation ou (5 ans minimum).

2) AUDITEURS

- formation supérieure ;
- expérience AUDIT (3 ans minimum).

Ces postes, pour lesquels un sens aigu des relations humaines est exigé, nécessitent de nombreux déplacements dans plusieurs pays d'Afrique (6 à 8 mois par an).

Une expérience africaine est appréciée.

Envoyer curriculum vitae, photo et présentations à :

20 T. 08.500 M. EXOPE-PRESS
35 bis, rue Réaumur, PARIS (2^e).

emplois internationaux

Le Monde présente cette rubrique dans ses pages d'annonces le lundi et le mardi.

Cette classification permet sociétés nationales et internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne T.C.	La ligne T.C.
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	32,03
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	48,04
CHARGES DE PROPAGANDE COMMERC.	9,00	10,28
	11,00	80,08

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés"	28,00	32,03
"Double insertion"	38,00	43,47
"Placards encadrés"	40,00	48,04
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,03

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Nous sommes :
une Société du secteur tertiaire. Nous expansion
conduit à décider de mettre en place rapidement un système
informatique en temps réel (réseau de terminaux).

Nous recherchons
de renforcer nos équipes pour la durée du chantier

UN INGÉNIEUR EN ORGANISATION

pour concevoir et mettre en place notre Contrôle

UN INGÉNIEUR INFORMATICIEN

pour concevoir et mettre en place notre Base de Données.

Nous exigeons :

- une expérience réussie et prouvée de conduite de projet dans ces domaines
- une personnalité
- la grande disponibilité que suppose un tel démarrage.

Nous offrons :

- un salaire élevé
- responsabilités réelles au sein d'un projet important
- un lieu de travail attrayant (ville moyenne à 200 km de Paris).

Adresser C.V. manuscrit, photo, prétentions, réf. 1026,
PLAIN CHAMPS, 5, rue du Helder, 75009 PARIS.

chef de produits alimentaires

BSN-Gervais Danone recherche un H.E.C., ESSEC, ESCP, ISA, MBA... pour lui confier un poste de Chef de Produits dans la Société Jacquemais.

Il aura la responsabilité de la gestion et du développement de la gamme de produits BSN, pour lesquels il disposera d'un budget publicitaire important (TV, promotions, etc.).

Intégré à une équipe jeune, il contribuera par sa connaissance et son expérience des techniques modernes de marketing, à la formation d'un assistant. Par ailleurs, la taille du Groupe lui permettra d'envisager de larges perspectives d'évolution de carrière.

Ce poste intéressera des candidats qui, ayant reçu une bonne formation au marketing, disposent au minimum de 3 ans d'expérience acquise dans une entreprise de produits de grande consommation.

Lieu du poste : Villefranche-sur-Saône. Ville à taille humaine, à 30 km du centre de Lyon par autoroute.

Adresser votre C.V. détaillé sous référence F 06 M, à Françoise Manson, BSN-Gervais Danone, 7, rue de Téhéran, 75008 Paris.

bsn.gervais danone

offres d'emploi



CONTROL DATA FRANCE

RESPONSABLE JURIDIQUE

Responsable au niveau des contrats clients, il devra, après analyse des risques commerciaux, techniques et financiers, optimiser les conditions d'exécution des contrats établies par la maison mère.

En liaison directe avec la Direction Générale, il veillera à la protection juridique des intérêts de la filiale.

Le candidat que nous recherchons, à 35 ans minimum, une licence en droit, une expérience professionnelle d'au moins 4 ans dans l'industrie, la connaissance de la législation française et la parfaite maîtrise de l'anglais sont pour nous des impératifs de sélection.

La connaissance du marché informatique, serait pour le candidat un atout supplémentaire.

La rémunération que nous envisageons pour ce poste sera bien sûr à la hauteur de nos exigences.

Envoyez votre C.V. détaillé à M. Gary - Control Data, 155, rue de Bercy 75582 Paris Cedex 12.

NOTRE EXPANSION NOUS A FAIT UN BESOIN EN NOTRE PROFESSION

(FABRICATION DE BIENS D'EQUIPEMENT)

Nous recherchons et développons des hommes de distribution

RESPONSABLE DU DEVELOPPEMENT

collaborateur immédiat du directeur commercial, il sera chargé de mener, au plus haut niveau, les actions de contact, de diagnostic, d'animation et de prospection auprès des principaux clients.

Le poste, qui est un poste à responsabilité, requiert un homme :
- très expérimenté, actif, d'autorité
- capable de vendre, d'acquiescer, d'analyser
- ayant une expérience d'au moins 5 ans dans l'industrie
- connaissant les techniques de gestion de P.M.E.
NOUS PROPOSONS :
- un emploi où l'esprit d'initiative sera justement apprécié ;
- une ambiance de travail jeune et dynamique ;
- une rémunération à l'importance de l'apport du rôle joué dans le développement de l'entreprise.

Envoyer C.V. manuscrit et photo à : C.N.P.G., av. Victor-Hugo, Paris-16^e, et D.E.V.

TRANSPORTS ROUTIERS ET AFFRETEMENTS ADJOINT à P.D.G.

La réorganisation de l'entreprise d'une entreprise de transports routiers et d'affrètement, nous fait rechercher pour son P.D.G. un Adjoint au P.D.G. (Filière d'un Groupe International très important) et plusieurs Sociétés complémentaires, un Adjoint polyvalent qui, en conservant, sera un premier adjoint à la direction et pourra ensuite traiter progressivement les problèmes d'exploitation. Il s'agit d'un poste à responsabilité, tout collaborateur actif, 30 ans minimum.

FORMA : COMMERCIALE SUPERIEURE. Aliénation indépendante. Facilités de logement. Voiture fournie.

Envoyer lettre manuscrite C.V. et photo à : cabinet leconte, 4, rue Amiral Courbet-75116 PARIS.

Société des Produits Industriels S.P.I. division SEMI-CONDUCTEURS INTERMETALL, 68000 COLMAR

Nous sommes en pleine expansion et recherchons des ingénieurs expérimentés et compétents. Nous offrons des postes intéressants d'avenir dans une équipe jeune d'un secteur industriel en pointe.

UN INGÉNIEUR MÉTHODES

de formation en MECHANIQUE (Lycée et Métiers, INSA...), nous avons une expérience de 10 ans dans la fabrication de grande série.

Il sera principalement chargé de l'étude et de la mise au point de la fabrication, pour nous en tant que comme idée directrice, l'automatisation et la mise au point de la production.

UN TECHNICIEN

EST MECHANIQUE ou OUT GÉNÉRAL. Il sera chargé de la maintenance mécanique d'une chaîne de fabrication, pour nous en tant que comme idée directrice, l'automatisation et la mise au point de la production.

Pour les 2 postes, le candidat doit avoir une expérience de 2 ans minimum en mécanique et une maîtrise de l'anglais. Une maîtrise de l'allemand est requise. Nous recherchons des candidats sérieux, motivés, capables de travailler dans une équipe.

Envoyer votre curriculum vitae manuscrit, photo et lettre de motivation à : S.P.I., 68000 COLMAR.

DISCRETION ABSOLUE.

SOCIÉTÉ DE PARFUMERIE CHARTRES

ADJOINT AU DIRECTEUR

plus particulièrement chargé des aspects d'organisation, de planning, de achats et de expéditions. Expérience exigée en ce domaine de la parfumerie.

Salaire important - avantages sociaux. Envoyer C.V. et photo à : SOCIÉTÉ DE PARFUMERIE CHARTRES, 10, rue de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

ENTREPRISE GÉNÉRALE DE CONSTRUCTIONS INDUSTRIELLES A L'EXPORTATION

RESPONSABLE DU DÉPARTEMENT COMMERCIAL

Il aura la responsabilité de la gestion et du développement de la gamme de produits BSN, pour lesquels il disposera d'un budget publicitaire important (TV, promotions, etc.).

Intégré à une équipe jeune, il contribuera par sa connaissance et son expérience des techniques modernes de marketing, à la formation d'un assistant. Par ailleurs, la taille du Groupe lui permettra d'envisager de larges perspectives d'évolution de carrière.

Ce poste intéressera des candidats qui, ayant reçu une bonne formation au marketing, disposent au minimum de 3 ans d'expérience acquise dans une entreprise de produits de grande consommation.

Lieu du poste : Villefranche-sur-Saône. Ville à taille humaine, à 30 km du centre de Lyon par autoroute.

Adresser votre C.V. détaillé sous référence F 06 M, à Françoise Manson, BSN-Gervais Danone, 7, rue de Téhéran, 75008 Paris.

USINE MOULINEX SAINT-LO

recherche pour BUREAU D'ETUDES

UN INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

Minimum trois ans d'expérience dans l'application des techniques électroniques pour études et lancement de dispositifs électroniques adaptés à nos produits.

Adresser C.V. et prétentions sous n° 3.843 à :

S.P.I. A. PUBLICITE 12, rue Jean - Jaurès 92807 Puteaux qui transmettra.

SOCIÉTÉ MULTINATIONALE PRODUITS GRANDE CONSOMMATION

Pour consolider sa nouvelle structure, la Société recherche des responsables expérimentés.

DIRECTEUR RÉGIONAL DES VENTES

REGIONS NIELSEN III et V OUEST

Il devra :
- Connaître la distribution des produits de grande consommation ;
- secondé par deux inspecteurs, animer, coordonner et contrôler l'ensemble de l'activité de l'équipe de représentants ;
- assurer la formation et l'entretien de l'équipe ;
- assurer la responsabilité définie par objectifs concrets ;
- être dynamique ; min. 30 ans.

Le candidat devra avoir une expérience professionnelle de 10 ans minimum dans la région parisienne et une expérience de 5 ans minimum dans la vente de produits de grande consommation.

Envoyer C.V. et photo à : Mlle J. MOLINIER, 23, rue de la République, 75002 Paris.

responsable pour MISSIONS DE LONGUE DURÉE EN PROVINCE

Formation supérieure ou solides références - 30 ans minimum d'expérience dans le domaine commercial et des techniques d'organisation, esprit pratique et réaliste, sens des responsabilités, contact humain.

Possibilité de CADRE SUPÉRIEUR appelé à participer à la Direction Générale. Rémunération à débattre.

Envoyer C.V., prétentions et photo à : Fédération Sociétés coopératives de Gestion 27/53, rue de la Gare - 92000 BOULOGNE.

JEUNE INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

Il aura la responsabilité de la gestion et du développement de la gamme de produits BSN, pour lesquels il disposera d'un budget publicitaire important (TV, promotions, etc.).

Intégré à une équipe jeune, il contribuera par sa connaissance et son expérience des techniques modernes de marketing, à la formation d'un assistant. Par ailleurs, la taille du Groupe lui permettra d'envisager de larges perspectives d'évolution de carrière.

Ce poste intéressera des candidats qui, ayant reçu une bonne formation au marketing, disposent au minimum de 3 ans d'expérience acquise dans une entreprise de produits de grande consommation.

Lieu du poste : Villefranche-sur-Saône. Ville à taille humaine, à 30 km du centre de Lyon par autoroute.

Adresser votre C.V. détaillé sous référence F 06 M, à Françoise Manson, BSN-Gervais Danone, 7, rue de Téhéran, 75008 Paris.

3M ingénieur contrôle-qualité

Formation :
- génie chimique ou mécanique.

- 2 à 5 ans d'expérience industrielle de 2 à 5 ans si possible en contrôle, contrôles statistiques, clientèle, etc.).
- une bonne pratique de la langue anglaise parlée.

Le principal :
- travailler en collaboration avec les services techniques de la Société à l'élaboration ou la modification des produits.

- méthodes et moyens de contrôle en œuvre pour les produits satisfaisant la clientèle et répondant à l'image qualité 3M.

Envoyer C.V. et photo à : 3M, Service Recrutement FRANCE, 155, rue de Bercy, 75582 Paris.

Attachés commerciaux

Notre société, la première dans sa branche, est en constante expansion. Chez nous, la vente est à l'honneur : 200 personnes sont chargées de la commercialisation de nos biens d'équipement.

Qui sont-ils ?
Les uns, vendeurs professionnels, sont venus chez nous pour faire leur champ d'activité, élargir le réseau de leur contact.

Les autres, armés d'un diplôme de l'enseignement supérieur, désirent faire leurs débuts dans un poste commercial exigeant compétence et ouverture d'esprit.

Tous sont responsables de la gestion de leur zone.

Vous ressemblez ?
A l'un d'eux, et vous aussi vous êtes intéressés. Sachez : nous proposons :
- 5 semaines de formation rémunérées ;
- un salaire élevé à la fin du stage ;
- une expérience professionnelle enrichissante ;
- un travail dans une équipe d'une dizaine de personnes jeunes et efficaces.

Des postes sont à pourvoir à Paris et Région Parisienne et dans les villes suivantes : Strasbourg, Marseille, Lille, Lyon et Bordeaux. Envoyez nous vite, 155 rue de Bercy, l'attestation demandée à l'inscription. Carré, Tour 155, 155, rue de Bercy, 75582 Paris, qui traitera vos candidatures.

INFRAPLAN CARRIERES

Important Groupe d'Assurances

RÉGION OUEST - FRANCE

AUDIT

Cette fonction est réservée à un

JEUNE DIPLOMÉ H.E.C. - ESSEC - E.S.C.P.

Options : finances, comptabilité, gestion de gestion

Il assurera l'audit responsable du groupe, général des sociétés du Groupe, et lui définira ses missions. Il sera chargé d'analyser et de proposer des éléments de rapports destinés à la Direction Générale.

De réelles possibilités d'évolution dans le groupe sont offertes.

Adresser C.V. et prétentions sous référence 1026 à : M. Albert AUPÉTIT, COFAP, 20, rue de Chabrol 75010 Paris.

Le PDG d'une entreprise dynamique, située dans la vallée du Rhône, près de Lyon, fabriquant et distribuant des produits de luxe et demi-luxe, cherche son

directeur des ventes

missions : orienter la politique de développement de l'entreprise, animer et dynamiser la force de vente.

Ce poste convient à un directeur diplômé d'une école de type ESC, ayant une expérience de la vente de produits touchant à la mode.

Ecrire à : G. DILL, référence 399 LM.

ALEXANDRE TIC S.A. 10, RUE DE LA REPUBLIQUE - LYON PARIS-LILLE-BRUXELLES-GENÈVE-LONDRES

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

هكذا من الأصل

	La ligne	La ligne T.E.
L'IMMOBILIER	28,00	28,00
"Placards encadrés"	34,00	34,00
Double insertion		43,47
"encadrés"		45,76
L'AGENDA DU MONDE	28,00	28,00

REPRODUCTION INTERDITE

autres d'emploi

RECHERCHES D'INGÉNIEUR

Ingénieur diplômé
Brevet de
Diplôme de
Ingénieur

RECHERCHES D'INGÉNIEUR

Ingénieur diplômé
Brevet de
Diplôme de
Ingénieur

RECHERCHES D'INGÉNIEUR

Ingénieur diplômé
Brevet de
Diplôme de
Ingénieur

RECHERCHES D'INGÉNIEUR

Ingénieur diplômé
Brevet de
Diplôme de
Ingénieur

RECHERCHES D'INGÉNIEUR

Ingénieur diplômé
Brevet de
Diplôme de
Ingénieur

RECHERCHES D'INGÉNIEUR

Ingénieur diplômé
Brevet de
Diplôme de
Ingénieur

RECHERCHES D'INGÉNIEUR

Ingénieur diplômé
Brevet de
Diplôme de
Ingénieur

RECHERCHES D'INGÉNIEUR

Ingénieur diplômé
Brevet de
Diplôme de
Ingénieur

RECHERCHES D'INGÉNIEUR

Ingénieur diplômé
Brevet de
Diplôme de
Ingénieur

RECHERCHES D'INGÉNIEUR

Ingénieur diplômé
Brevet de
Diplôme de
Ingénieur

RECHERCHES D'INGÉNIEUR

Ingénieur diplômé
Brevet de
Diplôme de
Ingénieur

RECHERCHES D'INGÉNIEUR

Ingénieur diplômé
Brevet de
Diplôme de
Ingénieur

RECHERCHES D'INGÉNIEUR

Ingénieur diplômé
Brevet de
Diplôme de
Ingénieur

RECHERCHES D'INGÉNIEUR

Ingénieur diplômé
Brevet de
Diplôme de
Ingénieur

RECHERCHES D'INGÉNIEUR

Ingénieur diplômé
Brevet de
Diplôme de
Ingénieur

RECHERCHES D'INGÉNIEUR

Ingénieur diplômé
Brevet de
Diplôme de
Ingénieur

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

A L'ÉTRANGER

Le gouvernement suédois prend des mesures pour préserver l'emploi

De notre correspondant

Stockholm. — Le Per Ahlmark, ministre du travail, a présenté, en janvier, un train de mesures destinées à préserver l'emploi pour le premier semestre de l'année 1977. Au total, le gouvernement consacrerait 1 milliard de couronnes (1) à des mesures anticipées de l'État à l'industrie, à des travaux publics et aux collectivités locales.

Il augmenterait les subventions aux entreprises qui choisissent de mettre en formation continue le recyclage et personnel de licenciement. Mais ailleurs, le gouvernement veut développer la formation professionnelle pour faire face au chômage parmi les jeunes et les femmes.

M. Ahlmark estime que ces mesures, du moins pour les premiers mois, vont venir plus tard que prévu, « le gouvernement n'a pas à prendre de mesures anticipées », les mesures prises par le gouvernement sont donc présentées au Parlement sous forme de propositions.

Tout est réfléchi, le « bouillonnement » poursuit en ce domaine la politique menée par leurs prédécesseurs. Les dernières mesures mises en œuvre pour le moment sont une stimulation générale de l'économie. Le ministre de l'opinion, M. Olof Palme, a déclaré qu'un bon point aux gouvernements, le premier depuis les élections, en se trouvant devant ces mesures.

Blanc le taux de chômage est de 1,18 %.

ALAIN DEBOYE.

Le froid provoque la mise en chômage technique de près de deux millions de salariés

Aux États-Unis

De notre correspondant

New-York. — Le froid glacial qui souffle sur la côte est des États-Unis a déjà provoqué la mise en chômage technique de 1,5 million de salariés. Ce chiffre pourrait atteindre 2 millions si la situation persiste.

Les chaudières les plus durables sont celles qui sont frappées par les vents du Nord et du Sud. Dans le cas contraire, elles sont considérées comme perdus. Dans le New-Jersey, par exemple, les chaudières sont considérées comme perdus. Dans le New-Jersey, par exemple, les chaudières sont considérées comme perdus.

M. Carter, président des États-Unis, a déclaré que le froid avait provoqué la mise en chômage technique de 1,5 million de salariés. Ce chiffre pourrait atteindre 2 millions si la situation persiste.

La situation actuelle est préoccupante. Le froid a provoqué la mise en chômage technique de 1,5 million de salariés. Ce chiffre pourrait atteindre 2 millions si la situation persiste.

FISCALITÉ

Quand le fisc oublie les chiffres

COPIE BLANCHE...

Dans plusieurs arrondissements de Paris, les contribuables ont reçu, hier, des chiffres de l'impôt sur le revenu. S'étant inquiétés après l'administration, ils ont demandé à voir le papier qui permet d'imprimer les feuilles d'impôt. Les feuilles d'impôt sont donc imprimées à l'avance.

FAITS ET CHIFFRES

Emploi

CINQUANTE-CINQ PERSONNES ONT ÉTÉ LICENCIÉES DANS LE DÉPARTEMENT DE LA SAVOIE. Confection, spécialisée dans le traitement des produits textiles, a été licenciée d'Albigny (Savoie), qui a fermé définitivement ses portes le samedi 28 janvier. C'est le matin même que les ouvriers de cette entreprise, rattachée à la commune par la municipalité, avec l'aide du fonds départemental d'expansion économique, ont été licenciés.

Étranger

LA BALANCE COMMERCIALE ITALIENNE s'est soldée par un déficit de 4 100 milliards de francs (38,8 milliards de francs) pour les onze premiers mois de 1976. Pendant la même période, en 1975, le déficit avait été de 4 100 milliards de francs (38,8 milliards de francs). L'importance de ce déficit est principalement due aux achats de pétrole, qui ont coûté 1 100 milliards de francs (10,1 milliards de francs).

L'Institut des statistiques constate un ralentissement de l'inflation en décembre avec une hausse du prix de 1,2 %, contre 2,2 % en novembre. Paradoxalement, on assiste au même moment une augmentation de 40 % du prix du lait par rapport au prix du lait en juillet. — (A.F.P.)

QUATRE MILLIARDS DE LIRE ont été infligés à trois Italiens pour exportation illégale de capitaux vers la Suisse pour le compte de contrebandiers napolitains. — (A.F.P.)

AU PORTUGAL, le chômage touche actuellement 503 personnes, soit 14 % de la population active, qui est estimée à 3 587 000 travailleurs. A l'indique Silva, secrétaire d'État au Plan : « Le chômage des jeunes est la recherche de leur premier emploi, 125 700 des rapatriés des anciennes colonies, 178 000 travailleurs ayant perdu leur travail. — (A.F.P.)

DÉMOGRAPHIE

La population mondiale augmente de près de 2 % par an

Nations Unies (A.F.P.). — La population mondiale, qui atteignait 3 997 milliards d'habitants au début de l'année 1976, a augmenté de 1,9 % par an. C'est le quinquième anniversaire démographique des Nations Unies pour 1975 publié le 30 janvier à New York. Plus de la moitié des habitants de la terre (3 258 millions, soit 81,5 %) vivent en Asie, 11,9 % en Europe, 6,1 % en Amérique du Nord, 1,1 % en Afrique, 0,5 % en Océanie.



Jacques Attali parle de « Bruits », son dernier livre. Quels rapports entre la musique et le pouvoir ? C'est une interview exclusive de Politique-Hebdo.

politique en vente aujourd'hui.

AFFAIRES

LES VENTES DE MONTRES ÉLECTRONIQUES ONT PLUS QUE QUADRUPLE EN 1976

Les États-Unis se sont taillé la part du lion

Comme l'année précédente, les ventes de montres électroniques ont augmenté de plus de 400 % en 1976. Les États-Unis se sont taillé la part du lion, avec plus de 100 millions de dollars de ventes. Les ventes de montres électroniques ont augmenté de plus de 400 % en 1976.

LES INDUSTRIES ÉLECTRONIQUES ET ÉLECTRONIQUES PRÉVOIENT UNE CROISSANCE DE 6 A 7 % EN 1977

La production des industries électroniques et électroniques a augmenté de 6 à 7 % en 1976. Les industries électroniques et électroniques prévoient une croissance de 6 à 7 % en 1977.

FUSION DES FIRMES TEXTILES ROUDIÈRE ET ALBERT MASUREL

La société Roudière, qui occupe une place de premier plan dans les tissus en mélange de polyester et de laine, et la société Albert Masurel, spécialisée dans les tissus en coton, toutes deux filiales du groupe financier Revillon, vont fusionner.

STABILITÉ...

Une stabilité de gestion, une stabilité de gestion, une stabilité de gestion. Les motivations des investisseurs sont stables.

MOYEN-ORIENT GROUPE CONSEIL

offre pour sociétés désireuses de s'implanter ou développer leur activité au Moyen-Orient, les services suivants : LANCEMENT NOUVEAUX PRODUITS : études de marché, Conseil Marketing Mix. Choix Agents/distributeurs. PRODUITS DÉJÀ IMPLANTÉS : promotion des ventes Conseil Marketing, Conseil Agents, Suivi des ventes.

LE PHOTO... LE FAIT BEAU

PHOTOCOPIE RECTO

PHOTOCOPIE RECTO

PHOTOCOPIE RECTO

PHOTOCOPIE RECTO

PHOTOCOPIE RECTO

PHOTOCOPIE RECTO

PHOTOCOPIE RECTO

PHOTOCOPIE RECTO

PHOTOCOPIE RECTO

PHOTOCOPIE RECTO

PHOTOCOPIE RECTO

PHOTOCOPIE RECTO

PHOTOCOPIE RECTO

PHOTOCOPIE RECTO

PHOTOCOPIE RECTO

هكذا من الأصل

Photocopier Smith-Corona

63 points de vente dans toute la France

LE PHOTOCOPIEUR SCM 110 B. IL FAIT BEAUCOUP DE CHOSES.

IL PHOTOCOPIE RECTO.

Le photocopieur SCM 110 B est un nouveau photocopieur de la gamme Smith-Corona Marchant. Sa nouveauté n'est évidemment pas qu'il photocopie recto. Comme vous pouvez le voir dans cette page, il fait bien d'autres choses.

IL PHOTOCOPIE VERSO.

Le SCM 110 B peut photocopier sur le recto et le verso de la même feuille, ce qui représente une appréciable économie de papier.

IL PHOTOCOPIE SUR PAPIER COULEUR.

Le SCM 110 B peut photocopier sur n'importe quel papier. Il peut donc photocopier sur du papier de couleur. Utilisation: tarifs, notes de service, publicité directe.

IL PHOTOCOPIE SUR PLAQUES OFFSET.

Si vous avez une machine offset, vous pouvez utiliser le 110 B pour photocopier sur plaques offset les documents à tirer en plusieurs centaines d'exemplaires.

IL PHOTOCOPIE SUR ETIQUETTES ADHESIVES.

Il suffit de taper les adresses sur un original. Le SCM 110 B les photocopie sur une feuille ou un rouleau auto-adhésif et pré-découpé. Vous obtenez ainsi 24 étiquettes par feuille A4 (21x29,7 cm).

IL PHOTOCOPIE SUR VOTRE PAPIER A EN-TÊTE.

Avec le SCM 110 B, vous pouvez vous servir de votre propre papier à lettre, pour y photocopier des circulaires en feuille à feuille ou en continu. (Il suffit d'utiliser un rouleau de papier pré-imprimé à l'en-tête de votre Société).

IL PHOTOCOPIE SUR D'AUTRES CHOSES.

• Le SCM 110 B peut photocopier sur papiers calques pour tirages de plans en diapositive.
• Avec le SCM 110 B, vous pouvez obtenir des copies sur transparents pour votre rétro-projecteur.

IL PHOTOCOPIE PETIT COMME ÇA.

Le SCM 110 B est alimenté non pas par cassette, mais par rouleau. Avantage pratique: pour changer de format, pas besoin de changer de cassette. Un curseur vous permet de régler la longueur de coupe désirée. Si vous voulez le format minimum, vous réglez sur la longueur de coupe minimum (178 mm). Avantage financier: vous photocopiez chèques, documents administratifs, fichiers, etc., à leurs formats réels. Autant de photocopies, autant d'économies.

IL PHOTOCOPIE GRAND COMME ÇA.

Par contre, si vous voulez le format maximum, vous réglez le curseur sur la longueur de coupe maximum (425 mm), indispensable pour photocopier états comptables, maquettes, plans, feuilles d'ordinateurs. Le curseur vous permet, bien entendu, d'obtenir tous les formats entre 178 mm et 425 mm de long.

ET VOUS, PAS GRAND CHOSE.



Autant les performances du SCM 110 B sont nombreuses, autant son fonctionnement est simple. Deux boutons: un pour le nombre de photocopies; un pour la mise en route. Vous réglez le curseur sur la longueur de coupe désirée et c'est parti pour 700 copies sans problème. Sans problème, puisque le SCM 110 B est alimenté par rouleau. Il ne risque donc pas d'y avoir de bourrage dû à des feuilles mal déramées ou humides, qui viennent stopper la machine, exigent la venue d'un dépanneur, et rendent le photocopieur indisponible juste au moment où l'on en a besoin.

Le photocopieur SCM 110 B fait ce que font plusieurs photocopieurs réunis, mais rassurez-vous, il vaudrait plutôt moins cher que ses concurrents:

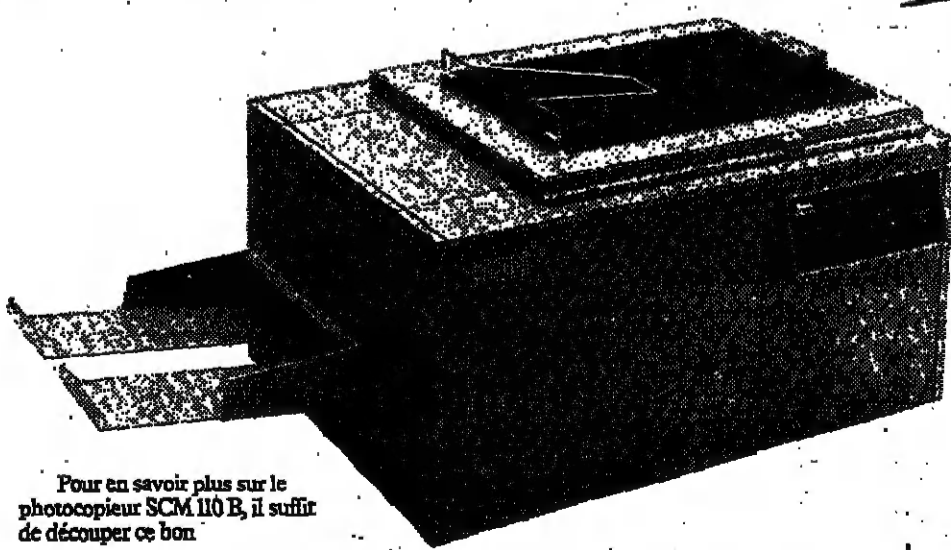
28.812 F T.T.C. A ce prix, cela vaut la peine de se renseigner. D'autant plus qu'il fait partie de toute une gamme de photocopieurs disponibles en vente ou location. Il y a donc sûrement un photocopieur Smith-Corona Marchant qui correspond à vos besoins.

Pour en savoir plus sur le photocopieur SCM 110 B, envoyez votre carte de visite à Smith-Corona Marchant S.A. - 86, av. de la République 94701 Maisons-Alfort - B.P. 35 (Tél. 368.49.03).

COPIEUR 110B.

**Photocopieurs
Smith-Corona Marchant.**

63 points de vente dans toute la France.



Pour en savoir plus sur le photocopieur SCM 110 B, il suffit de découper ce bon

Monsieur _____
Société _____
Fonction _____
Adresse _____

Tél. _____
Désirerait en savoir plus sur le photocopieur SCM 110 B.

Renvoyer à: Smith-Corona Marchant S.A.
86, avenue de la République 94701 Maisons-Alfort
Boîte Postale 35 (Tél. 368.49.03).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE FINANCIÈRE DU GROUPE VICTOIRE
(Anciennement ASSURANCES ABEILLE ET PADO)

GROUPE VICTOIRE

COTATION DES 1 952 000 ACTIONS COMPOSANT LE CAPITAL

Depuis le 31 janvier 1977, les 1 952 000 actions de la COMPAGNIE FINANCIÈRE DU GROUPE VICTOIRE sont cotées à la Bourse de Paris (Comptant Assurances), à la suite de la restructuration du groupe dont la principale a été annoncée le 15 septembre et qui a été approuvée entre le 15 et le 17 décembre par les actionnaires des sociétés concernées. La nouvelle structure du groupe est la suivante :

Cie INDUSTRIE DE L'ABEILLE 32 %
Cie FINANCIÈRE DE SUEZ 19 %
INA CORPORATION 5 %

PUBLIC 31 %

COMPAGNIE FINANCIÈRE DU GROUPE VICTOIRE
EX ASSURANCES ABEILLE ET PADO (société cotée)

FILIALES ET PARTICIPATIONS ÉTRANGÈRES

ABEILLE PAIX VIE
ABEILLE PAIX IGARD
ABEILLE PAIX REASSURANCES

(chiffres arrondis)

Les nouveaux actionnaires de la compagnie, qui sont les anciens actionnaires des sociétés absorbées ABEILLE IGARD, PAIX AIR, ABEILLE VIE, PAIX VIE, ABEILLE INTERNATIONALE se trouvent ainsi intéressés à l'ensemble des activités, tant françaises qu'étrangères d'un groupe qui se situe au premier rang du secteur privé de l'assurance en France.

Extraits de l'allocution du président Gachet à l'assemblée générale extraordinaire du 17 décembre :

« Simplicité et solidité des structures, renforcement des moyens de la compagnie, tels étaient les buts recherchés, et qui, je le pense, seront atteints... »

« Je suis convaincu que nos nouveaux actionnaires ont et auront dans l'avenir tous les motifs de reporter sur notre compagnie la confiance et la fidélité qu'ils n'ont cessé de témoigner dans le passé à leurs sociétés respectives. »

BALLO - 17 janvier 1977.
Note C.O.R. - Vies n° 77.82 du 4-1-1977.

L'HOTELLERIE FRANÇAISE DANS LE MONDE CRÉATION DE FINEXHOTEL

La Société générale, la Banque française du commerce extérieur, et le Crédit hôtelier, commercial et industriel ont décidé de constituer entre eux une société d'études au capital de 100 000 F, dénommée FINEXHOTEL, en vue d'étudier en commun la création d'une Société pour le développement international de l'hôtellerie française.

Cette dernière, qui pourrait être ouverte, lors de son démarrage, à de nouveaux associés, aurait pour vocation de faciliter, directement ou indirectement, au moyen de concours financiers divers — y compris éventuellement des participations en capital — et de prestations de services, le développement international de l'industrie hôtelière française.

IMMOBANQUE

Le conseil d'administration d'Immobanque, au cours de sa dernière réunion, a décidé de constituer, pendant l'année 1976, 3 333 obligations de l'emprunt émis en 1974 (470 000 obligations), ce qui a pour effet de porter le capital d'Immobanque de 80 000 000 de francs à 83 333 000 F.

Au 31 décembre 1976, les engagements bruts H.T. d'Immobanque s'élevaient à 700 millions de francs, marquant une progression de près de 70 millions de francs par rapport à la fin de l'année 1975. Cette augmentation est conforme aux objectifs qui avaient été fixés en fonction des mesures d'encadrement du crédit.

Parmi les sous-opérations réalisées au cours de l'exercice, on note deux opérations d'un montant de 14 millions 700 000 F portant sur des immeubles à usage de bureaux destinés à la location simple, situés dans Paris intra-muros. Le montant brut des immeubles destinés à rester dans le patrimoine de la société atteint désormais 1 000 millions (76,8 millions) du capital social (80 millions), assurant ainsi aux actionnaires une meilleure garantie contre l'érosion monétaire.

La progression des recettes locatives, de l'ordre de 19 %, résulte notamment d'une augmentation très sensible des recettes de location simple à la suite de la location au cours d'années de l'ensemble des locaux à usage de bureaux qui restent à louer. Bien que les résultats ne soient pas définitivement arrêtés, on peut penser que le bénéfice net de l'exercice 1976, en raison d'un dividende en sensibilité augmentée par rapport à celui afférent à l'exercice 1975, qui était de 14,75 F.

DOCKS DE FRANCE ET ÉCONOMIQUE DE RENNES

La société Docks de France et la Société économique de Rennes communiquent :

Un accord est intervenu entre ces deux sociétés, toutes deux associées de la centrale Paridoc, aux termes duquel les Docks de France ont cédé la gestion de leur sept supermarchés de Nantes à la Société économique de Rennes.

Cette opération permet à la Société économique de Rennes d'étendre son activité à une métropole régionale facilement desservie depuis ses entrepôts de Rennes : son réseau de supermarchés comprend désormais trente-quatre unités, dont vingt-huit à l'enseigne « SUBIA ».

Les Docks de France, pour leur part, rationalisent l'organisation logistique supermarchés autour des nouveaux entrepôts de Tours-Saint-Pierre-des-Corps. Par ailleurs, les deux hypermarchés Record de Nantes restent dans leur dispositif commercial.

Le transfert de chiffre d'affaires résultant de cette opération est de l'ordre de 20 millions de francs par an.

mardi-gras
du 21 au 25 inclus
5 jours math, phys

Session intensive 3^e à la terminale
SOS MATH
2, rue de MOULIN - 75561-24
Métro : Étoile ou St-Philippe

EMPRUNT GROUPE 11 % 1977 DE 183 000 000 F DES DÉPARTEMENTS DE LA RÉGION

RHÔNE-ALPES

AIN	2 000 000 F
ARDECHE	20 000 000 F
DRÔME	10 000 000 F
ISÈRE	34 000 000 F
LOIRE	3 000 000 F
RHÔNE	70 000 000 F
SAVOIE	19 000 000 F
HAUTE-LOIRE	23 000 000 F

EN 183 000 OBLIGATIONS DE 1 000 F NOMINAL

INTERET ANNUEL : 11 %, soit 110 F par titre.

PRIX D'ÉMISSION : 1 000 F par obligation.

TAUX DE RENDEMENT ACTUEL BRUT : 10,85 %.

JOUISSANCE : 6 mars 1977.

DURÉE : 15 ans.

AMORTISSEMENT : en 15 ans, à partir du 6 mars 1977, par annuités constantes soit par remboursement au pair, soit par rachats en Bourse.

INCONVERTIBILITÉ : les départements émetteurs s'interdisent tout amortissement anticipé de cet emprunt par remboursement.

COTATION : cote officielle (Bourse de Lyon).

Les demandes seront reçues dans la limite du nombre de titres disponibles aux guichets des établissements chargés du placement.

Le paiement des intérêts et le remboursement des titres s'effectueront aux guichets des établissements désignés à cet effet.

DATE D'ÉMISSION : 31 janvier 1977.

FINANCIÈRE PRIVÉE

L'assemblée générale ordinaire s'est tenue le 29 janvier 1977 sous la présidence de M. Raymond Morin, afin d'approuver les résultats du cinquième exercice de la société.

Au cours de cette assemblée, le président a prononcé l'allocution suivante :

« Vous savez, comme je pense, l'évolution de la composition de notre portefeuille tout au long de l'année vers des placements plus défensifs : depuis le 30 septembre 1976, cette politique s'est poursuivie. De façon plus précise, un programme d'alignement du portefeuille « actions françaises » a été mis en œuvre au profit de placements en valeurs à revenu fixe libellées en monnaies étrangères.

En résumé, du 30 septembre 1976 au 14 janvier 1977, la répartition de l'actif de Financière privée a évolué de la façon suivante :

	30 septembre 1976	14 janvier 1977
France :		
Obligations	28,44 %	28,32 %
Actions	28,19 %	25,01 %
Étranger :		
Obligations	1,41 %	6,88 %
Actions	32,71 %	31,42 %
Liquidités	9,25 %	10,37 %
	100,00 %	100,00 %

Au 25 janvier 1977, la valeur liquidative de Financière privée se trouvait à F 318,03, en progression de 2,25 % par rapport au 30 septembre 1976.

Le conseil d'administration qui a suivi l'assemblée a décidé la mise en paiement, à partir du 10 février prochain, d'un dividende de F 14,00 assorti d'un crédit d'impôt de F 2,19.

Les actionnaires auront la faculté de souscrire à des actions nouvelles en rachat de leur dividende, sans droit d'entrée, jusqu'au 30 avril 1977.

SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT A CAPITAL VARIABLE (SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 1976)	INDO-VALEURS	SICAVIMMO	GESTION RENDEMENT	GESTION SÉLECTION (Francs)
Actif net (en millions de F)	73,70	80,79	115,26	46,87
Nombre d'actions	433 493	454 832	578 394	338 736
Valeur liquidative par action (en F)	167,70	177,82	199,98	137,77
Répartition de l'actif net :				
Valeurs françaises	%	%	%	%
— Obligations	27,47	20,68	80,43	35,70
— Actions	18,11	45,23	—	55,97
Valeurs étrangères				
— Obligations	0,29	4,64	15,15	1,62
— Actions	44,86	9,56	—	—
Disponibilités	12,27	19,77	4,42	—
	100	100	100	100
Dividende par action	Francs 6	Francs 9,47	Francs 13,23	Francs 7,78
— Dividende net	6	9,47	13,23	7,78
— Crédit d'impôt	0,84	0,76	0,64	1,30
— Revenu global	6,84	10,23	13,87	8,98
— Date de mise en paiement	17/12/76	3/1/76	2/4/1976	9/4/76

Faites valider vos bulletins chez tous les dépositaires portant l'enseigne

Notices à votre disposition chez les dépositaires

EMPRUNT 1977

11 %

TAUX DE RENDEMENT ACTUEL BRUT

10,73 %

GARANTI PAR L'ÉTAT

CREDIT HOTELIER COMMERCIAL ET INDUSTRIEL

78, RUE OLIVIER-DE-SERRES - PARIS 15^e
75739 PARIS - CEDEX 15
CLOTURE SANS PRÉAVIS
B.A.L.O. DU 31 JANVIER 1977

NOTRE Télex

POUR VOS COMMUNICATIONS

Vous nous téléphonez : vos messages, nous les télétransmettons. Vos correspondants nous répondent par télex : nous vous les télétransmettons.

étrave
SERVICE TÉLEX
345.21.62 + 346.00.28
38, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS

Pour louer une voiture au Danemark, réservez chez

europcar
645.21.25

LES BONS DU TRÉSOR

UN PLACEMENT SIMPLE, SÛR

UN RENDEMENT PROGRESSIF

TAUX D'INTERET DE 6,50 % A 10,50 % AVANT IMPÔT

LES MARCHÉS FINANCIERS

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INDICES NATIONAUX DE LA STATISTIQUE
ET DES ÉTATS FINANCIERS
N° 100 = 28 décembre 1972

21 jan. 28 jan.

Indice général 121,8 120,1

Indice des valeurs 121,8 120,1

Indice des actions 121,8 120,1

Indice des obligations 121,8 120,1

Indice des sociétés 121,8 120,1

Indice des valeurs étrangères 121,8 120,1

Indice des actions étrangères 121,8 120,1

Indice des obligations étrangères 121,8 120,1

Indice des sociétés étrangères 121,8 120,1

Indice des valeurs étrangères 121,8 120,1

Indice des actions étrangères 121,8 120,1

Indice des obligations étrangères 121,8 120,1

Indice des sociétés étrangères 121,8 120,1

Indice des valeurs étrangères 121,8 120,1

Indice des actions étrangères 121,8 120,1

Indice des obligations étrangères 121,8 120,1

Indice des sociétés étrangères 121,8 120,1

Indice des valeurs étrangères 121,8 120,1

Indice des actions étrangères 121,8 120,1

Indice des obligations étrangères 121,8 120,1

Indice des sociétés étrangères 121,8 120,1

Indice des valeurs étrangères 121,8 120,1

Indice des actions étrangères 121,8 120,1

Indice des obligations étrangères 121,8 120,1

Indice des sociétés étrangères 121,8 120,1

Indice des valeurs étrangères 121,8 120,1

Indice des actions étrangères 121,8 120,1

Indice des obligations étrangères 121,8 120,1

Indice des sociétés étrangères 121,8 120,1

Indice des valeurs étrangères 121,8 120,1

Indice des actions étrangères 121,8 120,1

Indice des obligations étrangères 121,8 120,1

Indice des sociétés étrangères 121,8 120,1

Indice des valeurs étrangères 121,8 120,1

Indice des actions étrangères 121,8 120,1

Indice des obligations étrangères 121,8 120,1

Indice des sociétés étrangères 121,8 120,1

Indice des valeurs étrangères 121,8 120,1

Indice des actions étrangères 121,8 120,1

Indice des obligations étrangères 121,8 120,1

Indice des sociétés étrangères 121,8 120,1

Indice des valeurs étrangères 121,8 120,1

Indice des actions étrangères 121,8 120,1

Indice des obligations étrangères 121,8 120,1

Indice des sociétés étrangères 121,8 120,1

Indice des valeurs étrangères 121,8 120,1

Indice des actions étrangères 121,8 120,1

Indice des obligations étrangères 121,8 120,1

Indice des sociétés étrangères 121,8 120,1

Indice des valeurs étrangères 121,8 120,1

Indice des actions étrangères 121,8 120,1

Indice des obligations étrangères 121,8 120,1

Indice des sociétés étrangères 121,8 120,1

Indice des valeurs étrangères 121,8 120,1

Indice des actions étrangères 121,8 120,1

Indice des obligations étrangères 121,8 120,1

Indice des sociétés étrangères 121,8 120,1

Indice des valeurs étrangères 121,8 120,1

Indice des actions étrangères 121,8 120,1

Indice des obligations étrangères 121,8 120,1

Indice des sociétés étrangères 121,8 120,1

Indice des valeurs étrangères 121,8 120,1

Indice des actions étrangères 121,8 120,1

Indice des obligations étrangères 121,8 120,1

Indice des sociétés étrangères 121,8 120,1

Indice des valeurs étrangères 121,8 120,1

Indice des actions étrangères 121,8 120,1

Indice des obligations étrangères 121,8 120,1

Indice des sociétés étrangères 121,8 120,1

Indice des valeurs étrangères 121,8 120,1

Indice des actions étrangères 121,8 120,1

Indice des obligations étrangères 121,8 120,1

Indice des sociétés étrangères 121,8 120,1

Indice des valeurs étrangères 121,8 120,1

Indice des actions étrangères 121,8 120,1

Indice des obligations étrangères 121,8 120,1

Indice des sociétés étrangères 121,8 120,1

Indice des valeurs étrangères 121,8 120,1

Indice des actions étrangères 121,8 120,1

Indice des obligations étrangères 121,8 120,1

Indice des sociétés étrangères 121,8 120,1

Indice des valeurs étrangères 121,8 120,1

Indice des actions étrangères 121,8 120,1

Indice des obligations étrangères 121,8 120,1

Indice des sociétés étrangères 121,8 120,1

Indice des valeurs étrangères 121,8 120,1

LONDRES

Prises de bénéfices

Après les vifs progrès de la semaine dernière, les prises de bénéfices ont provoqué des retours sensibles dans presque tous les compartiments, notamment les industriels et les pétroliers. Légère reprise des mines d'or.

OR (nouveau) (dollar) : 121,10 contre 121,30

VALEURS CLOTURE 28/1 31/1

War Lash 3 1/2 % 28 1/2 28 1/2

Standard Oil 415 415

British Petroleum 880 874

Shell 487 487

Imperial Chemical 135 135

Unilever 135 135

Glaxo 135 135

Roche 135 135

Novartis 135 135

Roche 135 135

Novartis 135 135

Roche 135 135

Novartis 135 135

Roche 135 135

Novartis 135 135

Roche 135 135

Novartis 135 135

Roche 135 135

Novartis 135 135

Roche 135 135

Novartis 135 135

Roche 135 135

Novartis 135 135

Roche 135 135

Novartis 135 135

Roche 135 135

Novartis 135 135

Roche 135 135

Novartis 135 135

Roche 135 135

Novartis 135 135

Roche 135 135

Novartis 135 135

Roche 135 135

Novartis 135 135

Roche 135 135

Novartis 135 135

Roche 135 135

Novartis 135 135

Roche 135 135

Novartis 135 135

Roche 135 135

Novartis 135 135

Roche 135 135

Novartis 135 135

Roche 135 135

Novartis 135 135

Roche 135 135

Novartis 135 135

Roche 135 135

Novartis 135 135

Roche 135 135

Novartis 135 135

Roche 135 135

Novartis 135 135

Roche 135 135

Novartis 135 135

Roche 135 135

Novartis 135 135

Roche 135 135

Novartis 135 135

Roche 135 135

Novartis 135 135

Roche 135 135

Novartis 135 135

Roche 135 135

Novartis 135 135

Roche 135 135

Novartis 135 135

Roche 135 135

Novartis 135 135

Roche 135 135

Novartis 135 135

Roche 135 135

Novartis 135 135

Roche 135 135

Novartis 135 135

Roche 135 135

Novartis 135 135

Roche 135 135

Novartis 135 135

Roche 135 135

Novartis 135 135

Roche 135 135

Novartis 135 135

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

DOW CHEMICAL — Bénéfice net pour 1976 : 812,6 millions de francs

pour 1976 : 812,6 millions de francs contre 624,4 millions (2,30 dollars par action contre 3,11 dollars).

COMPAGNIE PARISIENNE DE BANQUE — Bénéfice net pour 1976 : 4,14 millions de francs

contre 3,31 millions de francs en 1975.

PETROFINA S.A. — En 1976, le groupe a réalisé un bénéfice net

composé de 4,33 milliards de francs contre 4,33 milliards en 1975.

Le dividende, net de précompte mobilier, sera de 174 francs belges

par action. Compte tenu de l'attribution gratuite d'une action pour vingt, le dividende s'inscrit en hausse de 3,3 %.

S.C.O.A. — Dans la situation prévisoire au 30 septembre 1976, le

bénéfice de l'exercice ressort à 26,48 millions de francs contre 24,97 millions.

LILLE-BONNIERES-COLOMBES. — Les

revenus du portefeuille, les loyers et les intérêts des prêts et divers

ont été versés en 1976 à 15,36 millions de francs contre 15,88 millions.

NOVAPOL — Le bénéfice prévisoire au 30 septembre 1976 s'établit

à 2,14 millions de francs contre 2,48 millions de francs en 1975.

ALSP. — Les revenus du portefeuille, les intérêts des prêts et les

loyers de l'exercice 1976 s'élevaient à 37,61 millions de francs contre 35,35 millions.

GOLD FIELDS S.A. Ltd. — Le

groupe déclare un dividende intermédiaire de 50 cents contre 75 cents

en 1976. Le dividende sera versé en deux versements de 25 cents

le 15 février et le 15 mars 1977.

INDICES QUOTIDIENS (INSEE, Base 100 : 31 déc. 1976)

27 jan. 28 jan.

Valeurs françaises 95,1 95,1

Valeurs étrangères 97,7 98

C. DES AGENTS DE CHANGE (Base 100 : 28 déc. 1976)

Indice général 61,7 61,4

COURS DU DOLLAR A TOKYO

1 dollar (en yen) 238 238

Taux du marché monétaire

Effets privés 8 13/16

BOURSE DE PARIS - 28 JANVIER - COMPTANT

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

3 % 43,90 43,90

5 % 45,90 45,90

5 % 1976-1980 45,90 45,90

5 % 1980-1984 45,90 45,90

5 % 1984-1988 45,90 45,90

5 % 1988-1992 45,90 45,90

5 % 1992-1996 45,90 45,90

5 % 1996-2000 45,90 45,90

5 % 2000-2004 45,90 45,90

5 % 2004-2008 45,90 45,90

5 % 2008-2012 45,90 45,90

5 % 2012-2016 45,90 45,90

5 % 2016-2020 45,90 45,90

5 % 2020-2024 45,90 45,90

5 % 2024-2028 45,90 45,90

5 % 2028-2032 45,90 45,90

5 % 2032-2036 45,90 45,90

5 % 2036-2040 45,90 45,90

5 % 2040-2044 45,90 45,90

5 % 2044-2048 45,90 45,90

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. ASIE
— THAILANDE : des soldats cambodgiens ont tué une trentaine de civils dans des villages frontaliers.
- 2-3. AMÉRIQUES
— ÉTATS-UNIS : le président Carter regrette de n'avoir pas été consulté suffisamment avant la prise de position du département d'État pour M. Sukhoro.
3. PROCHE-ORIENT
— La visite en France du vice-président américain.
- 4-5. AFRIQUE
— Le Botswana dans l'œil du cyclone austral (11), par Christiane Chombeau.
6. EUROPE
— ESPAGNE : des manifestations de manifestants berrichons dans l'armée et la police.
- POLOGNE : le gouvernement retire aux catholiques libéraux les moyens de financer leur presse.
7. DIPLOMATIE
— La visite en France du vice-président américain.
- 8 à 12. POLITIQUE
— M. Jean-Pierre Chevènement, le P.S. et l'eurocommunisme.
- MM. Barre et Chirac s'efforcent de décrire la situation.
- Les embarras de M. Chirac.
12. ÉDUCATION
— Le Comité national d'action loïque critique du nouveau l'enseignement privé.
13. D'UNE RÉGION À L'AUTRE
— A PROPOS DE : la décentralisation des sièges sociaux.
- ILE-DE-FRANCE : la première session politique du conseil régional.
14. SPORTS
— ESCRIME : les Allemands confirment leur victoire de Montréal.
15. MÉDECINE
— La semaine d'action des centres de santé.
15. RELIGION
— LIBRES OPINIONS : « La fin des notables », par J.-L. Brechen.

EUROPA
PAGES 17 à 22
— Le débat sur la sécurité sociale.
- Les « chausse-trappes » communales du Japon.
- Un débat de consensus international.
- Un entretien avec M. Wilhelm Hoyerkamp.

24-25. L'INAUGURATION DU CENTRE GEORGES-POMPIDOU
25-26. ARTS ET SPECTACLES
— CINÉMA : la Rose et la Flèche, de Richard Lester.
- MUSIQUE : deux soirées à l'Opéra.

33-34. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LIRE ÉGALEMENT
RADIO-TELEVISION (16)
Aujourd'hui (21) : Carat (23) : « Journal officiel » (23) : L'été national (23) : Météorologie (23) : Mots croisés (23) : Sources (27).

Le numéro du « Monde » daté 30-31 janvier 1977 a été tiré à 542 573 exemplaires.

ACTUELLEMENT
GRANDE VENTE
EXPOSITION DE TISSUS
D'AMEUBLEMENT
Un panorama complet de tous les nouveaux tissus-décoration, du style « Haute Époque » au contemporain, en stock, à des prix très intéressants.
de 10 à 185 F le mètre
RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

A B C D E F G

LA MAJORITÉ A UNE VOIX PRÈS

Élection difficile pour la présidence du conseil régional d'Auvergne

De notre correspondant

Clermont-Ferrand. — Le conseil régional d'Auvergne élit ce lundi 31 janvier son nouveau président. Cette élection politique est importante : il s'agit du chef du département de la République — est très incertaine. Le docteur Jean Morel, député républicain indépendant du Puy-de-Dôme, suppléant de M. Valéry Giscard d'Estaing, réélu à cette présidence depuis le 11 janvier 1974, ne briguera pas un quatrième mandat. De toute évidence, s'il en avait été autrement, le scrutin l'aurait très certainement désigné puisque lors de l'élection législative partielle du 14 novembre 1976 c'est un socialiste, M. Louis Eyraud, maire de Brionne, qui a été choisi comme député par les électeurs de la Haute-Loire en remplacement de M. Jean-Claude Simon (R.I.), décédé accidentellement durant l'été. Ainsi dans les chiffres l'opposition et la majorité se sont trouvées depuis cette époque à égalité à l'Assemblée régionale (vingt-trois en face de vingt-trois).

Comme en pareil cas l'élection du président est prévue au bénéfice de l'âge, mathématiquement, disaient-on ces derniers jours, la majorité avait tout intérêt à présenter à la présidence le doyen d'âge du conseil, M. Augustin Chauvet, soixante-seize ans, député R.P.R. et maire de Mauriac (Cantal) et de voter pour lui dans la totalité. Serait-ce le cas ? Le 27 janvier, M. Hector Roland, député et maire de Moulins, porte-parole du R.P.R. au conseil régional, déclarait à la presse régionale : « M. Chauvet ne sera candidat que s'il est assuré de réunir les vingt-trois suffrages. Car, au fond, nous voulons bien sauver la majorité, mais il ne faudrait pas que l'échec des répu-

blains indépendants devienne celui du R.P.R. » De surcroît, certains conseillers régionaux appartenant à cette majorité des vingt-trois ne sont pas inscrits (ainsi M. Maurice Brun, socialiste indépendant, député de Montluçon), et l'hypothèse n'était pas exclue qu'un vote, voire une simple abstention, permette à un candidat de la gauche (dont l'un d'eux est sans faille) d'obtenir de rallier une majorité absolue des suffrages.

Le nouveau ministre de l'éducation, M. Liu Hsi-yao, vient d'apparaître à l'occasion des obsèques d'un ancien responsable du même ministère, M. Liu Hsi-yao succède à M. Chou Jung-hsin, qui avait été la première personnalité officielle nommée ministre critique pendant l'hiver 1976-1977, lors de la campagne contre « le vent dévotionnel de droite » et qui, croit-on, avait été démis de son poste au début de l'été dernier.

Le nouveau ministre de l'éducation est le troisième à être pourvu du poste depuis la nomination de M. Liu Hsi-yao, le 2 décembre, M. Huang Hua avait remplacé M. Chou Kuan-hua aux affaires étrangères, et le 14 janvier l'agence Chine nouvelle a cité le nom de M. Chou Mu-hua comme nouveau ministre des relations avec les pays étrangers.

L'ancien titulaire de ce dernier poste, M. Fang Yi, a depuis été nommé vice-président de l'Académie des sciences. On sait que, suite au changement de ministères étrangers, le comité permanent de l'Assemblée nationale populaire avait, lors de sa session du 30 novembre au 2 décembre, procédé à d'autres nominations et destitutions. Les affectations révélées ces derniers jours ne mettent certainement pas un terme au remaniement en cours. On s'attend notamment que trois autres ministères, plus ou moins compromis avec la « bande des quatre », et qui n'ont pas été vus depuis le début du mois d'octobre, soient également remplacés. Ce sont M. Yu Hui-jing à la culture, Mme Lin Hsiang-ping à la santé publique et M. Chuang-tung à l'éducation physique et aux sports. Enfin, il paraît probable

que le président Hua Kuo-feng devra se trouver un successeur au ministère de la sécurité publique, ce qui annonce le mouvement d'ambassadeurs sans doute le plus important que la République populaire ait connu depuis sa fondation.

Diverses personnalités sont en instance de nomination à de nouveaux postes dans l'administration centrale et provinciale, ainsi qu'à la tête de plusieurs organismes. Une importante réorganisation est notamment en cours dans le secteur de la propagande et de l'information. Le bruit courait que les responsabilités détenues par Yao Wen-yuan dans ce domaine seraient confiées à M. Kang Piao, qui dirige depuis 1971 le département des liaisons internationales du comité central du parti. Un nouveau directeur serait sur le point d'être nommé au Quotidien du peuple, en remplacement de M. Lu Ying, et le directeur de Chine nouvelle, M. Chu Mu-chin, critiqué l'été dernier pour avoir reparlé depuis la chute de la « bande des quatre », serait appelé à d'autres fonctions.

La nomination d'un nouveau ministre de l'éducation prélude à d'autres changements dans le gouvernement

De notre correspondant

Pékin. — Un nouveau ministre de l'éducation, M. Liu Hsi-yao, vient d'apparaître à l'occasion des obsèques d'un ancien responsable du même ministère, M. Liu Hsi-yao succède à M. Chou Jung-hsin, qui avait été la première personnalité officielle nommée ministre critique pendant l'hiver 1976-1977, lors de la campagne contre « le vent dévotionnel de droite » et qui, croit-on, avait été démis de son poste au début de l'été dernier.

Le nouveau ministre de l'éducation est le troisième à être pourvu du poste depuis la nomination de M. Liu Hsi-yao, le 2 décembre, M. Huang Hua avait remplacé M. Chou Kuan-hua aux affaires étrangères, et le 14 janvier l'agence Chine nouvelle a cité le nom de M. Chou Mu-hua comme nouveau ministre des relations avec les pays étrangers.

L'ancien titulaire de ce dernier poste, M. Fang Yi, a depuis été nommé vice-président de l'Académie des sciences. On sait que, suite au changement de ministères étrangers, le comité permanent de l'Assemblée nationale populaire avait, lors de sa session du 30 novembre au 2 décembre, procédé à d'autres nominations et destitutions. Les affectations révélées ces derniers jours ne mettent certainement pas un terme au remaniement en cours. On s'attend notamment que trois autres ministères, plus ou moins compromis avec la « bande des quatre », et qui n'ont pas été vus depuis le début du mois d'octobre, soient également remplacés. Ce sont M. Yu Hui-jing à la culture, Mme Lin Hsiang-ping à la santé publique et M. Chuang-tung à l'éducation physique et aux sports. Enfin, il paraît probable

que le président Hua Kuo-feng devra se trouver un successeur au ministère de la sécurité publique, ce qui annonce le mouvement d'ambassadeurs sans doute le plus important que la République populaire ait connu depuis sa fondation.

Diverses personnalités sont en instance de nomination à de nouveaux postes dans l'administration centrale et provinciale, ainsi qu'à la tête de plusieurs organismes. Une importante réorganisation est notamment en cours dans le secteur de la propagande et de l'information. Le bruit courait que les responsabilités détenues par Yao Wen-yuan dans ce domaine seraient confiées à M. Kang Piao, qui dirige depuis 1971 le département des liaisons internationales du comité central du parti. Un nouveau directeur serait sur le point d'être nommé au Quotidien du peuple, en remplacement de M. Lu Ying, et le directeur de Chine nouvelle, M. Chu Mu-chin, critiqué l'été dernier pour avoir reparlé depuis la chute de la « bande des quatre », serait appelé à d'autres fonctions.

La nomination d'un nouveau ministre de l'éducation prélude à d'autres changements dans le gouvernement

De notre correspondant

Pékin. — Un nouveau ministre de l'éducation, M. Liu Hsi-yao, vient d'apparaître à l'occasion des obsèques d'un ancien responsable du même ministère, M. Liu Hsi-yao succède à M. Chou Jung-hsin, qui avait été la première personnalité officielle nommée ministre critique pendant l'hiver 1976-1977, lors de la campagne contre « le vent dévotionnel de droite » et qui, croit-on, avait été démis de son poste au début de l'été dernier.

Le nouveau ministre de l'éducation est le troisième à être pourvu du poste depuis la nomination de M. Liu Hsi-yao, le 2 décembre, M. Huang Hua avait remplacé M. Chou Kuan-hua aux affaires étrangères, et le 14 janvier l'agence Chine nouvelle a cité le nom de M. Chou Mu-hua comme nouveau ministre des relations avec les pays étrangers.

L'ancien titulaire de ce dernier poste, M. Fang Yi, a depuis été nommé vice-président de l'Académie des sciences. On sait que, suite au changement de ministères étrangers, le comité permanent de l'Assemblée nationale populaire avait, lors de sa session du 30 novembre au 2 décembre, procédé à d'autres nominations et destitutions. Les affectations révélées ces derniers jours ne mettent certainement pas un terme au remaniement en cours. On s'attend notamment que trois autres ministères, plus ou moins compromis avec la « bande des quatre », et qui n'ont pas été vus depuis le début du mois d'octobre, soient également remplacés. Ce sont M. Yu Hui-jing à la culture, Mme Lin Hsiang-ping à la santé publique et M. Chuang-tung à l'éducation physique et aux sports. Enfin, il paraît probable

La « bataille de Paris »

M. JACQUES CHIRAC RETARDE L'OUVREMENT DE SA CAMPAGNE ÉLECTORALE

Le secrétariat de M. Chirac a publié lundi matin 31 janvier le communiqué suivant : « En raison de l'inauguration par le président de la République du Centre Georges-Pompidou, et par déférence pour la mémoire de celui-ci, M. Jacques Chirac a décidé de reporter de vingt-quatre heures l'ouverture de sa campagne électorale pour les élections municipales de Paris. En conséquence, la conférence de presse qu'il devait tenir lundi à 15 h. 30 aura lieu mardi 1^{er} février, à la même heure, à la Mutualité, salle D. »

En Chine

La nomination d'un nouveau ministre de l'éducation prélude à d'autres changements dans le gouvernement

De notre correspondant

Pékin. — Un nouveau ministre de l'éducation, M. Liu Hsi-yao, vient d'apparaître à l'occasion des obsèques d'un ancien responsable du même ministère, M. Liu Hsi-yao succède à M. Chou Jung-hsin, qui avait été la première personnalité officielle nommée ministre critique pendant l'hiver 1976-1977, lors de la campagne contre « le vent dévotionnel de droite » et qui, croit-on, avait été démis de son poste au début de l'été dernier.

Le nouveau ministre de l'éducation est le troisième à être pourvu du poste depuis la nomination de M. Liu Hsi-yao, le 2 décembre, M. Huang Hua avait remplacé M. Chou Kuan-hua aux affaires étrangères, et le 14 janvier l'agence Chine nouvelle a cité le nom de M. Chou Mu-hua comme nouveau ministre des relations avec les pays étrangers.

L'ancien titulaire de ce dernier poste, M. Fang Yi, a depuis été nommé vice-président de l'Académie des sciences. On sait que, suite au changement de ministères étrangers, le comité permanent de l'Assemblée nationale populaire avait, lors de sa session du 30 novembre au 2 décembre, procédé à d'autres nominations et destitutions. Les affectations révélées ces derniers jours ne mettent certainement pas un terme au remaniement en cours. On s'attend notamment que trois autres ministères, plus ou moins compromis avec la « bande des quatre », et qui n'ont pas été vus depuis le début du mois d'octobre, soient également remplacés. Ce sont M. Yu Hui-jing à la culture, Mme Lin Hsiang-ping à la santé publique et M. Chuang-tung à l'éducation physique et aux sports. Enfin, il paraît probable

que le président Hua Kuo-feng devra se trouver un successeur au ministère de la sécurité publique, ce qui annonce le mouvement d'ambassadeurs sans doute le plus important que la République populaire ait connu depuis sa fondation.

Diverses personnalités sont en instance de nomination à de nouveaux postes dans l'administration centrale et provinciale, ainsi qu'à la tête de plusieurs organismes. Une importante réorganisation est notamment en cours dans le secteur de la propagande et de l'information. Le bruit courait que les responsabilités détenues par Yao Wen-yuan dans ce domaine seraient confiées à M. Kang Piao, qui dirige depuis 1971 le département des liaisons internationales du comité central du parti. Un nouveau directeur serait sur le point d'être nommé au Quotidien du peuple, en remplacement de M. Lu Ying, et le directeur de Chine nouvelle, M. Chu Mu-chin, critiqué l'été dernier pour avoir reparlé depuis la chute de la « bande des quatre », serait appelé à d'autres fonctions.

La nomination d'un nouveau ministre de l'éducation prélude à d'autres changements dans le gouvernement

De notre correspondant

Pékin. — Un nouveau ministre de l'éducation, M. Liu Hsi-yao, vient d'apparaître à l'occasion des obsèques d'un ancien responsable du même ministère, M. Liu Hsi-yao succède à M. Chou Jung-hsin, qui avait été la première personnalité officielle nommée ministre critique pendant l'hiver 1976-1977, lors de la campagne contre « le vent dévotionnel de droite » et qui, croit-on, avait été démis de son poste au début de l'été dernier.

Le nouveau ministre de l'éducation est le troisième à être pourvu du poste depuis la nomination de M. Liu Hsi-yao, le 2 décembre, M. Huang Hua avait remplacé M. Chou Kuan-hua aux affaires étrangères, et le 14 janvier l'agence Chine nouvelle a cité le nom de M. Chou Mu-hua comme nouveau ministre des relations avec les pays étrangers.

L'ancien titulaire de ce dernier poste, M. Fang Yi, a depuis été nommé vice-président de l'Académie des sciences. On sait que, suite au changement de ministères étrangers, le comité permanent de l'Assemblée nationale populaire avait, lors de sa session du 30 novembre au 2 décembre, procédé à d'autres nominations et destitutions. Les affectations révélées ces derniers jours ne mettent certainement pas un terme au remaniement en cours. On s'attend notamment que trois autres ministères, plus ou moins compromis avec la « bande des quatre », et qui n'ont pas été vus depuis le début du mois d'octobre, soient également remplacés. Ce sont M. Yu Hui-jing à la culture, Mme Lin Hsiang-ping à la santé publique et M. Chuang-tung à l'éducation physique et aux sports. Enfin, il paraît probable

que le président Hua Kuo-feng devra se trouver un successeur au ministère de la sécurité publique, ce qui annonce le mouvement d'ambassadeurs sans doute le plus important que la République populaire ait connu depuis sa fondation.

Diverses personnalités sont en instance de nomination à de nouveaux postes dans l'administration centrale et provinciale, ainsi qu'à la tête de plusieurs organismes. Une importante réorganisation est notamment en cours dans le secteur de la propagande et de l'information. Le bruit courait que les responsabilités détenues par Yao Wen-yuan dans ce domaine seraient confiées à M. Kang Piao, qui dirige depuis 1971 le département des liaisons internationales du comité central du parti. Un nouveau directeur serait sur le point d'être nommé au Quotidien du peuple, en remplacement de M. Lu Ying, et le directeur de Chine nouvelle, M. Chu Mu-chin, critiqué l'été dernier pour avoir reparlé depuis la chute de la « bande des quatre », serait appelé à d'autres fonctions.

La nomination d'un nouveau ministre de l'éducation prélude à d'autres changements dans le gouvernement

De notre correspondant

Pékin. — Un nouveau ministre de l'éducation, M. Liu Hsi-yao, vient d'apparaître à l'occasion des obsèques d'un ancien responsable du même ministère, M. Liu Hsi-yao succède à M. Chou Jung-hsin, qui avait été la première personnalité officielle nommée ministre critique pendant l'hiver 1976-1977, lors de la campagne contre « le vent dévotionnel de droite » et qui, croit-on, avait été démis de son poste au début de l'été dernier.

Le nouveau ministre de l'éducation est le troisième à être pourvu du poste depuis la nomination de M. Liu Hsi-yao, le 2 décembre, M. Huang Hua avait remplacé M. Chou Kuan-hua aux affaires étrangères, et le 14 janvier l'agence Chine nouvelle a cité le nom de M. Chou Mu-hua comme nouveau ministre des relations avec les pays étrangers.

L'ancien titulaire de ce dernier poste, M. Fang Yi, a depuis été nommé vice-président de l'Académie des sciences. On sait que, suite au changement de ministères étrangers, le comité permanent de l'Assemblée nationale populaire avait, lors de sa session du 30 novembre au 2 décembre, procédé à d'autres nominations et destitutions. Les affectations révélées ces derniers jours ne mettent certainement pas un terme au remaniement en cours. On s'attend notamment que trois autres ministères, plus ou moins compromis avec la « bande des quatre », et qui n'ont pas été vus depuis le début du mois d'octobre, soient également remplacés. Ce sont M. Yu Hui-jing à la culture, Mme Lin Hsiang-ping à la santé publique et M. Chuang-tung à l'éducation physique et aux sports. Enfin, il paraît probable

que le président Hua Kuo-feng devra se trouver un successeur au ministère de la sécurité publique, ce qui annonce le mouvement d'ambassadeurs sans doute le plus important que la République populaire ait connu depuis sa fondation.

Diverses personnalités sont en instance de nomination à de nouveaux postes dans l'administration centrale et provinciale, ainsi qu'à la tête de plusieurs organismes. Une importante réorganisation est notamment en cours dans le secteur de la propagande et de l'information. Le bruit courait que les responsabilités détenues par Yao Wen-yuan dans ce domaine seraient confiées à M. Kang Piao, qui dirige depuis 1971 le département des liaisons internationales du comité central du parti. Un nouveau directeur serait sur le point d'être nommé au Quotidien du peuple, en remplacement de M. Lu Ying, et le directeur de Chine nouvelle, M. Chu Mu-chin, critiqué l'été dernier pour avoir reparlé depuis la chute de la « bande des quatre », serait appelé à d'autres fonctions.

La nomination d'un nouveau ministre de l'éducation prélude à d'autres changements dans le gouvernement

De notre correspondant

Pékin. — Un nouveau ministre de l'éducation, M. Liu Hsi-yao, vient d'apparaître à l'occasion des obsèques d'un ancien responsable du même ministère, M. Liu Hsi-yao succède à M. Chou Jung-hsin, qui avait été la première personnalité officielle nommée ministre critique pendant l'hiver 1976-1977, lors de la campagne contre « le vent dévotionnel de droite » et qui, croit-on, avait été démis de son poste au début de l'été dernier.

Les grèves dans le secteur nationalisé

PLUS DE 90 % DES MINEURS DE FOND ONT SUIVI LE MOT D'ORDRE DES SYNDICATS

Après les grèves des cheminots et des fonctionnaires, qui ont été largement suivies la semaine dernière, c'est au tour des mineurs et des gaziers et électriciens d'entrer dans l'action après qu'une clause de leurs contrats salariaux, relative au pouvoir d'achat, ait été dénoncée par les directions de ces entreprises nationalisées. Ce lundi 31 janvier, quatre-vingt mille mineurs de charbon, de potasse et d'uranium ont été appelés à cesser le travail pour vingt-quatre heures par tous les syndicats : C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.F.T.C. — à l'exception toutefois des ingénieurs C.G.C., qui, contrairement à une partie des techniciens et agents de maîtrise, ne se sont pas associés à cette forme d'action, tout en exprimant leur sympathie au mouvement (le Monde a déjà 30-31 janvier).

Selon la direction des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, la grève était presque totale ce lundi matin pour les ouvriers du fond : cent seize mineurs de fond sur sept mille six cent dix-neuf prévus (soit 98,50 %) se sont présentés au premier poste pour l'ensemble du bassin. Le mouvement était également très suivi par les techniciens et agents de maîtrise : quatre-vingt-dix-sept sur huit cent quarante-quatre se sont présentés à leur travail. En Lorraine, selon les Charbonnages de France, la grève était suivie à 79,16 % pour les ouvriers du fond et à un peu moins pour les ouvriers de la surface. Dans les bassins du Centre, du Midi et du Sud-Ouest, la grève était totale, selon les syndicats, pour les ouvriers du fond, et suivie à plus de 90 % d'après les directions. Selon M. Achille Biondeau, secrétaire général de la fédération du sous-sol C.G.T., « il y a longtemps que l'on n'a vu une grève de vingt-quatre heures d'une telle puissance », et ce succès démontre, après celui des fonctionnaires et des cheminots, que « les travailleurs ont compris que le plan Barre visait à leur faire payer, à eux seuls, les frais de la crise ».

A l'E.G.F.
Prenant le relais des mineurs, les cent vingt-cinq mille agents de l'E.G.F. sont appelés eux aussi, pour la troisième fois depuis la rentrée — les grèves précédentes ont eu lieu

la 7 octobre et les 14 et 15 décembre. — à cesser le travail selon le mot d'ordre de la C.G.T., de la C.F.D.T. et de la F.O., qui représentent globalement 90 % du personnel aux élections professionnelles. Ce mouvement pourra se traduire, rappellent-ils, par des coupures du courant, de 9 h. 30 à 11 h. 30 et de 14 h. 30 à 16 h. 30. Les baisses de pression du gaz ne devraient pas avoir de répercussions sur la consommation domestique.

Autres grèves prévues : celle des salariés des arsenaux et manufactures, le 1^{er} ou le 2 février, selon les régions, celle des cinquante-cinq mille employés du Crédit agricole, le 2 février, et celle des trente-six mille agents de la R.A.T.P., le 9, si les négociations dans ce dernier secteur, n'aboutissent pas le 7 février prochain.

La C.F.D.T. confirme sa volonté de faire échec au plan Barre

La C.F.D.T., qui a réuni son conseil national les 27 et 28 janvier, a confirmé son « opposition totale au plan Barre et à la nécessité de lui faire échec ». M. Edmond Maire a déclaré, le lundi 31 janvier, au cours d'une conférence de presse, qu'il était nécessaire de poursuivre dans le secteur nationalisé et public « les actions multiples, diversifiées et coordonnées dont l'initiative première doit revenir aux fédérations ». Il a ajouté que la Confédération avait l'intention « de développer la riposte, y compris par des actions d'ampleur nationale ».

Les dirigeants de la C.F.D.T. ont dénoncé d'autre part les transformations « des élections municipales de Paris en un combat personnel sans programme et en un jeu de cirque ». Le conseil national, « faisant écho aux inquiétudes de certains militants qui craignent de voir la gauche mettre certaines priorités au second plan », a insisté sur la nécessité pour cette gauche « de ne pas remettre à plus tard les changements structurels permettant aux travailleurs d'avoir plus de pouvoirs dans les entreprises ».

La commission de la C.E.E. propose d'accorder un soutien financier à la péri-informatique

M. Christopher Layton, un des responsables de la direction générale de l'industrie à la Commission européenne, effectuera une tournée des capitales européennes pour présenter aux Etats membres le « programme quadriennal de développement de l'informatique dans la Communauté », que ses services ont élaboré. Un conseil des ministres des Neuf examinera, dans quelques semaines, les propositions contenues dans ce programme.

Voilà plusieurs années que les services de la C.E.E. se sont saisis du dossier de l'informatique, sous l'impulsion notamment des hauts fonctionnaires français qui avaient en charge le développement du plan-calcul. L'objectif était clair : développer une stratégie européenne pour s'opposer à la prépondérance des fabricants américains, et plus spécialement d'I.B.M. C'est la même volonté qui guide aujourd'hui l'action de M. Layton. A une différence près. Entre-temps, la première tentative de constitution d'une industrie informatique européenne (l'association Unidata entre C.I.L., Philips et Siemens) a tourné court... la France ayant préféré

s'entendre avec l'américain Honeywell.

« La localisation du pouvoir réel » de la nouvelle société, C.I.L.-Honeywell-Bull, n'est, pour M. Layton, « incertaine ». De plus, des combinaisons industrielles de « grande envergure » entre cette firme, l'anglais I.C.L. et l'allemand Siemens, n'ayant pas actuellement de « perspectives pratiques », la commission se refuse à « proposer des mesures de soutien ou de financement communitaires pour le secteur des ordinateurs de grande et moyenne puissance ».

Le programme de M. Layton s'articule autour de deux grands axes. Le premier, d'ordre général, traite de l'« environnement » de l'informatique. La commission souhaite notamment une harmonisation des législations sur la confidentialité et la sécurité des données ; le développement d'un langage commun de programmation en temps réel ; une collaboration entre les centres européens de recherche en informatique ; un respect par les divers fournisseurs de marchés publics des normes communautaires, une fois celles-ci établies.

Le second axe vise à mettre en place une politique de soutien financier pour développer « une industrie de souche européenne ». Les moyens et grands ordinateurs étant exclus, ces aides seraient concentrées sur les créateurs industriels bien précis : les applications informatiques (le logiciel), la mini et péri-informatique. M. Layton propose une aide totale pour les quatre années couvrant la période 1977-1980 de 100 millions d'unités de compte (550 millions de francs). Les secteurs de la péri-informatique et des applications « se verraient attribuer chacun 32 millions d'unités de compte, et les composants 12 millions d'unités de compte. Le reste étant utilisé pour diverses actions en faveur d'une harmonisation des normes entre les Neuf. — J.-M. Q.

L'avenir de Djibouti

LA « TABLE RONDE » DE PARIS SE TIENDRAIT

DE PARIS SE TIENDRAIT

DANS LA SECONDE QUINZAINE DE FÉVRIER

Djibouti (A.F.P., Reuters). — La « table ronde » organisée à l'initiative du secrétariat d'Etat aux DOM-TOM se tiendra, en principe, au cours de la seconde quinzaine de février, indique l'agence Reuters, qui cite une « source informée » à Djibouti. Initialement prévue pour le début de janvier 1977, elle aura pour objet de déterminer le processus politique devant conduire le Territoire à l'indépendance et d'arrêter le cadre des accords de coopération qui pourront être conclus entre la France et le futur Etat.

Cette conférence réunira les représentants du gouvernement français, de tous les partis politiques légaux existant à Djibouti et des mouvements de libération du Territoire.

Le journal marocain « l'Opinion » (organe de l'istiglal), a annoncé lundi 31 janvier, « de source informée », que M. Abou Daoud a été arrêté à Damas par les autorités syriennes, rapporte l'A.F.P. Le journal déclare tout ignorer des circonstances dans lesquelles a été opérée cette arrestation, et de ce que compte faire le régime de Damas d'Abou Daoud. A l'ambassade de Syrie à Paris, on se borne à déclarer « n'être pas au courant ».

Le prix des alcools augmente à partir du 1^{er} février. — Comme le prévoit le budget de l'Etat pour 1977, certains droits de consommation et de fabrication sur les alcools sont majorés de 10 % en moyenne. Les prix des spiritueux vifs, doux, moussoux, alcools à base de céréales, rhum et crème de cassis, mais aussi des produits médicamenteux et de parfumerie subiront une hausse variable selon la dose d'alcool contenue dans le produit. Ne sont pas touchés par cette hausse entre autres, les cognacs, champagnes et eaux-de-vie et liqueurs à base de fruits ou vin.

Le Dauphiné libéré a célébré, samedi 29 janvier, la parution de son 10 000^e numéro. Le quotidien de Grenoble publie en page une énumération de ce président de la République à adresser à M. Louis Richerot, P.-D.G. du Dauphiné libéré, à cette occasion.

Un événement solennel avec le service de nouveaux locaux, construits à Vauxey-Vorles, dans la banlieue de Grenoble, dotés d'équipements techniques ultra-modernes (lectures optiques, écrans de visualisation, ordinateurs de grande capacité, trois rotatives offset, salle d'impression entièrement automatisée, etc.).

Le Dauphiné libéré a célébré, samedi 29 janvier, la parution de son 10 000^e numéro. Le quotidien de Grenoble publie en page une énumération de ce président de la République à adresser à M. Louis Richerot, P.-D.G. du Dauphiné libéré, à cette occasion.

Un événement solennel avec le service de nouveaux locaux, construits à Vauxey-Vorles, dans la banlieue de Grenoble, dotés d'équipements techniques ultra-modernes (lectures optiques, écrans de visualisation, ordinateurs de grande capacité, trois rotatives offset, salle d'impression entièrement automatisée, etc.).

Le Dauphiné libéré a célébré, samedi 29 janvier, la parution de son 10 000^e numéro. Le quotidien de Grenoble publie en page une énumération de ce président de la République à adresser à M. Louis Richerot, P.-D.G. du Dauphiné libéré, à cette occasion.

Un événement solennel avec le service de nouveaux locaux, construits à Vauxey-Vorles, dans la banlieue de Grenoble, dotés d'équipements techniques ultra-modernes (lectures optiques, écrans de visualisation, ordinateurs de grande capacité, trois rotatives offset, salle d'impression entièrement automatisée, etc.).

Le Dauphiné libéré a célébré, samedi 29 janvier, la parution de son 10 000^e numéro. Le quotidien de Grenoble publie en page une énumération de ce président de la République à adresser à M. Louis Richerot, P.-D.G. du Dauphiné libéré, à cette occasion.

Un événement solennel avec le service de nouveaux locaux, construits à Vauxey-Vorles, dans la banlieue de Grenoble, dotés d'équipements techniques ultra-modernes (lectures optiques, écrans de visualisation, ordinateurs de grande capacité, trois rotatives offset, salle d'impression entièrement automatisée, etc.).

Le Dauphiné libéré a célébré, samedi 29 janvier, la parution de son 10 000^e numéro. Le quotidien de Grenoble publie en page une énumération de ce président de la République à adresser à M. Louis Richerot, P.-D.G. du Dauphiné libéré, à cette occasion.

Un événement solennel avec le service de nouveaux locaux, construits à Vauxey-Vorles, dans la banlieue de Grenoble, dotés d'équipements techniques ultra-modernes (lectures optiques, écrans de visualisation, ordinateurs de grande capacité, trois rotatives offset, salle d'impression entièrement automatisée, etc.).

Le Dauphiné libéré a célébré, samedi 29 janvier, la parution de son 10 000^e numéro. Le quotidien de Grenoble publie en page une énumération de ce président de la République à adresser à M. Louis Richerot, P.-D.G. du Dauphiné libéré, à cette occasion.

Un événement solennel avec le service de nouveaux locaux, construits à Vauxey-Vorles, dans la banlieue de Grenoble, dotés d'équipements techniques ultra-modernes (lectures optiques, écrans de visualisation, ordinateurs de grande capacité, trois rotatives offset, salle d'impression entièrement automatisée, etc.).

Le Dauphiné libéré a célébré, samedi 29 janvier, la parution de son 10 000^e numéro. Le quotidien de Grenoble publie en page une énumération de ce président de la République à adresser à M. Louis Richerot, P.-D.G. du Dauphiné libéré, à cette occasion.

Un événement solennel avec le service de nouveaux locaux, construits à Vauxey-Vorles, dans la banlieue de Grenoble, dotés d'équipements techniques ultra-modernes (lectures optiques, écrans de visualisation, ordinateurs de grande capacité, trois rotatives offset, salle d'impression entièrement automatisée, etc.).

Le Dauphiné libéré a célébré, samedi 29 janvier, la parution